

AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION

La signature du décret par le Président de la République "n'est pas limitée par des délais légaux" (Charfi)

P. 3

ENERGIE- 2020

L'Algérie, un rôle pivot au sein de l'Opep+ pour rééquilibrer le marché pétrolier

P. 24

POLITIQUE-SÉCURITÉ

Le concept de la guerre de 4^e génération ne concerne pas seulement l'Algérie (Medjahed)

P. 3

AUTORITÉ NATIONALE INDÉPENDANTE DES ÉLECTIONS

Charfi exclut l'organisation des prochaines élections législatives et locales le même jour

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, a exclu lundi l'organisation des prochaines élections législatives et locales le même jour "faute de magistrats en nombre suffisant". Invité de la Radio algérienne, M. Charfi a précisé que "sur le plan juridique et technique, rien n'empêche l'organisation des prochaines échéances législatives et locales le même jour, mais il n'y a pas suffisamment de magistrats pour pouvoir le faire". En effet, l'organisation de ces deux rendez-vous le même jour "nécessite la mobilisation de 9.000 magistrats, or nous comptons actuellement en Algérie 6.000 magistrats", a-t-il expliqué.

P. 3

DKnews/APS



PRISE EN CHARGE DES ZONES D'OMBRE

Merad appelle les populations des zones d'ombre à s'organiser en associations

P. 8

IMPORTATION DE VÉHICULES MOINS DE 3 ANS

La mesure demeure "inapplicable" (Ait Ali)

P. 6

HISTOIRE - COMMÉMORATION

La réalisation du buste du roi Syphax est une réhabilitation à une personnalité historique (Assad)

P. 4

SANTÉ

REMONTÉES ACIDES

Quels aliments éviter pendant la grossesse ?

P. p 12-13

FOOTBALL

LIGUE DES CHAMPIONS (2^e TOUR PRÉLIMINAIRE - ALLER) MCA - CSS (2-0)

Le "Doyen" assure et rassure en attendant la manche de Sfax

P. 21



CYBERSÉCURITÉ

Biden appelle à moderniser les défenses américaines contre les cyberattaques

P. 17

SOCIÉTÉ
Décès d'un individu à l'entrée d'une sûreté urbaine à Oran en raison de difficultés respiratoires

P. 2

SOCIÉTÉ

Décès d'un individu à l'entrée d'une sûreté urbaine à Oran en raison de difficultés respiratoires



Les services de la Sûreté de la wilaya d'Oran ont indiqué, mardi, que le décès, à l'entrée de la 4^{ème} sûreté urbaine d'Oran, d'un individu arrêté, était dû à des difficultés respiratoires, soulignant l'ouverture d'une enquête pour connaître les circonstances.

A ce titre, et selon les précisions de la sûreté de la wilaya d'Oran, apportées dans un communiqué, l'individu décédé, âgé de 38 ans, a été appréhendé lundi, à 19 h15, en compagnie d'un autre, âgé de 42 ans, par les services de police pour une affaire de trafic de psychotropes et de stupéfiants.

Emmenés au commissariat et juste devant l'entrée du siège, l'individu a été pris de difficultés respiratoires et après appel de la protection civile et des Urgences, son décès a été constaté à l'arrivée d'un médecin, ajoute le communiqué.

Le procureur de la République du tribunal d'El-Othmania s'est déplacé en compagnie du médecin légiste pour constatation des faits.

Une enquête a été ainsi ouverte pour élucider les circonstances de cet incident, ajoute-t-on de même source.

MÉTÉO

Averses de pluies sur les wilayas du Centre et de l'Ouest (BMS)

Des pluies, parfois sous formes d'averses, affectent plusieurs wilayas du Centre et de l'Ouest du pays mardi, indique l'Office national de la météorologie dans un bulletin météorologique spécial (BMS).

Selon le bulletin, placé au niveau de vigilance orange, les pluies affecteront les wilayas de Boumerdes, Alger, Tipaza, Chlef, Mostaganem, Relizane, Tissemsilt et Ain Defla, et ce, avec des quantités estimées entre 20 et 40 mm pouvant dépasser localement 50 mm, précise la même source.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE ARABE

Une rencontre sur les efforts des orientalistes et des arabisants au service de la langue arabe

Le siège du Conseil supérieur de la langue arabe (CSLA) abritera mardi une rencontre nationale sur "les efforts des orientalistes et des arabisants au service de la langue arabe".

Le thème de l'orientalisme et de l'arabisation revêt d'"une importance majeure" car il a braqué la lumière sur le monde arabo-musulman, sa pensée globale ainsi que ses différentes phases à travers l'histoire, a précisé lundi un communiqué du CSLA, rappelant que "les liens entre l'Orient et l'Occident s'étaient consolidés, à l'âge de la renaissance, marqué notamment par le mouvement de l'écriture, l'apparition des journaux, l'impression et la traduction".

Le CSLA œuvre, à travers l'organisation de cette rencontre, à "mettre en évidence le cumul cognitif produit par les orientalistes et les arabisants et leur idéologie ainsi que les méthodologies adoptées", a ajouté le document.

La rencontre verra la participation de plusieurs chercheurs, universitaires et écrivains qui tenteront d'aborder plusieurs questions à l'ordre du jour.

SOLIDARITÉ

60 tonnes d'aides à destination de Tin Zaouatine



Une caravane de solidarité du Croissant rouge algérien (CRA) acheminant près de 60 tonnes d'aides destinées aux familles démunies a pris le départ, lundi à Alger, vers la région frontalière de Tin Zaouatine dans la wilaya de Tamanrasset.

La présidente du CRA, Saïda Benhabyles, qui a donné le coup d'envoi de cette caravane, a fait savoir que cette dernière qui comprend près de 60 tonnes d'aides, s'inscrit dans "le cadre de la stratégie du CRA pour lutter contre la pandémie de la Covid-19 dans les régions éloignées et frontalières ainsi que les zones d'ombre".

Ces aides, composées de produits alimentaires, de literie, de couvertures et produits de nettoyage, sont des dons de donateurs, a fait savoir Mme Benhabyles qui précise que l'objectif de cette opération est de "renforcer la cohésion sociale".

Lors de son déplacement à Tin Zaouatine, cette caravane sera accompagnée de l'Armée nationale populaire (ANP) qui assurera sa sécurité et fera parvenir ces aides à des bénéficiaires, a-t-elle indiqué.

Dans ce cadre, la présidente du CRA a appelé les donateurs à poursuivre l'opération de solidarité, en fournissant des produits alimentaires, la literie et les chauffages pour permettre aux démunis de passer un "hiver au chaud".

CRIMINALITÉ

Le tribunal de Chelghoum Laid (Mila) lance un appel à témoin dans une affaire d'escroquerie



Le juge instructeur à la deuxième chambre près le tribunal de Chelghoum Laid (Mila) a lancé un appel à témoin ou à victimes dans une affaire d'escroquerie, a indiqué lundi, un communiqué de ce tribunal.

Selon le communiqué, le principal accusé dans cette affaire, le dénommé Bouzghaya Hichem est actuellement placée en détention préventive pour escroquerie et dont l'instruction est toujours en cours.

La même source a précisé qu'en vertu de l'article 17 du code des procédures pénales, un appel à témoin et à victimes a été lancé.

Toute personne ayant été témoin ou victime de l'accusé dont la photo est placée sur l'appel est invitée à se rapprocher du juge instructeur de la deuxième chambre près le tribunal de Chelghoum Laid pour être auditionné, dans le but d'aider à résoudre l'enquête ou revendiquer ses droits en cas de dommage.

SAÏDA

Prise en charge de plus de 600 personnes depuis octobre dernier au Centre de transit des sans abris



Le Centre de transit des sans abris de Saïda a accueilli plus de 600 personnes depuis début octobre dernier, a-t-on appris lundi auprès du Comité de wilaya du Croissant rouge algérien (CRA) qui assure la gestion de cette structure.

Le président de ce Comité, Hakoum Benbrahim a indiqué, à l'APS, qu'une opération est en cours pour accueillir les personnes sans abris, les passagers et les femmes violentées dans ce Centre qui leur offre des repas, leur assure l'hébergement et leur donne des vêtements d'hiver.

Selon la même source, le Centre de transit des personnes sans abris, sis à haï "Attik Djelloul" à Saïda, accueille quotidiennement plus de 20 personnes pour les abriter jusqu'à fin mars prochain.

Cette opération qui entre dans le cadre du programme du Croissant rouge algérien vise à approfondir l'élan de solidarité et de soutien pour venir en aide à cette frange de la société, a-t-on souligné.

Pour rappel, la capacité d'accueil de ce Centre de transit, mis en service en 2019, est de 100 personnes.

TLEMCEM

Traitement du répertoire du cheikh Sidi Mohamed El-Maghfoul

L'équipe technique de l'annexe de Tlemcen relevant du Centre national des manuscrits d'Adrar a réalisé dernièrement la première partie du répertoire de la bibliothèque de Cheikh Mohamed El-Maghfoul, a-t-on appris du directeur de cette structure culturelle Mohamed Arkoub.

La première partie du répertoire de cette bibliothèque, implantée dans la commune de Jdiouia (wilaya de Relizane), comprend 98 titres de manuscrits traitant de différents sujets, a indiqué à l'APS Mohamed Arkoub, soulignant que les copies numérisées seront mises à la disposition des étudiants, chercheurs et ceux intéressés par le patrimoine.

Cheikh Sidi Mohamed El-Maghfoul (1854-1924) avait collectionné un grand nombre de manuscrits traitant de différentes sciences dont l'exégèse, la jurisprudence, l'histoire et la littérature.

Sa bibliothèque regorge de plus de 300 manuscrits et de documents importants, a précisé M. Arkoub, avant d'annoncer que la phase de reconstitution de la seconde partie du répertoire sera lancée prochainement.

SKIKDA

L'entreprise portuaire se dote de trois nouveaux scanners

L'Entreprise portuaire de Skikda vient de se doter de trois nouveaux scanners dont deux mobiles et un troisième d'une technologie évoluée destinés au contrôle des bagages, a-t-on appris lundi auprès de l'administration de l'entreprise. L'acquisition de ces équipements dans le cadre de la stratégie de l'entreprise d'amélioration des prestations assurées à ses clients et de traitement plus rapide et plus précis des marchandises, a indiqué la même source à l'APS.

Les scanners sont conçus spécialement pour contrôler les camions et containers permettant des photos de très haute définition et une capacité de contrôler entre 25 et 120 véhicules par heure, selon la même source qui a précisé que chaque scanner se compose d'un camion, d'une cabine de conduite, d'une pièce technique et d'une caisse de radioscopie avec émetteur de rayon X.

Ces scanners sont équipés de stations de contrôle et de deux stations d'analyse des photos au rayon X en plus d'un système de commande automatique et une unité de stockage de données d'une capacité de 4 téraoctets capable de stocker les données de 280.000 images.

AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION

La signature du décret par le Président de la République "n'est pas limitée par des délais légaux" (Charfi)

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi a affirmé, lundi à Alger, que la signature par le Président de la République du décret portant promulgation de l'amendement constitutionnel avant sa publication au Journal officiel, "n'est pas limitée par des délais légaux".

S'exprimant lors d'une conférence de presse au terme de la présentation du rapport final sur le référendum d'amendement de la Constitution, M. Charfi a indiqué que "constitutionnellement parlant, il n'y a pas de délais pour la signature par le Président de la République du décret portant promulgation de cet amendement", ajoutant que cette question relevait du "pouvoir discrétionnaire du Président de la République".

Pour M. Charfi, le Président de la République "accorde sans doute et à plus d'un titre, une attention particulière à l'entrée en vigueur de l'amendement constitutionnel, dans les plus brefs délais, étant l'auteur de cette initiative".

Selon le président de l'ANIE, cette question "n'est pas fixée dans la Constitution, tout comme le taux de participation minimum aux

échéances et aux référendums", a-t-il ajouté.

M. Charfi a présenté un rapport final sur le déroulement du référendum d'amendement constitutionnel, organisé le 1er novembre dernier 2020, un rapport que l'ANIE est tenue d'élaborer après l'organisation de ce rendez-vous. Ce rapport relève que le référendum sur le projet d'amendement de la Constitution, s'est déroulé conformément à des critères élevés d'impartialité et de transparence et met en exergue les efforts fournis par les pouvoirs publics en vue d'organiser ce référendum, particulièrement dans le contexte des circonstances sanitaires exceptionnelles caractérisées par la propagation de la pandémie Covid-19. Afin de garantir l'intégrité des électeurs et des encadreurs, l'ANIE avait mis en place un protocole



sanitaire spécial, lequel a été appliqué "scrupuleusement" durant tout le processus référendaire, c'est-à-dire lors des 124 meetings tenus dans le cadre de la campagne

référendaire, ou encore au niveau des centres et bureaux de vote.

L'encadrement de ces structures a été effectué, selon le même rapport, par 493.721 membres et

966 observateurs, sachant que ce référendum a connu, pour la première fois, la présence des électeurs en qualité d'observateurs. Au volet technique, le document a rappelé la création d'une plateforme numérique riche de services et applications de pointe ayant servi, entre autres, à la révision exceptionnelle des listes électorales, la définition du fichier national du corps électoral et l'encadrement des centres et bureaux de vote.

Le recours aux techniques modernes lors du référendum du 1er novembre a constitué "un acquis de taille qui aurait préparé la voie aux prochaines échéances électorales", a soutenu M. Charfi, lequel a émis des réserves quant à l'adoption du vote électronique qui pouvait "ouvrir des fronts parfaitement inutiles pour nous".

AUTORITÉ NATIONALE INDÉPENDANTE DES ÉLECTIONS (ANIE)

Charfi exclut l'organisation des prochaines élections législatives et locales le même jour

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, a exclu lundi l'organisation des prochaines élections législatives et locales le même jour "faute de magistrats en nombre suffisant".

Invité de la Radio algérienne, M. Charfi a précisé que "sur le plan juridique et technique, rien n'empêche l'organisation des prochaines échéances législatives et locales le même jour, mais il n'y a pas suffisamment de magistrats pour pouvoir le faire". En effet, l'organisation de ces deux rendez-vous le même jour "nécessite la mobilisation de 9.000 magistrats, or nous comptons actuellement en Algérie 6.000 magistrats", a-t-il expliqué.

A propos de la préparation de ces élections, M. Charfi a fait savoir que l'ANIE "a pour la première fois supprimé 800.000 doubles inscriptions sur les listes électorales dans le cadre de l'assainissement du fichier électoral" qui sera, a-t-il dit, "complètement assaini avant l'organisation de ces deux rendez-vous électoraux". Concernant le recours au vote électronique en Algérie, le président de l'ANIE a souligné que "même s'il est facile à mettre en place sur le plan technique, les risques de fraude pouvant accompagner ce mode de vote ne nous encourageant pas à l'envisager pour le moment".

Concernant les propositions que l'ANIE présentera dans le cadre de la révision du code électoral, M. Charfi a précisé qu'elles

s'articuleront sur la présentation de "solutions juridiques à même d'éliminer définitivement toutes formes de corruption ayant marqué précédemment le processus électoral, particulièrement en ce qui concerne le financement de la campagne électorale de manière à faire face à la corruption qui a pris de l'ampleur au sein de la société ces dernières années".

A cette occasion, il a salué "la forte" contribution des citoyens dans l'encadrement des bureaux de vote le jour du scrutin, à travers leur présence "massive" en tant qu'observateurs bénévoles, souhaitant que cette question soit introduite dans la révision du code électoral.

Le Président de la République avait in-

diqué avoir enjoint à la Présidence de la République de coordonner avec la commission chargée de l'élaboration du projet de révision de la loi organique relative au régime électoral afin que le document en question soit prêt "dans les meilleurs délais" en vue de "lancer le processus post-Constitution". Par ailleurs, le président de l'ANIE M. Charfi a rappelé les directives du Président Tebboune concernant l'enrichissement et la révision du code électoral, notamment en ce qui concerne la participation des formations politiques, précisant que cette révision s'inscrit dans le cadre de la concrétisation effective du sens du "consensus national" qui constitue un support pour "l'édification de l'Algérie nouvelle".

POLITIQUE

Le concept de la guerre de 4^e génération ne concerne pas seulement l'Algérie (Medjahed)

Le Directeur général (DG) de l'Institut national des études de stratégie globale (INSEG), Abdelaziz Medjahed a affirmé lundi à Alger que le concept de la 4^e génération ne concernait pas seulement l'Algérie, mais s'inscrivait dans le cadre des orientations stratégiques de l'impérialisme mondial.

En réaction à la conférence placée sous le thème "La guerre de 4^e génération cible l'Algérie de manière directe", animée par l'expert militaire américain, Max G. Manwaring, M. Medjahed a précisé que "la théorie de l'impérialisme mondial vise, depuis 3 ou 4 décennies déjà, la formation de sociétés sans États afin de pouvoir les dominer facilement, c'est d'ailleurs le cas de l'Irak, la Syrie, le Yémen et le Soudan".

Commentant les propos de l'expert américain lors de cette conférence organisée en Israël en 2018, et relayée récemment par les médias, le DG de l'INSEG a expliqué, dans une déclaration à l'APS, qu'"ils (colonisateurs occidentaux) recouraient traditionnellement à l'envoi des troupes militaires, cependant ils emploient aujourd'hui le terrorisme, l'invasion intellectuelle et l'immixtion au sein même des communautés moyen-

nant ses membres, l'exemple de l'Europe occidentale et même d'autres pays est là". Et de relever que "l'impérialisme a exploité plusieurs moyens pour secouer l'Algérie, dont les nouveaux médias (notamment satellitaires), ou encore en se servant du Parlement européen au cœur duquel le sionisme a commencé à s'immiscer depuis 2012, en érigeant en son sein un Parlement dominé par quelque 120 députés outillés par des sionistes, pour ne citer que Bernard-Henri Lévy et Raphaël Glucksmann". Aux yeux du Général-major à la retraite, "l'impérialisme occidental, c'est-à-dire le nouveau visage de la colonisation classique, vise également l'Algérie, et la normalisation des relations avec l'entité sioniste n'est qu'une phase de ses stratégies". Quant à la manière de faire face aux incidences de la guerre de 4^e génération, M. Medjahed répliqua "chaque pays devra unifier ses rangs pour y faire face et affronter à la fois les convoitises et les convoiteurs (...)", estimant, à ce propos, que "cette démarche ne saura se réaliser sans une pleine conscience nationaliste et humanitaire et un engagement sans faille à défendre les principes, les intérêts et les visions patriotiques".

MÉDIATION DE LA RÉPUBLIQUE

Plus de 8000 citoyens reçus par la médiation de la République (Karim Younes)

Le médiateur de la République, Karim Younes, a affirmé lundi à Sétif que la médiation de la République a reçu à l'échelle locale et au niveau central plus de 8.000 citoyens depuis sa création.

Lors d'une séance de travail tenue à l'auditorium "Mouloud Kacem Naït Belkacem" de l'université Ferhat Abbas, en marge d'une rencontre d'étude sur "le rôle du médiateur de la République dans la nouvelle Algérie", en présence d'élus et responsables locaux, Karim Younes a déclaré que le nombre de requêtes reçues et traitées concernant les collectivités locales au niveau d'Alger seulement a atteint à hier dimanche, 912 requêtes.

Le rôle des délégués locaux du médiateur de la République consiste à aider au règlement des différends entre le citoyen et l'administration et à protéger les droits des citoyens notamment à la justice, a précisé le médiateur de la République qui a souligné que 106 requêtes ont été reçues et traitées dans la wilaya d'Oran, 78 à Sétif, 78 à Skikda, 74 à Chlef et 68 à Bejaia.

Il a rappelé aussi que son instance élabore actuellement un rapport annuel détaillé qui sera présenté au président de la Ré-

publique, Abdelmajid Tebboune et distribué au gouvernement et aux walis pour information. Mettant l'accent sur le rôle "axial et fondamental" du médiateur de la République dans la lutte contre la corruption et la bureaucratie avérées, Karim Younes a affirmé qu'il faut "reconnaître que l'administration souffre de nombre d'insuffisances qui nuisent à l'édification d'une nouvelle Algérie moderne, développée et prospère et constituent une entrave à la concrétisation de l'Etat de droit".

Il a également estimé que "tous doivent assurer la responsabilité et éliminer tous les fléaux qui empêchent la construction de la nouvelle Algérie afin de poursuivre la marche historique de l'Etat algérien vers un avenir meilleur".

M. Younes a relevé que le rôle du délégué du médiateur de la République est de faciliter et rapprocher le citoyen de l'administration et doit de ce fait faire montre d'intégrité, de loyauté, de professionnalisme et d'une bonne réputation pour gagner la confiance du citoyen.

L'institution de la médiation de la République, a-t-il dit, est une institution indépendante, accessible, flexible et démocrate

dans son travail et doit être efficace dans l'accueil des citoyens, leur écoute, la prise en charge de leurs préoccupations et le règlement de chaque litige entre les citoyens et l'administration. Le médiateur de la République a inauguré au début de sa visite le siège de la délégation locale du médiateur de la République au centre-ville de Sétif et s'est enquis du bilan de son travail.

Il a par ailleurs, présidé le lancement de la distribution de 80.000 bavettes en milieu scolaire dans les zones d'ombre dont 30.000 pour les écoliers.

L'opération a porté aussi sur la distribution de 5.000 tapis de prière, 300 litres de gel alcoolisé et 300 kits médicaux (composés notamment de lunettes, blouses, masques) aux directions de la santé et de la population et de l'action sociale et de solidarité. A l'école des enfants malentendants de la cité "Djenane", M. Karim Younes a assisté à la cérémonie de distribution de près de 20 fauteuils roulants et d'appareils auditifs à l'initiative de l'association "Espoir et action" dont la présidente Hezia Rezig a été honorée à l'occasion pour ses efforts au service de cette catégorie sociale.

UNIVERSITÉ

Création d'un cadre juridique relatif à l'emploi des titulaires de doctorat (ministre)

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane a annoncé, lundi à Djelfa, l'engagement d'un travail intersectoriel en vue de la création d'un cadre juridique garant de l'emploi des titulaires de doctorat.

Le ministre, qui répondait à une question relative à l'emploi des titulaires de doctorat, lors d'une rencontre avec la famille universitaire qui a eu lieu à l'université "Ziane Achour", a fait part de l'engagement d'un "travail intersectoriel pour arrêter un cadre juridique garantissant d'avantage l'emploi de cette catégorie", a-t-il indiqué.

Le ministre a indiqué que le nombre des titulaires de doctorat, qui arrivent annuellement sur le marché de l'emploi et de près de 5000. Leur recrutement, a-t-il observé, "ne se limite pas à l'université", a-t-il ajouté en soulignant



"l'intérêt", qu'il accorde à cette question du fait qu'il est lui-même "un enfant de la famille universitaire", et est donc "par-

faitement conscient du problème", a-t-il précisé. A noter qu'une majeure partie des préoccupations exposées du-

rant cette rencontre a porté sur la revendication d'un lot considérable de logements de fonction, outre la proposition d'ouverture de nouvelles spécialités, dont la médecine et les sciences islamiques, avec l'élargissement des filières existantes en prenant en considération les spécificités de la région. Répondant à cette dernière préoccupation, le ministre a fait cas de l'existence, au niveau de son département ministériel, de commissions d'évaluation, d'examen et de suivi, en charge de l'ouverture des spécialités, dès la réunion des conditions requises pour ce faire.

ZONES D'OMBRE

Le Gouvernement veille au traitement des déséquilibres en matière de développement (ministre)

Le Gouvernement poursuit le traitement des déséquilibres en matière de développement pour améliorer les conditions de vie des populations des zones d'ombre, a affirmé lundi à partir de Mascara le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri. "Le Gouvernement œuvre, en coordination avec tous les secteurs, à opérer un développement dans les zones d'ombre à travers la prise en charge des préoccupations de leurs habitants en consacrant un grand nombre d'aides à l'habitat rural et de lotissements d'habitation", a déclaré le ministre à la presse en marge de sa visite dans la wilaya.

M. Nasri a souligné également que de grands efforts sont déployés en matière d'aménagement urbain, de raccordement aux réseaux d'eau potable, d'assainissement, de gaz naturel et de réalisation de structures éducatives, sanitaires, sécuritaires, administratives et autres opérations profitant aux habitants de ces zones.

Le secteur de l'Habitat, a-t-il indiqué, a enregistré en 2020 d'importantes réalisations, signalant qu'il a été réalisé et attribué un nombre considérable de logements toutes formules confondues, notamment à travers la création de cités et de groupements d'habitat disposant de toutes les commodités de vie décente, "bien que cette année a été exceptionnelle en raison de la pandémie de la Covid-19 qui a fortement impacté toutes les activités et les secteurs en Algérie, à l'instar du monde entier".

La cadence de réalisation dans le secteur de l'habitat durant l'année 2020 se poursuivra en 2021 par le parachèvement du programme en voie de concrétisation et le lancement d'autres nouveaux programmes, notamment d'habitat rural qui connaît une forte demande des citoyens, a-t-il affirmé.

Le ministre a, d'autre part, indiqué que son département ministériel œuvre à lever les entraves qui freinent un nombre de projets et sont à l'origine de leur arrêt, dont à titre d'exemple le logement promotionnel aidé, et trouver des solutions intelligentes suivant les textes de loi, pour permettre aux citoyens d'avoir leurs logements et d'éviter tout contentieux. Kamel Nasri a rassuré, à l'occasion, ceux qui ont introduit des recours, notamment ceux n'ayant versé aucun apport financier, que l'étude des dossiers de demandeurs de logements location-vente se fera durant l'année 2021 et englobera une enquête et la consultation du fichier national du logement et différents organismes nationaux, en plus de la recherche du foncier pour pouvoir satisfaire un grand nombre de demandeurs de logement et créer un montage financier en vue de les réaliser.

Le ministre a procédé, lundi, à la pose de la première pierre pour la réalisation de 1.450 logements location-vente au niveau de deux sites de la ville de Mascara et a inauguré le nouveau siège de l'Agence de la Caisse nationale du logement (CNL).

Il a aussi présidé, au siège de la wilaya de Mascara, une cérémonie de remise des 839 clefs de logements location-vente, répartis à travers les communes de Mascara, Tighennif, Mohammadia, de même que 270 logements publics locatifs au niveau des communes de Aouf, Ras El Ain Amirouche et Froha, ainsi que les décisions de 300 aides à l'habitat rural à leurs bénéficiaires. Dans la commune de Hacine, le ministre a visité la zone d'ombre "Ouled Aïssa" qui a bénéficié d'un vaste programme d'aménagement urbain, de même qu'il a procédé à la mise en service du projet de raccordement de 100 foyers au réseau de gaz naturel.

Dans la ville de Sig, M. Nasri a procédé à la pose de la première pierre pour la réalisation de 400 logements location-vente et a inauguré un lycée et un CEM à la cité "500 logements publics locatifs".

HISTOIRE - COMMÉMORATION

La réalisation du buste du roi Syphax est une réhabilitation à une personnalité historique (Assad)

L'inauguration lundi dans la wilaya d'Ain Témouchent du buste du roi Syphax s'inscrit dans le cadre de l'engagement de l'Etat à réhabiliter et faire connaître des personnalités historiques de l'Algérie, a affirmé le secrétaire général du Haut Commissariat à l'amazighité (HCA) Si El Hachemi Assad.

M. Assad a souligné que "ce moment d'inauguration d'une statue du roi Syphax à Beni Saf, partagé avec les autorités de la wilaya d'Ain Témouchent, est la confirmation de l'engagement de l'Etat à accompagner le projet national visant à réhabiliter et à faire connaître des personnalités historiques qui symbolisent l'histoire ancienne de l'Algérie". Cette opération, a-t-il dit, concrétise une des recommandations du congrès international organisé dans la wilaya d'Ain Témouchent en septembre 2018 sous le titre "Le royaume Masseyssile... Syphax et le congrès de Siga 206 A-J" avec la participation d'une pléiade de spécialistes en histoire et archéologie venus de différentes régions du pays et de l'étranger. Le secrétaire général du HCA a également évoqué les parties ayant cont ribué avec le Haut commissariat à l'amazighité à l'intérêt accordé à l'époque numide en

milieu universitaire et scolaire et aussi à la sensibilisation par différents moyens de communication, dont la Télévision algérienne, qui a accompagné les efforts du HCA à travers la réalisation d'œuvres télévisées sur cette époque et d'autres.

Par ailleurs, M. Assad a visité la salle d'exposition du musée, dans le département archéologique relevant de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés à Ain Témouchent, qui dispose d'objets archéologiques datant de la préhistoire à l'âge de la pierre et d'autres de l'ère punique libyque.

A cette occasion, le SG du HCA a fait valoir que la source d'inspiration de l'Algérie "est son histoire qui nécessite une attention dans ce domaine pour le faire connaître aux jeunes générations successives".

Après avoir parcouru un stand d'exposition de pièces de monnaie datant de l'époque du roi Syphax, Si El Hachemi Assad a souligné l'importance d'immortaliser cet aspect dans les timbres postaux, mais aussi dans l'émission de billets de banque nationaux comme l'aspire le Haut commissariat à l'amazighité. En outre, M. Assad a assisté à un cours de

langue amazighe à l'école primaire "Har-chaoui Mohamed" à Ain Témouchent, mettant l'accent sur "la nécessité de s'appuyer sur les médias audiovisuels en raison de leur importance pour accompagner les efforts des enseignants et d'introduction de l'image et du son dans le domaine pédagogique, outre l'intensification des activités éducatives d'accompagnement et culturelles notamment.

Le secteur de l'éducation à Ain Témouchent compte 119 groupes éducatifs où la langue amazighe est enseignée au profit de 3.138 élèves sur un total de 32 écoles primaires réparties à travers les communes d'El Malah, Oulhaça, Beni Saf, El Amria, Hammam Bouhadjar, Ain El Larbaa, Ain El Kihal, en plus d'Ain Témouchent. Le secrétaire général du HCA poursuivra sa visite dans la wilaya d'Ain Témouchent mardi, où il animerà une conférence de presse pour mettre en exergue les principales activités incluses dans le programme du HCA, dont la célébration du Nouvel an amazigh "Yennayer" dans la wilaya de Batna, ainsi que la cérémonie de remise du prix du Président de la République de la langue et de la littérature amazighes.

AFFAIRES RELIGIEUSES

M. Belmehdi insiste sur la réception du nouveau siège de son ministère au début de l'année 2021

Le ministre des Affaires religieuses et des wakfs, Youcef Belmehdi a insisté mardi à Alger sur l'impératif d'accélérer les travaux de réalisation du nouveau siège du ministère en vue de le réceptionner dans les délais fixés, à savoir au début de l'année prochaine. S'exprimant à l'occasion d'une visite d'inspection au niveau du nouveau siège de son ministère à Caroubier, le ministre a fait savoir que le taux d'avancement des travaux de réalisation de ce siège avait

dépassé les 85%, expliquant le retard accusé, lors des derniers mois, par la propagation du nouveau coronavirus.

En outre, il indiqué que son secteur visait à parachever les travaux de ce projet pour le «réceptionner entre le premier et le deuxième trimestre de 2021 dans le but de permettre à quelques 500 employés d'accomplir, confortablement, leurs missions».

S'agissant de la réouverture des écoles coraniques fermées en raison de la

pandémie de covid-19, M. Belmehdi a rassuré que ces espaces scientifiques et éducatifs seront ouverts prochainement, une fois leur protocole sanitaire, soumis récemment au Comité scientifique, adopté».

«La majorité des instituts de formation relevant du secteur ont repris les cours sachant qu'il y avait des écoles qui assureraient leurs programmes d'enseignement à distance sans interruption, tout en organisant des examens au profit des étudiants», a-t-il sou-

tenu. Et d'ajouter que le secteur s'apprête à organiser les concours oral pour la sélection des imams détachés en vue de les envoyer en France, a-t-il annoncé.

Rappelant la réouverture de plus de 14.200 mosquées au niveau national, le ministre a fait savoir que la Grande Mosquée d'Alger sera ouverte à la prière, une fois l'ensemble des conditions préventives réunies afin de préserver la santé des citoyens».

MÉDÉA

Relance du projet de 556 logements LPL à Mezghena

Le projet de réalisation de 556 logements publics locatifs (LPL), sis au nouveau pôle urbain de Mezghena, nord-est de Médéa, en retard depuis plusieurs mois, sera relancé, après la désignation d'une nouvelle entreprise de réalisation, a-t-on appris, mardi, auprès des services de la wilaya.

L'affectation de ce projet immobilier à une nouvelle entreprise, en remplacement d'une entreprise étrangère "défaillante" en raison du retard accumulé, engendrant un grand dépassement des délais de réalisation, devrait permettre "la relance" de ce projet, tant attendu par les citoyens de cette commune, a-t-on signalé. Selon la même source, un lot de 256 logements sera lancé en chantier, dans un premier temps, suivi, d'ici quelques semaines, d'un

second lot de 320 autres unités, soit la totalité du projet implanté au niveau du pôle urbain de Mezghena. Des dispositions ont été prises au niveau de l'Office de promotion et de gestion immobilière (Oppgi), maître d'ouvrage délégué, et des services de l'urbanisme de la commune, afin de "réunir" l'ensemble des conditions susceptibles de garantir le bon déroulement des travaux et "lever toute contrainte pouvant entraver ce projet", a-t-on ajouté.



MILA

Des habitants de plusieurs mechtas d'El Mechira réclament l'alimentation en eau potable

Des dizaines d'habitants des mechtas "Aghlad", "Dokhla", "Bou-tekmatene" et "Boukaabene" dépendant de la commune d'El Mechira (Sud de Mila) se sont regroupés, lundi, devant le siège de la wilaya réclamant l'alimentation en eau potable (AEP). "Le déficit en AEP persiste dans ces régions depuis des années", selon le représentant des protestataires, Kamel Gheraf, déplorant "l'inexistence de projet d'approvisionnement en eau potable au profit des mechtas comptant environ 400 habitations". "Les habitants s'approvisionnent en eau potable depuis des

forages privés et achètent l'eau des citernes", a-t-il dit, ajoutant qu'ils n'ont pas été à ce jour raccordés au réseau d'AEP dans le cadre du projet d'alimentation en eau potable réalisé au profit de ces mechtas. Pour sa part, le président de l'Assemblée populaire communale (APC) d'El Mechira, Moussa Meghlaoui a déclaré à l'APS, que "le projet d'AEP au profit de ces mechtas tire à sa fin et ne reste que le raccordement des habitations au réseau de distribution", précisant que "cette opération nécessite l'élaboration d'une fiche technique pour évaluer le budget nécessaire afin d'achever

les travaux". Le même responsable a fait savoir que "les services de la commune s'emploie à l'élaboration de la fiche technique qui sera transmise aux services de la wilaya pour l'octroi du budget nécessaire au parachèvement du projet dans les meilleurs délais".

Le même élu local a indiqué que ces régions sont concernées par l'alimentation en eau potable depuis le barrage de Béni Haroun, au même titre que plusieurs autres communes de la wilaya, ce qui va permettre, a-t-il ajouté, l'amélioration de l'opération d'approvisionnement en ce précieux liquide.

BLIDA

Algérie poste : début de recensement des besoins des zones d'ombre

L'entreprise Algérie poste (AP) de Blida a entamé le recensement des besoins des zones d'ombre de la wilaya, en vue de leur prise en charge, à travers la programmation de projets de nouveaux bureaux postaux, a-t-on appris, lundi, auprès du directeur local de la Poste et des Télécommunications, Mohamed Amine Benzine. "Nous avons lancé, dans le cadre de la prise en charge des préoccupations des populations des zones reculées et de l'amélioration de leur cadre de vie, un recensement des besoins de ces zones, en perspective de l'élaboration d'une carte de nouveaux projets relatifs à la réalisation de



bureaux postaux", a indiqué à l'APS, M. Benzine. Il a signalé la "prise en considération du nombre des habitants dans chaque zone, dans l'élaboration de la liste des régions devant bénéficier de nouveaux bureaux de poste, considérés parmi les revendications majeures des populations de ces zones reculées", a observé le même responsable. Il a

fait part, à ce titre, de la programmation à la "réception de 13 nouveaux bureaux postaux, durant l'année prochaine afin de remédier au déficit enregistré et de réduire la pression sur les autres bureaux postaux", a-t-il estimé, ajoutant qu'un nombre de ces bureaux est en réalisation dans des zones d'ombre, a-t-il fait savoir. Au titre des mêmes

efforts visant à atténuer la pression sur plusieurs bureaux de poste durant les périodes de versement des salaires et des pensions de retraite, M. Benzine a signalé la réception "prochaine" de nombreux bureaux à travers des cités et communes de la wilaya. Il a cité principalement la cité AADL d'Ouled Aich, enregistrant une importante densité démographique, la cité Khezrouma qui connaît une extension urbanistique, ces dernières années, outre les cités Merakchi d'Ouled Slama, Ben Chaabane, et Megtaï Lezreg, relevant de la commune de Hamman Melouane (est), classées comme zones d'ombre.

NAÂMA

Lancement d'une opération de plantation de 3.000 arbustes

Une opération de plantation de 3.000 arbustes aux abords de la route nationale (RN 6) a été entamée lundi entre les communes de Naama et Mécheria, dans le cadre de la campagne de reboisement lancée par le ministre délégué auprès du ministère de l'Environnement chargé de l'environnement saharien à travers une caravane écologique qui sillonna des régions des Hauts plateaux et le Sud, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Cette opération concerne la plantation des caroubiers avec la participation des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), la gendarmerie nationale, la protection civile, les douanes, les instances publiques locales, des jeunes volontaires et des associations à caractère écologique.

Le président de l'Association nationale de développement du caroubier, Hamza Kadi a indiqué qu'une expérience de plantation du caroubier qui se développe au Nord du pays sera de concrétiser dans la wilaya de Naama connue pour son caractère steppique et son climat aride et saharien, dans le cadre du plan d'action élaboré par l'association visant l'extension et la généralisation

de la culture de cette variété d'arbres aux vertus multiples en zones sahariennes. Ce programme de portée écologique et scientifique, lancé dernièrement par le ministre délégué auprès du ministre de l'Environnement chargé de l'environnement saharien avec la participation de l'Association nationale de développement du caroubier, de l'institut national de recherche en domaine des forêts et de l'Institut technique de l'arboriculture fruitière, prévoit l'extension du barrage vert avec le suivi du taux d'adaptation de ce genre d'arbres fruitiers méditerranéens avec les conditions difficiles des zones sahariennes et des oasis.

La conservation des forêts de la wilaya a programmé pour le week end dernier une opération de plantation similaire dans la partie sud du tronçon de la RN 6 avec la participation de plusieurs secteurs et associations locales.

A noter que depuis la fin du mois de novembre dernier, pas moins de 12.000 arbustes ont été plantés dans le cadre de la campagne nationale de reboisement à travers plusieurs régions de la wilaya, surtout celles détériorées par la désertification et l'avancée du sable.

CONSTANTINE

Accidents de la route : baisse de près de 25 % durant les onze premiers mois de l'année 2020 (PC)

Une baisse de 24,37 % des accidents de la circulation a été enregistrée dans la wilaya de Constantine durant les onze premiers mois de l'année 2020 comparativement à la même période de l'année précédente, a annoncé lundi la direction de la Protection civile (DPC).

Selon le bilan établi par le service des statistiques et de la prévention, pas moins de 1729 accidents sont survenus depuis le début de l'année en cours, causant 47 morts et 2.083 blessés dont 1.463 hommes et 215 enfants, a indiqué à l'APS, le responsable de la cellule de communication, le capitaine, Abderrahmene Lagraâ.

Comparativement à la même période de l'année 2019, les éléments de la Protection civile ont recensé 1.962 accidents ayant provoqué la mort de 32 personnes et des blessures à 2.737 autres citoyens dont 1.774 hommes et 342 enfants, a-t-il déclaré. Cette baisse du nombre des accidents de la route constitue "un indicateur positif" et reflète les efforts de sensibilisation dé-

ployés dans le domaine de la sécurité routière par les unités de la Protection civile, a fait savoir le capitaine Lagraâ, soulignant que "le facteur humain demeure la première cause de ces accidents, notamment l'excès de vitesse".

Afin de réduire davantage le nombre de ces accidents, la direction de la Protection civile de la wilaya de Constantine ambitionne d'organiser régulièrement des campagnes de sensibilisation, et de multiplier sa présence dans les sorties de prévention et de proximité organisées à cet effet par les autres corps constitués, a assuré la même source. Lors de ces opérations, les éléments de la Protection civile insistent sur le respect du code de la route et avertissent quant aux risques de l'excès de vitesse, le dépassement dangereux, le non-respect de la distance de sécurité, les manœuvres dangereuses, la conduite à gauche, la fatigue ainsi que l'épuisement et leur impact sur la capacité à conduire, a-t-on conclu.

M'SILA

Distribution de 100 logements AADL au profit de fonctionnaires de la police

Le directeur général de la sûreté nationale (DGSN), Ounissi Khelifa, a présidé lundi à M'sila la distribution de 100 logements de la formule location-vente de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) au profit de fonctionnaires de la police.

En visite de travail et d'inspection dans cette wilaya, le DGSN a ensuite inauguré le nouveau siège de la sûreté de daïra de Bous-

saâda dont la réalisation avec 8 logements d'astreinte a mobilisé plus de 100 millions DA, selon les explications données sur site.

Le responsable de sûreté nationale a suivi, à l'occasion, un exposé sur les activités de la sûreté de cette daïra notamment en matière de lutte contre la propagation du Covid-19 ayant donné lieu à l'enregistrement de 4.618 infractions de mesures de confinement sanitaire, la mise en fourrière de

207 véhicules et l'organisation de 100 actions de sensibilisation des citoyens au respect des mesures préventives contre cette épidémie.

Selon l'inspecteur régional de police de la région du Centre, Bencheikh Farid Zine-Eddine, la visite rentre dans le cadre du soutien moral aux éléments de la sûreté nationale, leur incitation à davantage d'efforts et la mise en place des conditions ma-

tériels adéquates permettant aux éléments de la police de mieux prendre en charge les préoccupations des habitants sur le plan sécuritaire.

Le même responsable a ajouté que l'amélioration du rendement des éléments de la sûreté nationale constitue une des principales orientations données par le directeur général de la sûreté nationale aux éléments du corps.

AGRICULTURE Les responsables locaux tenus à la concrétisation de la feuille de route 2020-2024 (ministre)

Lors d'une réunion avec les directeurs des services agricoles des wilayas de l'ouest et du sud-ouest du pays, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hemdani a donné des instructions strictes pour la concrétisation de la feuille de route sectorielle 2020-2024.

M. Hamdani a présidé, en début de semaine, une réunion en visioconférence avec des directeurs des services agricoles des wilayas de l'ouest et du sud-ouest du pays, consacrée à l'examen et à l'évaluation de plusieurs opérations et dossiers liés au secteur, indique un communiqué du ministère publié sur sa page Facebook.

Les dossiers examinés ont trait à la campagne labours-semences, la campagne de récolte de maïs, l'application de l'instruction relative à l'approvisionnement en son subventionné, le programme complémentaire d'irrigation, l'électricité agricole, l'assainissement et la récupération du foncier non utilisé, et d'autres dossiers s'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de la feuille de route sectorielle 2020-2024, a précisé la même source.

Lors de cette réunion, à laquelle ont pris part les cadres centraux du ministère, les directeurs des instituts techniques concernés et des représentants de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAI), le ministre a rappelé les dossiers "importants et sensibles" ouverts pour une révision de gestion, à l'instar des filières de la pomme de terre, du lait, des céréales, etc., afin de réduire progressivement la facture d'importation.

Dans ce contexte, M. Abdelhamid Hemdani a exhorté les responsables locaux à accompagner les agriculteurs "sur le terrain" en vue de faire réussir la campagne labours-semences et de veiller avec les autres acteurs à l'application des instructions tendant à atténuer les charges et les obstacles, dont souffrent toujours les producteurs et les éleveurs.

Soulignant "l'impératif de changer de mode de fonctionnement et de ne plus se contenter des bilans chiffrés", il a exigé "des réponses concrètes aux problèmes soulevés sur le terrain", ajoute le communiqué. Le ministre de l'Agriculture a invité l'ensemble des intervenants, notamment les chambres agricoles à se rapprocher davantage des agriculteurs pour s'enquérir de près de leurs besoins et remédier, en urgence, aux insuffisances.

Sur un autre registre, M. Hemdani a donné des instructions "strictes" pour accélérer la concrétisation de l'opération d'assainissement du foncier et la réalisation des projets de transformation et de stockage du maïs ainsi que l'équipement des exploitations en systèmes d'irrigation complémentaire et l'intensification de l'orientation agricole.

Le ministre de l'Agriculture a appelé, en fin, les directeurs des services agricoles et les différents responsables à "la prise en charge sérieuse" des doléances des agriculteurs, des investisseurs et des éleveurs, dans le cadre de la cellule d'écoute et d'orientation qu'il supervise personnellement.)

IMPORTATION DE VÉHICULES MOINS DE 3 ANS La mesure demeure "inapplicable" (Ait Ali)

Le ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Brahm a réitéré lundi que la mesure, relative à l'importation de véhicules d'occasion de moins de 3 ans et prévue par la Loi de finances 2020, demeurerait "inapplicable" sur le terrain, en l'absence de texte réglementaire.

Invité de la Radio nationale chaîne I, M. Ait Ali a indiqué que le dossier de l'importation des véhicules d'occasion de moins de 3 ans, n'a été ni reporté, ni même suspendu, soulignant que l'article 110 de la Loi de finances 2020 qui prévoit cette mesure n'est pas applicable sur le terrain, et a besoin d'un texte d'application.

"J'ai expliqué au niveau de l'Assemblée populaire nationale (APN), les raisons qui empêchent l'application de cette mesure et comment cette dernière entrave l'économie nationale", a-t-il ajouté avant de rappeler que l'importation des véhicules coûtait au Trésor public, près de 3 Mds USD annuellement.

"Nous devons déterminer les priorités du pays et du citoyen, loin de l'égoïsme et de la logique d'après moi, c'est le déluge", a-t-il insisté.

Le ministre a, en outre, indiqué que les services du ministère ont reçu 180 demandes d'importation des véhicules, mais, a-t-il ajouté, "vu que la majorité de ces dossiers ne peut être concrétisée, étant incomplets et ne répondant pas aux exigences du cahier des charges pour les concessionnaires automobiles, nous avons demandé aux opérateurs concernés de



compléter leurs dossiers".

Le ministre estime, encore une fois, que le marché des voitures "n'est pas une priorité" pour le Gouvernement, d'autant plus que c'est l'industrie automobile qui constitue la priorité, en ce sens qu'actuellement, l'on focalise sur l'établissement d'une industrie dans la matière, a-t-il affirmé. Pour ce faire, M. Ait Ali a fait état de l'existence de discussions avec les Allemands, concernant une relance de "véritables industries" pour les véhicules touristiques et utilitaires.

Le dossier ENIEM tranché la semaine en cours

Par ailleurs, M. Ait Ali a évoqué les difficultés financières

dont pâtissent certaines entreprises économiques, précisant que son département s'attaitait à trouver des solutions mûrement réfléchies permettant à ces entreprises de présenter leurs plans de développement et les débattre avec les banques.

A ce propos, il a qualifié les plans proposés par certains groupes publics au ministère de l'Industrie de "plans de sauvetage provisoires", mettant en avant la stratégie du secteur basée sur "la relance de l'activité".

Quant à l'ENIEM, le ministre de l'Industrie a indiqué que les mesures adéquates seront prises "dans les plus brefs délais" en vue de résoudre les problèmes de ce groupe et de

le relancer. "Le dossier est en cours d'examen et il sera tranché au cours de cette semaine", a-t-il déclaré, faisant état des dettes du groupe de l'ordre de 13 mds DA liées à l'exploitation et non à l'investissement.

Répondant à une question sur l'ouverture du capital des entreprises publiques, le ministre a précisé que cette démarche doit se faire par un recours à la mobilisation de l'épargne privée et publique par le biais de la Bourse d'Alger afin de relancer les activités des entreprises en difficulté financière.

La bourse serait, aux yeux du ministre, la meilleure option pour l'ouverture des capitaux et permettre aux épargnants algériens de participer au financement du tissu industriel national, et alléger partant la pression sur le trésor public.

Le secteur industriel a connu en 2020 une révision de l'arsenal juridique et réglementaire régissant l'investissement.

Une opération qui portera ses fruits à partir de 2021, a rappelé M. Ait Ali, tout en reconnaissant la baisse de la rentabilité du secteur industriel pour plusieurs raisons notamment la pandémie Covid-19.

UNIVERSITÉ La création d'un centre de recherche en agriculture pastorale à Djelfa, fera d'elle "un pôle d'excellence" (ministre)

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane a affirmé, lundi à Djelfa, que la création d'un centre de recherche en agriculture pastorale à l'université "Ziane Achour", fera d'elle "un pôle d'excellence", en la matière.

Lors d'une visite à cet établissement de l'enseignement supérieur, durant laquelle il a procédé à l'inauguration de structures de recherche, le ministre a

souligné que les "avancées scientifiques, pédagogiques et de recherches", constatées, par lui, au niveau de cette université, dont le centre de recherche en agriculture pastorale, inauguré par lui, "augurent de l'existence de compétences et de capacités considérables dans cette wilaya, l'habilitant à devenir un pôle d'excellence en agriculture pastorale", a-t-il assuré. Ajoutant que ce centre de recherche "peut garantir une compétitivité en matière d'agriculture intelligente et de pointe, par l'exploitation d'outils et de moyens technologiques de haut niveau", a-t-il indiqué.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a expliqué la création de ce centre de recherche en agriculture pastorale à Djelfa, par la "position stratégique de cette wilaya en tant que zone centrale, entre des régions humides, arides et semi arides", outre "l'importance de sa ressource animale, qui la classe au premier rang national, conjuguée à une vision stratégique fixée précédemment", a-t-il dit. Il a, aussi, souligné, "le rôle attendu de ce centre dans l'étude de la diversité génétique, l'amélioration des races, l'adaptation des plantes pastorales, et l'exploitation de la technologie intelligente dans la modernisation et actualisation des techniques de production végétale, et autres méthodes d'irrigation, parallèlement à la modernisation des méthodes de production de la ressource animale, de manière à couvrir les besoins du marché national en viandes rouges", a-t-il expliqué.

La création de ce centre de recherche vise, également, selon M. Benziane, "à contribuer au développement de la ressource humaine, et au soutien des politiques publiques du domaine (ressource

humaine), classé parmi les priorités du Gouvernement, au même titre que d'autres priorités comme la sécurité alimentaire et énergétique et la santé du citoyen", a-t-il indiqué.

Le ministre s'est, également, félicité du renforcement de cette université par une plateforme d'analyse physico-chimique, inaugurée ce lundi, et qui sera mise à la disposition des enseignants et des étudiants, et de partenaires du secteur économique et social.

Cette plateforme est destinée à la réalisation de différentes analyses de la qualité de l'eau et de l'air, ainsi que d'autres produits de large consommation, tout en aidant les étudiants en doctorat de l'université de Djelfa et d'autres universités voisines, dans la réalisation d'expériences en relation avec leurs recherches. Après avoir loué les efforts consentis par la famille universitaire dans la poursuite des opérations pédagogiques et administratives, en dépit de la pandémie de la Covid-19, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a abordé les défis liés à la numérisation, la garantie de la qualité de la formation, de la recherche, de l'emploi des diplômés universitaires, et de l'ouverture sur l'environnement économique et social, et du raccordement de l'université aux entreprises économiques.

Il a plaidé, à ce titre, pour l'"impératif pour les responsables de l'université d'intégrer cette nouvelle mouvance dans le secteur, visant à remplacer les pratiques négatives par des pratiques positives, et de coordonner les efforts, en travaillant avec un esprit d'équipe".

La visite du ministre a été clôturée par l'inauguration d'une unité de médecine préventive à l'université de Djelfa.

ORAN

Invention d'un système automatique de gestion des cultures sous serres

Une équipe de jeunes universitaires d'Oran a inventé un système automatique de gestion des cultures sous serres en vue d'améliorer la production agricole en qualité et quantité grâce à une agriculture intelligente, a-t-on appris lundi d'un des innovateurs du projet.

Cette innovation permettra de gérer de manière intelligente la culture sous serres, ce qui facilitera le travail des agriculteurs et améliorera la production agricole, a souligné Noureddine Bouafia, chef de l'équipe composée de dix universitaires d'Oran, de Mostaganem et de Tipaza, spécialisés en agronomie automatique, électromécanique et informatique.

Le système des auto serres est utilisé pour la gestion intelligente des facteurs climatiques en donnant des informations aux agriculteurs, notamment le taux d'humidité et la température, les différentes étapes de croissance des plantes, la nature du sol, la qualité des engrais et l'état de la serre, en plus de la fourniture d'autres données sur la météo à l'extérieur de la serre et le développement d'un système d'irrigation intelligent, a-t-on indiqué.

Pour concrétiser ce projet innovant, des tra-

voux de modernisation d'une serre multichapelle ont été récemment lancés au niveau de l'Institut technique des cultures maraichères industrielles de Hassi Bououf (Oran), où ont été entamés la réparation et le renouvellement de l'installation électrique et des équipements pour la plantation en janvier prochain de variétés de légumes, dont la tomate, l'aubergine, le poivron et le melon, a-t-on fait savoir.

Le système auto-serres, s'étendant sur une surface de plus de 1000 mètres carrés, sera opérationnel en début d'année prochaine (2021).

L'équipe d'universitaires envisage de développer ce système à l'avenir pour la gestion à distance des cultures sous serres, si elle reçoit l'aide nécessaire, a-t-on ajouté.

L'équipe d'universitaires œuvre également à créer une startup spécialisée dans le développement de solutions technologiques modernes et intelligentes pour améliorer l'agriculture, dont le développement de serres intelligentes, l'irrigation intelligente dans les grands espaces, les grands parcs et espaces verts et la maintenance des systèmes automatiques d'irrigation en auto serres, a indiqué M. Bouafia.

PÉTROLE

Le Brent à 51,50 dollars

Les cours du pétrole se sont redressés mardi, dopés par la validation du plan de relance de l'économie américaine malgré les perspectives peu encourageantes de la demande.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février gagnait 1,08% à Londres, à 51,50 dollars.

Le baril américain de WTI pour le mois de février prenait de son côté 1,26% à 48,26 dollars.

"Le pétrole semble profiter du passage du plan américain", a résumé Jeffrey Halley, analyste.

Le président américain Donald Trump a signé dimanche soir un plan de relance économique de 900 milliards de dollars, accordant des aides aux ménages et aux petites entreprises du premier pays consommateur de



brut au monde. "Les prix du brut sont désormais à un niveau à peu près acceptable pour l'Opep+." Les prix sont trop bas pour atteindre des budgets

nationaux à l'équilibre, mais" autour de 50 dollars le baril, la production pourrait repartir à la hausse, ont estimé les analystes de JBC Energy.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses alliés, dont la Russie, doivent se réunir lundi 4 janvier pour leur réunion mensuelle.

Début décembre, les pays membres avaient décidé d'augmenter le ur production, qu'ils limitent volontairement, de seulement 500.000 barils par jour, pour éviter d'inonder le marché avec les 2 millions de barils quotidiens initialement prévus.

FRANCE

Inquiets pour leur avenir, des commerces veulent pouvoir ouvrir le dimanche en janvier

De nombreux commerces subissent un "recul important de chiffre d'affaires" et leur inquiétude "grandit à mesure que les mesures de soutien s'amenuisent", alerte lundi l'association de fédérations Conseil du commerce de France (CDCF), demandant à ouvrir le dimanche en janvier.

"Nous comptons vivement sur l'Etat pour soutenir les entreprises du secteur, et pas uniquement les plus petites car plusieurs réseaux d'enseignes sont proches de la cessation définitive d'activité", explique le CDCF, qui regroupe une trentaine de fédérations professionnelles du commerce.

Dans un communiqué, il demande notamment de "pouvoir ouvrir tous les dimanches de janvier", via un renouvellement de la procédure dérogatoire collective décidée sur novembre et décembre pour "étaler" les courses de fin d'année.

Selon le CDCF, et "malgré une bonne reprise de la consommation liée au Black Friday et aux achats de fin d'année, le chiffre d'affaires" des commerçants dits non essentiels "reste en deçà de leurs prévisions", avec pour certains un recul de chiffre d'affaires supérieur à 20% sur l'année dans l'habillement, la chaussure, la beauté-parfumerie ou la bijouterie.

Les stocks restent en outre très élevés, selon le CDCF.

"De nombreux commerçants pourraient décider de baisser définitivement leur rideau pour éviter de creuser leurs pertes et faire perdurer une situation économique insurmontable", a estimé dans le communiqué William Koeberlé, président du Conseil du commerce de France.

Face à ces inquiétudes, la préfecture du Pas-de-Calais a déjà autorisé, par arrêté signé le 24 décembre, l'ouverture de tous les commerces - hors bars, restaurants et discothèques - chaque dimanche de janvier, a-t-elle annoncé dans un communiqué lundi soir.

La mesure d'ouverture dérogatoire prise pour fin novembre et décembre est "reconduite" pour tous les dimanche de janvier.

Elle avait été prise "afin de mieux réguler les flux dans un contexte sanitaire caractérisé par un niveau élevé de circulation du virus, mais également permettre de compenser les baisses d'activité et de chiffre d'affaires subies", rappelle la préfecture.

Chaque établissement "devra (...) informer l'inspecteur du travail territorialement compétent de l'ouverture le ou les dimanche(s), en lui précisant les modalités et contreparties au travail dominical", et le Comité Social et Economique (CSE) devra en être informé, ajoute le communiqué.

BOURSE DE NEW YORK

Wall street termine sur des records après le plan d'aide américain

La Bourse de New York a conclu lundi sur de nouveaux records après la signature la veille par le président Donald Trump du plan de soutien à l'économie américaine pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

Selon des résultats provisoires à la clôture, le Dow Jones Industrial Average a pris 0,68% à 30.403,97 points, un nouveau record.

Le Nasdaq, à forte coloration technologique, a également atteint un plus haut, finissant en progrès de 0,74% à 12.899,42 points.

L'indice élargi S&P 500 a aussi engrangé un nouveau record à 3.735,36 points, en hausse de 0,87%.

"Les actions américaines ont terminé en hausse la première des quatre dernières séances de l'année grâce à un coup de pouce du président Trump qui a apposé sa signature sur un projet de loi fournissant une aide très attendue et la poursuite du financement du gouverne-

ment", ont commenté des analystes de Schwab. Des avancées du côté des vaccins ont aussi nourri l'optimisme de Wall Street avec le groupe pharmaceutique britannique AstraZeneca (+1,77%) en passe d'obtenir un feu vert du Royaume-Uni pour son vaccin anti-Covid.

L'accord post-Brexit entre l'Union européenne et le Royaume-Uni "a également ajouté à l'humeur positive", selon Schwab.

Après une semaine d'atermolements, Donald Trump a finalement ratifié, dans un coup de théâtre dimanche soir, un plan d'aide bipartite de 900 milliards de dollars qui accorde une aide aux ménages, prolonge les aides fédérales versées aux chômeurs et accorde des prêts garantis aux entreprises.

Le président républicain a aussi approuvé dans la foulée une proposition de loi de financement de l'Etat fédéral, permettant d'éviter la fermeture mardi des services

publics ("shutdown"). La hausse des titres a été tirée sur le Nasdaq par les secteurs de la communication et des technologies de l'information.

Apple a gagné 3,58%, Alphabet, la maison mère de Google, a grimpé de 2,14% et Amazon a avancé de 3,51%.

Le fabricant de camions électriques et à hydrogène Nikola, en chute la semaine dernière, a fait une remontée spectaculaire (+19,31%) après une bonne note d'un analyste.

Peu d'indicateurs étaient attendus pour la dernière semaine boursière de l'année, se terminant jeudi avec les nouvelles demandes d'allocations hebdomadaires au chômage. Parmi les actions du jour, Moderna, dont le vaccin a commencé la semaine dernière à être administré aux Etats-Unis, a perdu 9,72%.

Sur le marché obligataire, le rendement à 10 ans sur les bons du Trésor montait très légèrement à 0,9247% contre 0,9231% jeudi.

ETATS-UNIS

La Chambre des représentants adopte un projet de loi pour des chèques de relance à 2.000 dollars

La Chambre des représentants, à majorité démocrate, a adopté lundi un projet de loi visant à faire passer la deuxième série de versements fédéraux directs à 2.000 dollars pour les particuliers, contre les 600 dollars initialement prévus par le nouveau plan d'aide.

Ce vote intervient après que le président Donald Trump a récemment exhorté le Congrès à augmenter le montant des chèques de relance.

Après avoir retardé la législation pendant quelques jours, le président républicain sortant a signé le plan bipartite dans la nuit de dimanche.

Après des mois d'impasse sur la taille et la portée de ce plan d'aide, les législateurs démocrates et républicains sont finalement parvenus il y a une semaine à un accord sur le

plan de 900 milliards de dollars ainsi que 1.400 milliards de dollars de financement gouvernemental pour le reste de l'année fiscale, qui se termine le 30 septembre 2021.

M. Trump, qui était largement absent des négociations, a déclaré à la dernière minute qu'il souhaitait que le Congrès augmente le montant des chèques de relance et a menacé de ne pas signer le projet de loi si des changements n'étaient pas apportés.

Trouvant "ridiculement bas" les 600 dollars versés aux particuliers, il a exigé des législateurs que cette somme soit augmentée à 2.000 dollars.

L'appel du président a été accueilli favorablement par les démocrates, qui ont plaidé pour des paiements directs plus élevés, mais a été désapprouvé par cer-

tains républicains désireux de limiter le coût global du plan. Le projet de loi, d'un montant total de 2.300 milliards de dollars, a été finalement ratifié par M. Trump, évitant ainsi la fermeture du gouvernement et apportant une aide aux particuliers ainsi qu'aux entreprises alors que la pandémie COVID-19 s'aggrave.

La Chambre a adopté les versements directs de 2.000 dollars dans le cadre d'une procédure accélérée qui a nécessité un soutien des deux tiers.

Mais il reste à voir si un Sénat contrôlé par les républicains se prononcera en faveur de cette mesure, car de nombreux républicains à la Chambre sont même opposés à un chèque de 1.200 dollars, comme approuvé dans la loi baptisée "Cares Act" fin mars.

CUBA

Cuba renonce à la hausse des tarifs d'électricité prévue pour 2021

Le gouvernement cubain a annoncé renoncer à la forte hausse des tarifs de l'électricité, prévue initialement pour 2021, ajoutant qu'elle sera finalement moins élevée qu'attendue après avoir pris en compte le mécontentement de la population.

"Le gouvernement a fait le choix de réduire les tarifs électriques" par rapport à "ce qui avait été annoncé initialement", a déclaré Marino Murillo, responsable de la mise en oeuvre des réformes économiques du Parti communiste cubain, lors d'une émission télé.

Le président Miguel Diaz-Canel a annoncé début décembre un ensemble de mesures économiques devant entrer en vigueur au 1er janvier 2021, en même temps que l'unification des deux monnaies qui ont actuellement cours dans l'île, un système unique au monde.

Parmi ces mesures, étaient prévues une augmentation de 525% du salaire minimum et de 450% des retraites mais également d'un certain nombre de prix de produits et services, parmi lesquels l'électricité. Cette dernière mesure a

entraîné un mouvement de contestation, qui s'est exprimé tant sur les réseaux sociaux que dans la presse nationale.

Jusqu'ici, un cubain payait neuf pesos par mois (0,27 euro) pour 100 KiloWatts/heure (KW/h), un tarif qui devait atteindre 40 pesos (1,23 euro) dès le début de l'année prochaine.

Le gouvernement envisageait de finalement porter ce tarif à 32,78 pesos (un euro).

Ces annonces suivent celle de l'unification des deux monnaies du pays, le peso (cup) et le peso convertible (cuc), créé il y a 26 ans à destination des touristes et ayant une parité d'un dollar, alors que le peso classique s'échange au cours officiel à 24 pesos pour un dollar. L'ajustement économique se produit alors que l'économie cubaine doit terminer l'année en recul de 11% en 2020, du fait de la pandémie du coronavirus, la pire chute en 27 ans, provoquée notamment par une quasi mise à l'arrêt de l'industrie touristique et le durcissement du blocus américain durant le mandat de Donald Trump.

APS

OUM EL BOUAGHI

Saisie de plus de 1,5 quintal de drogue

Les brigades de recherche et d'intervention (BRI) et de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants et de psychotropes de la sûreté de wilaya d'Oum El Bouaghi ont découvert un réseau international de trafic de drogue et saisi plus de 1,5 quintal de drogue, a-t-on appris lundi, de la cellule de communication et des relations générales de ce corps de sécurité.

La même source a précisé dans un communiqué de presse que l'opération qui s'est déroulée conformément aux modes d'investigation du code des procédures pénales et de concert avec le parquet d'Ain El Beïda, les enquêteurs ont découvert un réseau international spécialisé dans le trafic de drogue depuis la source de production jusqu'aux frontières Est du pays.

Les investigations ont permis d'identifier les membres de ce réseau international de trafiquants, lit-on dans ce document.

Munis d'une autorisation d'extension de compétence jusqu'au tribunal d'Ain Safra dans la wilaya de Naâma, les enquêteurs ont appréhendé le baron de drogue et ses complices, a-t-on encore relevé précisant que l'opération s'est soldée par la saisie de plus de 160 kg de drogue, alors que d'autres personnes impliquées dans cette affaire demeurent activement recherchées.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Un mort et 150 blessés en 24 heures



Une (1) personne a trouvé la mort et 150 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique mardi un bilan de la Protection civile.

Par ailleurs, deux (2) personnes sont décédées par asphyxie au monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et chauffe bains à l'intérieur de leurs domiciles.

Il s'agit d'une personne âgée de 40 ans résidant dans la commune de Bordj Bou Arreridj et une deuxième âgée de 71 ans dans la commune de Chalghoum El Aid, dans la wilaya de Mila.

Huit (8) autres personnes ayant également inhalé du monoxyde de carbone ont été secourues par les éléments de la Protection civile qui leur ont prodigués les soins de première urgence avant leur évacuation vers des structures sanitaires. Les unités de la Protection civile sont intervenues en outre pour éteindre 9 incendies urbains à travers plusieurs wilayas qui ont causé trois (03) décès: une personne de 42 ans ayant perdu la vie suite à un incendie qui s'est déclaré dans une chambre de jardinage au niveau d'un marché dans la commune de Bordj Bou Arreridj, une deuxième de 22 ans dans un incendie survenu dans 4 locaux commerciaux dans la commune de Dreane (wilaya d'El Tarf) et une fillette de 8 ans décédée dans l'incendie d'une maison sise au centre-ville de la commune de Sidi El Djillali (wilaya de Tlemcen).

Concernant les activités de lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué durant la même période 84 opérations de sensibilisation à travers 19 wilayas (61 communes), rappelant aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de distanciation physique, et 86 opérations de désinfection générale à travers 12 wilayas (42 communes).

PRISE EN CHARGE DES ZONES D'OMBRE

Brahim Merad appelle les populations des zones d'ombre à s'organiser en associations

Le conseiller du président de la République chargé des zones d'ombre, Brahim Merad a appelé, lundi à Tissemsilt, les citoyens résidant dans les zones d'ombre à "s'organiser en associations" pour la prise en charge de leurs préoccupations liées au développement local.

Inspectant plusieurs projets de développement dans les zones d'ombre dans la wilaya, M. Merad a souligné que les associations devront constituer un trait d'union permettant de transmettre les préoccupations des citoyens liées au développement local aux responsables et les informations sur le développement aux citoyens.

Les responsables locaux doivent communiquer avec les citoyens des zones d'ombre et les informer des projets dont bénéficieront leurs centres ruraux éloignés, a-t-il insisté.

Le conseiller du président de la République chargé des zones d'ombre a affirmé que de grands efforts sont déployés par l'Etat pour développer les zones d'ombre, faisant savoir que ces centres ruraux reculés du pays ont bénéficié de 32.700 projets de développement dotés d'une enveloppe financière de 188 milliards DA.

Il a également fait part de nombreux projets concrétisés au cours de cette année pour développer les zones d'ombre au niveau national, notamment par l'ouverture de pistes, la réalisation de routes, le raccordement à l'eau, à l'électricité, au gaz et à l'éclairage public.

Brahim Mourad a indiqué que la



wilaya de Tissemsilt compte 326 zones d'ombre qui enregistrent actuellement de nombreux projets de développement devant améliorer les conditions de vie de leurs populations.

La deuxième et dernière journée de la visite du conseiller du président de la République chargé des zones d'ombre, a été marquée par l'inspection du projet de raccordement de 40 foyers au réseau électrique qui se trouve à l'état d'avancement des

travaux d'approvisionnement en eau potable des zones d'ombre "Ain Guergour" dans la commune de Khémisti et "Ouled Dahmane" (commune de Ouled Bessam), ainsi que le projet de réalisation d'une piste reliant la route nationale (RN 19) entre Khemisti et le village "Tammouche" (commune de Ammari).

M. Merad a, en outre, présidé l'opération de raccordement de 102 foyers du douar Sfisfissa dans la commune de Maacem au réseau de gaz naturel.

OLÉICULTURE

Cueillette des olives à Bouira: les paysans retrouvent le chemin des vergers

Beaucoup de familles rurales et oléiculteurs ont retrouvé depuis quelques jours le chemin des vergers et des champs à la faveur du lancement de la cueillette des olives à travers les différents villages de la wilaya de Bouira, a-t-on constaté.

Le retour d'un soleil clémente a favorisé la sortie des villageois pour mener leur cueillette avant la détérioration des conditions météorologiques.

Accompagnées de leurs enfants, les familles se précipitent chaque jour pour reconquérir les champs et cueillir leur produit en déployant tous les outils indispensables à la campagne, dont échelles, bâches, scies, ciseaux et peignes.

Les filets de récolte placés sous les arbres ont permis aux champs de reprendre les couleurs de la saison oléicole.

Il s'agit d'une belle image, qui reflète l'ampleur de l'attachement des paysans à leurs terres et à l'olivier.

La cueillette des olives est une tradition ancestrale et un mode de vie social pour la Kabylie et pour beaucoup de régions du pays, où ce sont les familles qui se mobilisent pour aller mener la campagne en allant engranger les récoltes dans les champs.

"Il s'agit aussi d'un travail qui procure de la joie et du plaisir pour les familles et pour les enfants notamment pour les citadins, qui ont la nostalgie de leur terre



ancestrale", a estimé Amar, un sexagénaire venu de Blida avec sa famille pour cueillir ses olives à El Asnam (Est de Bouira).

Dans les champs, une ambiance particulière née des cris de joie et des bruhahas des enfants, remplissait les lieux.

La cueillette des olives est souvent caractérisée par un esprit de solidarité et d'entraide entre les familles, une action appelée "Tiwizi" qui leur permet de récolter le produit et de partager des moments de convivialité.

Malgré la nette régression de la production, due essentiellement à une faible pluviométrie, les paysans gardent toujours l'espoir de voir leur production augmenter la saison prochaine. "Cette régression est due au manque de pluies durant les deux dernières années (2019 et 2020), mais l'olivier est un arbre généreux et il est connu pour son cycle d'alternance", a expliqué à l'APS Mohamed Said, un oléiculteur du village d'Aguouilla (El Adjiba).

"Nous sommes optimistes quant au rendement de la saison prochaine, il sera plus important surtout que la pluviométrie enregistrée jusqu'au 14 est considérable", a-t-il dit à Aguouilla, à l'instar des autres localités environnantes, la campagne a démarré depuis quelques jours dans un climat d'ambiance.

"C'est vrai qu'il s'agit des travaux durs, mais la cueillette des olives constitue aussi un moment de loisir et de détente", a souligné Mohamed Said. Le coup d'envoi de la campagne oléicole a été donné jeudi dernier par le wali Lekhal Ayat Abdeslam à partir d'une oliveraie d'Ouled Bellil.

Sur place, le directeur des services agricoles (DSA), M'Hamed El Bouali, a exposé un rapport général sur la situation de l'oléiculture et des prévisions de production concernant la saison en cours. D'après les

chiffres communiqués par le DSA, une production de moins de 9 millions de litres d'huile d'olive est attendue à Bouira, où la superficie de récolte globale est estimée à plus de 27 000 hectares.

Ces chiffres sont en baisse par rapport aux saisons précédentes et "il s'agit de prévisions qui pourraient être revues à la baisse, en raison du déficit hydrique enregistré depuis deux ans", a souligné M. El Bouali.

Pour ce qui est du rendement de la production de l'huile, le même responsable a précisé qu'il pourrait atteindre les 16 litres par quintal cette année. Cette baisse est à l'origine de la hausse des prix de l'huile d'olive.

Le prix d'un litre d'huile d'olive est passé de 500 dinars il y a quelques mois, pour atteindre 650 à 700 dinars actuellement.

"Les prix oscillent entre 650 et 700 dinars. La hausse des prix est expliquée par une régression de la production cette année", a expliqué à l'APS Ahmed, un propriétaire d'une huilerie semi-automatique à Semmache (El Adjiba).

Au total 288 huileries, dont 41 traditionnelles, 81 semi-automatiques et 106 autres automatiques, ont ouvert leurs portes à l'occasion de la saison oléicole à Bouira.

"Jusqu'à présent, une quantité de 9 150 quintaux a été triturée et la campagne se poursuit toujours", a conclu le DSA.

ETATS-UNIS

Un soldat inculpé pour le meurtre de trois personnes lors d'une fusillade

Un soldat américain a été inculpé pour le meurtre de trois personnes tuées lors d'une fusillade survenue ce week-end dans une salle de bowling de l'Illinois, a affirmé lundi le procureur de cet Etat du nord des Etats-Unis.

Trois autres personnes ont été blessées lorsqu'un homme a ouvert le feu au bowling Don Carter Lanes de Rockford samedi soir.

Duke Webb, 37 ans, a été inculpé pour "trois assassinats et trois tentatives d'assassinats et incarcéré", a déclaré le procureur J. Hanley lors d'une conférence de presse.

Les victimes décédées sont trois hommes âgés de 65 à 73 ans, a précisé le procureur. Une jeune fille de seize ans, un adolescent de 14 ans et un homme de 62 ans ont également été blessés, ces deux derniers se trouvant dans un état critique. "L'accusé a reconnu les tirs et a permis aux enquêteurs de retrouver les armes qu'il a utilisées", a déclaré M. Hanley lors de la conférence de presse. Deux armes ont été récupérées sur les lieux.

Webb était en permission et aurait rendu visite à sa famille à cette occasion. Il doit comparaître à nouveau devant le tribunal le 16 février et pourrait être condamné à la réclusion à perpétuité sans libération conditionnelle s'il est reconnu coupable. Sergent dans les



forces spéciales, Webb est revenu de sa dernière mission en Afghanistan en juillet, selon des médias américains.

Selon son avocat cité par ces derniers, il pourrait souffrir d'un trouble de stress post-traumatique (TSPT), mais ceci devra être confirmé par un examen médical. Le major général John Brennan,

commandant du 1er commandement des forces spéciales (aéroporté), a dénoncé un acte "odieux absolument pas représentatif des forces spéciales".

"Les actions décrites (...) sont choquantes et sans aucun rapport avec les 12 années de service honorable de Webb", a déclaré Brennan au New York Times.

Des millions de chômeurs attendent les aides de l'Etat

L'adoption tardive d'un nouveau plan de relance économique par le Congrès risque de compliquer la distribution d'aides cruciales pour des millions de chômeurs aux Etats-Unis, selon des experts.

En cause, l'approbation à la dernière minute du nouveau plan de relance économique de 900 milliards de dollars par le Congrès et le refus du président sortant de signer le texte

pendant plusieurs jours avant de battre en retraite dimanche.

Ces aides doivent venir relayer celles qui existaient depuis mars et ont expiré, samedi dernier, à minuit, privant de revenus au moins 12 millions de personnes qui ont perdu leur emploi à cause de la pandémie.

Mais la reprise des paiements après cet arrêt momentané pourrait se révéler com-

plexe et prendre des semaines, selon les experts.

"Tout ce qui concerne les allocations chômage est (...) compliqué", et certains Etats pourraient être dépassés, explique Michele Evermore, experte en politiques publiques de l'organisation National Employment Law Project. La distribution de ces aides est en effet gérée par les Etats et les territoires améri-

cains. Beaucoup disposent de systèmes informatiques désuets, souvent submergés par les demandes, qui auront du mal à réactiver rapidement un programme venant d'expirer.

"Ils vont devoir enlever tout le monde (du système) puis remettre tout le monde, cela ne va pas se dérouler sans accroc", estime Andrew Stettner, du think tank progressiste The Century Foundation.

Fraude à l'entrée aux universités: Lori Loughlin sort de prison après avoir purgé sa peine

L'actrice américaine Lori Loughlin, condamnée à deux mois de prison pour avoir triché et payé afin de garantir l'entrée de ses filles dans une prestigieuse université, a été libérée lundi matin après avoir purgé sa peine en Californie, selon l'administration pénitentiaire.

L'actrice de 56 ans, rendue célèbre par son rôle de "tante Becky" dans la série "La Fête à la maison", s'était présentée le 30 octobre dernier à la prison fédérale pour femmes de Dublin, près de San Francisco.

C'est le même établissement que celui qui avait accueilli fin 2019 sa collègue Felicity Huffman ("Desperate Housewives"), condamnée à deux semaines de prison suite

au même scandale.

Lori Loughlin, dont la carrière a été stoppée net par cette affaire, a assuré avoir tiré les leçons de l'"affaire décisive" qui l'a conduite, avec son mari, à verser 500.000 dollars à un intermédiaire pour garantir l'admission de leurs deux filles à l'université de Californie du Sud (USC).

Ils s'étaient mis d'accord avec le cerveau de l'opération, William Singer, pour que leurs filles soient présentées comme de bonnes recrues pour l'équipe d'aviron de l'université, bien qu'elles ne pratiquent pas ce sport.

"Je croyais agir par amour pour mes enfants (...).

Je comprends maintenant que mes décisions ont contri-

bué à exacerber les inégalités en général, et celles du système éducatif en particulier", avait dit Lori Loughlin lors de l'audience devant un juge de Boston, qui a fixé sa peine.

En plus de sa peine de prison, l'actrice devra s'acquitter de 150.000 dollars d'amende et se soumettre à deux ans de liberté surveillée et 100 heures de travaux d'intérêt général.

Le mari de Lori Loughlin, le styliste Mossimo Giannulli, considéré comme "le plus actif" dans cette tricherie par les enquêteurs, a quant à lui été condamné à 5 mois de prison et 250.000 dollars d'amende.

Il a été incarcéré le 19 novembre à la prison pour hommes de Lompoc, près de Santa Barbara (Californie), et la

date de sa libération est fixée au 17 avril 2021, selon les services pénitentiaires.

Le couple avait plaidé coupable en mai d'un chef d'accusation de transfert bancaire frauduleux en échange de l'abandon d'autres poursuites par l'accusation, et d'une peine plus clémente.

Présentée comme une fondation, l'organisation de William Singer aurait reçu au total 25 millions de dollars de parents aisés désireux de voir leurs enfants admis dans des universités prestigieuses telles que Yale, Georgetown ou Stanford.

Sur les 55 personnes inculpées dans ce dossier, plus d'une quarantaine ont plaidé coupable, y compris M. Singer.

PORTUGAL

Ouverture d'une enquête après une partie de chasse polémique

Le parquet général du Portugal a ouvert lundi une enquête concernant une partie de chasse dans la région de Lisbonne au cours de laquelle 540 animaux ont été abattus, suscitant l'indignation dans le pays. "Dans le cadre de cette affaire, une enquête est ouverte et relève du département des enquêtes et de l'action pénale de Lisbonne", a indiqué un porte-parole du ministère public. Cette chasse en battue au grand gibier (cerfs, daims, sangliers) s'est déroulée il y a une dizaine de jours près de la commune d'Azambuja, à une soixantaine de kilomètres au nord de la capitale portugaise, dans la propriété de Torre Bela, un domaine excédant les 1.000 hectares parmi les plus grandes d'Europe et entouré d'un mur d'enceinte.

L'un des 16 participants espagnols s'était félicité de cette partie de chasse dans une publication sur le réseau social Facebook, rapidement supprimée face à l'ire des internautes.

Accompagnée d'un cliché montrant des dizaines de cadavres de bêtes alignés sur le sol, elle présentait la légende suivante: "540 animaux avec 16 chasseurs au Portugal, un record au cours d'une super battue". Dès lors, l'événement a suscité une indignation générale dépassant les réseaux sociaux. Le gouvernement portugais, par l'intermédiaire du ministre de l'Environnement Joao Pedro Matos Fernandes, a condamné un "acte de haine" et un "crime environnemental inacceptable", ouvrant la porte à une révision de la loi sur la chasse.

Les formations politiques de tout bord ont également fustigé cette chasse.

Le parti animaliste PAN, qui compte quatre députés au parlement portugais, a par exemple déclaré que "tuer pour le plaisir est tout simplement inhumain".

De leur côté, les associations de chasseurs ont parlé d'un "massacre" ou encore d'une "extermination" lors de cette chasse qui, selon l'hebdomadaire Expresso, a été organisée par l'entreprise spécialisée espagnole Hunting Spain Portugal Monteros de La Cabra. La propriété de Torre Bela a avancé dans un communiqué ne pas être responsable de la manière "illégitime" dont cette battue s'était déroulée sur son terrain.

L'Institut pour la conservation de la nature et des forêts (ICNF), qui n'avait pas été préalablement informé de cette événement, avait déjà ouvert la semaine dernière sa propre enquête et suspendu l'autorisation de chasse dans cette propriété.

RUSSIE Un réseau de trafic de drogue démantelé

La Russie a annoncé mardi le démantèlement d'un réseau de trafic de drogue dans le cadre d'une opération conjointe avec les Etats-Unis, rapportent des médias, citant les services de sécurité russes (FSB). Les services de sécurité russes ont indiqué avoir saisi quelque 330 kilogrammes de cocaïne, une prise estimée à un milliard de dollars à la vente. Une vidéo diffusée par le FSB a montré des agents en civil interpellant des suspects en voiture ainsi que des stupéfiants et de l'argent confisqués.

Selon un communiqué du FSB, cette opération conjointe avec la justice américaine a mis au jour "un réseau criminel transnational spécialisé dans la contrebande de cocaïne depuis l'Amérique du Sud vers la Russie et d'autres pays européens".

L'opération s'est déroulée en plusieurs étapes depuis mai dernier à Saint-Petersbourg, deuxième ville de Russie, et s'est terminée avec la découverte d'une cache dans la région de Moscou le mois dernier, selon la même source.

Licenciement d'un policier accusé d'avoir tué un homme noir non armé

Un policier blanc, accusé d'avoir tué un homme noir la semaine dernière à Columbus, a été licencié lundi, ont fait savoir les autorités de cette ville du nord des Etats-Unis.

La mort d'Andre Maurice Hill avait provoqué l'indignation dans un pays traversé depuis le printemps par un mouvement historique contre les violences policières et le racisme.

Cet Afro-Américain de 47 ans se trouvait dans le garage d'une maison quand il a été

touché de plusieurs balles par Adam Coy.

Les forces de l'ordre avaient été appelées sur place pour un incident sans gravité.

L'agent avait été suspendu dans la foulée. "L'analyse des preuves justifie le licenciement" d'Adam Coy, a estimé le chef de la police de Columbus, Thomas Quinlan.

Andre Hill, qui n'était pas armé, est le second Afro-Américain tué par la police en moins de trois semaines à Columbus.

"La mort d'Andre Hill est un autre

exemple tragique de la tendance de la police à voir les personnes noires comme dangereuses ou criminelles", s'est indigné lundi l'avocat Ben Crump, connu pour défendre plusieurs familles de victimes afro-américaines, dont celle de George Floyd.

Le décès de ce dernier fin mai a provoqué une onde de colère dans le pays et lancé une introspection de la société américaine sur les discriminations raciales d'une partie de la société américaine.

PANDEMIÉ DE CORONAVIRUS

BILAN DANS LE MONDE

Au moins 1.775.272 morts

CHINE

15 nouveaux cas locaux signalés sur la partie continentale

La Commission nationale de la santé de la Chine a annoncé mardi avoir reçu lundi le signalement de 27 nouveaux cas confirmés de COVID-19 sur la partie continentale, à savoir 12 cas importés et 15 cas transmis localement. Parmi les cas locaux, huit ont été signalés dans la province chinoise du Liaoning (nord-est), et sept à Pékin, a indiqué la commission dans son rapport quotidien. Aucun nouveau cas suspect ou décès lié à la maladie n'a été signalé lundi, selon la commission. Dix-huit patients du COVID-19 sont sortis guéris de l'hôpital lundi sur la partie continentale. Selon le bilan établi lundi en fin de journée, un total de 4.230 cas importés avaient été enregistrés sur la partie continentale.

Parmi eux, 3.965 ont quitté l'hôpital après leur rétablissement, et 265 restent hospitalisés.

Aucun décès n'a été signalé parmi les cas importés. Le même jour, le nombre total de cas confirmés de COVID-19 sur la partie continentale avait atteint 87.003. Parmi eux, 348 étaient toujours hospitalisés. Au total, 82.021 patients avaient quitté l'hôpital après leur rétablissement, et 4.634 étaient morts de la maladie sur la partie continentale, a indiqué la commission. Lundi, aucun cas suspect de COVID-19 n'a été signalé sur la partie continentale, et 11.909 contacts étroits étaient toujours sous observation médicale.

Wuhan commence la vaccination d'urgence contre le COVID-19

La ville de Wuhan, dans le centre de la Chine, a commencé à utiliser en urgence les vaccins candidats contre le COVID-19 sur certains groupes de personnes clés, a déclaré lundi le gouvernement municipal. La vaccination, disponible dans 48 cliniques désignées dans 15 arrondissements, a commencé le 24 décembre, ciblant certains groupes clés de personnes âgées de 18 à 59 ans, a noté He Zhenyu, directeur adjoint du centre de contrôle et de prévention des maladies à Wuhan, capitale de la province du Hubei. Les personnes vaccinées doivent recevoir deux injections à quatre semaines d'intervalle, a indiqué M. He lors d'un point de presse.

Du 1er octobre au 27 décembre, Wuhan a rapporté un total de 43 cas importés de COVID-19, à savoir dix cas confirmés et 33 cas asymptomatiques. Tous les porteurs asymptomatiques, sauf quatre, sont sortis de l'hôpital, a indiqué Peng Houpeng, directeur adjoint de la commission municipale de la santé.

HONGRIE

La Hongrie reçoit 6.000 doses du vaccin russe

Le gouvernement hongrois a annoncé lundi avoir reçu 6.000 doses du vaccin russe contre le Covid-19, sans toutefois fournir de détails sur son utilisation potentielle. "Sur la base de notre précédent accord, la coopération entre la Russie et la Hongrie se poursuit", a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Peter Szijjarto, dans une vidéo postée sur sa page Facebook, en annonçant l'arrivée par la route de ces milliers de doses. Reste maintenant aux experts hongrois à "prendre une décision sur comment utiliser le vaccin", a-t-il ajouté. Moscou avait livré en novembre un premier échantillon de Sputnik V, dont le président russe Vladimir Poutine vante l'efficacité à 95%. Début novembre, la Commission européenne avait cependant lancé une mise en garde à Budapest, rappelant qu'un vaccin ne pourrait obtenir une autorisation de commercialisation qu'après une étude approfondie par le régulateur, l'Agence européenne des médicaments (EMA).

De son côté, le gouvernement de Viktor Orban assure être "ouvert à tous les développements fructueux de vaccins à travers le monde", qu'ils "aient été créés à l'Ouest ou à l'Est", selon les termes de M. Szijjarto. La Hongrie avait commencé samedi à vacciner le personnel soignant des hôpitaux, quelques heures après avoir reçu ses premières doses du vaccin Pfizer-BioNTech validé par l'UE. Souvent en désaccord avec Bruxelles qui l'accuse de saper les valeurs démocratiques, Budapest s'est une nouvelle fois distingué en débutant la campagne un jour plus tôt que prévu dans l'ensemble de l'Union européenne. Près de 9.200 personnes sont décédées de la maladie Covid-19 en Hongrie, qui compte une population de 9,8 millions d'habitants.

Plus de 81.517.140 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 51.201.600 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Les chiffres se fondent sur les bilans communiqués quotidiennement par les autorités sanitaires de chaque pays et excluent les révisions réalisées a posteriori par des organismes statistiques, comme en Russie, en Espagne et au Royaume-Uni. Depuis le début de la pandémie, le nombre de tests réalisés a fortement augmenté et les techniques de dépistage et de traçage se sont améliorées, entraînant une hausse des contaminations déclarées.

Le nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du total réel de contaminations, une part importante des cas les moins graves ou asymptomatiques restant toujours non détectée.

Sur la journée de lundi, 8.319 nouveaux décès et 471.358 nouveaux cas ont été recensés



dan s le monde. Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 1.626 nouveaux morts, l'Allemagne (852) et la Russie (562).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 334.967 décès pour 19.310.597 cas recensés, selon le compte

de l'université Johns Hopkins. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 191.570 morts et 7504.833 cas, l'Inde avec 148.153 morts (10.224.303 cas), le Mexique avec 122.855 morts (1.389.430 cas), et l'Italie avec 72.370 morts (2.056.277 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand

nombre de morts par rapport à sa population, avec 166 décès pour 100.000 habitants, suivie par la Slovaquie (125), la Bosnie (120), l'Italie (120) et la Macédoine du Nord (118).

L'Europe totalisait mardi à 11h00 GMT 555.197 décès pour 25.994.037 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 499.400 décès (15.247.241 cas), les Etats-Unis et le Canada 349.968 décès (19.861.156 cas), l'Asie 217.160 décès (13.777.271 cas), le Moyen-Orient 89.244 décès (3.925.401 cas), l'Afrique 63.358 décès (2.681.051 cas), et l'Océanie 945 décès (30.983 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des agences auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

En raison de corrections apportées par les autorités ou de publications tardives des données, les chiffres d'augmentation sur 24h peuvent ne pas correspondre exactement à ceux publiés la veille.

ETATS-UNIS

L'Etat de New York enregistre 7.559 hospitalisations et un taux de positivité supérieur à 8%, selon le gouverneur

Le nombre total d'hospitalisations dues au COVID-19 est passé dimanche à 7.559 dans l'Etat de New York, contre 7.183 samedi, a indiqué lundi le gouverneur Andrew Cuomo sur Twitter.

Les hospitalisations liées au COVID-19 dans l'Etat ont franchi la barre des 6.000 le 15 décembre, et sont depuis restées au-dessus de ce niveau.

M. Cuomo avait déjà averti qu'une augmentation des hospitalisations liées au coronavirus était attendue après Noël, les gens ayant davantage tendance à se

rassembler pendant les vacances, alimentant ainsi la propagation du virus. Sur les 124.866 tests de dépistage du COVID-19 effectués dimanche dans l'Etat de New York, 10.407 étaient par ailleurs positifs, soit un taux de positivité de 8,33 %, contre 5,85 % la veille, a ajouté le gouverneur.

"Mise à jour sur les vaccinations : environ 140.000 New-Yorkais ont à ce jour reçu une dose du vaccin" contre le COVID-19, a déclaré M. Cuomo dans un autre tweet.

"Les populations prioritaires pour la

vaccination s'élargissent cette semaine pour inclure les employés des centres de soins d'urgence, les personnes administrant les vaccins contre le COVID-19, et les résidents des installations de l'OASAS (Office of Addiction Services and Support)", a-t-il ajouté.

Lundi à midi, le Centre pour la science et l'ingénierie des systèmes (CSSE) de l'université Johns Hopkins a signalé un total de 37.411 décès liés au coronavirus dans l'Etat de New York, ce qui en fait l'Etat le plus touché des Etats-Unis.

RUSSIE

Près de 26.000 morts en novembre, 186.000 depuis janvier

La Russie a enregistré près de 26.000 décès liés au Covid en novembre et plus de 186.000 depuis le début de l'année, selon des statistiques officielles publiées lundi.

L'office des statistiques

Rosstat fait état d'un excès de mortalité entre janvier et novembre 2020 de 229.700 personnes, par rapport à la même période de 2019.

Et "plus de 81% de cette hausse de la mortalité sur cette

période est due au Covid", a précisé la vice-Première ministre, Tatiana Golikova, citée par des médias.

Le pays, a enregistré 27.877 nouveaux cas d'infection au nouveau coronavirus au cours

des dernières 24 heures, contre 28.284 un jour plus tôt, a déclaré lundi le centre de réponse au Covid-19.

Plus de 89,5 millions de tests de dépistage du Covid-19 ont été effectués dans tout le pays.

BELGIQUE

Des résidents de maisons de retraite reçoivent les premiers vaccins

Des résidents de trois maisons de retraite ont été lundi les premiers à recevoir le vaccin contre le Covid-19 en Belgique, pays où ces établissements ont été durement touchés par la pandémie.

Les premières doses du vaccin Pfizer-BioNtech ont été injectées quasi simultanément en fin de matinée à des résidents d'une maison de retraite à Purrs, ville flamande où se trouve l'usine dans laquelle il est produit, et de deux autres établissements, à Mons en Wallonie, et à Woluwe-Saint-Pierre, en région bruxelloise.

La majorité des pays de l'Union européenne ont commencé ce week-end à vacciner leurs populations contre le Covid-19. En Belgique, la campagne de vaccination ne devrait toutefois véritablement commencer qu'à partir des 4 et 5 janvier.

A Purrs, Jos Hermans, un résident de

96 ans, a été le premier vacciné. Josepha Delmotte, 102 ans, a été la première à recevoir l'injection à La Bonne Maison de Bouzanton, et Lucie Danjou, 101 ans, à Notre-Dame de Stockel dans l'agglomération bruxelloise. Dans ce dernier établissement, le ministre de la Santé de la région bruxelloise, Alain Mar on, s'est félicité que "90% des résidents aient dit OK à la vaccination". "Dès la rentrée, on commence à vacciner l'ensemble des résidents des maisons de repos à Bruxelles. Une petite dizaine de milliers de personnes vont être vaccinées dans le courant du mois de janvier", a-t-il expliqué à la presse. Après quoi "on vaccinera le personnel des maisons de repos, puis toutes les personnes qui travaillent dans le secteur de la santé et du social". "Je pense que c'est un soulagement (...) Les résidents et les personnels des mai-

sons de repos ont été vraiment éprouvés par le Covid", a-t-il reconnu. Selon une enquête de l'institut de santé publique Sciensano réalisée du 3 au 11 décembre, 60% de la population belge de 18 ans et plus dit vouloir se faire vacciner.

Les chiffres sont à la baisse en Belgique depuis le 25 décembre, en terme de contaminations, de décès et d'hospitalisations liés au Covid-19, a indiqué lundi l'un des porte-paroles des autorités sanitaires, Yves Van Laethem, lors d'une conférence de presse. Ce pays de 11,5 millions d'habitants recense un total de 638.877 cas de coronavirus et 19.200 décès.

Le 18 décembre, M. Van Laethem avait indiqué que le coronavirus avait fait plus de 10.000 morts parmi les résidents des "maisons de repos" (l'appellation belge).

APS

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

COVID-19 AUX ETATS-UNIS

Décembre est le mois le plus meurtrier depuis le début de l'épidémie

Plus de 65.000 Américains sont décédés des suites du COVID-19 au cours des 28 derniers jours, ce qui équivaut environ à plus de 1,6 Américains morts chaque minute, faisant de décembre le mois le plus meurtrier aux Etats-Unis depuis le début de la pandémie.

Le bilan des décès est nettement plus lourd que celui de l'ensemble du mois de novembre, au cours duquel 36.964 morts avaient été comptabilisés.

"Décembre est déjà le mois le plus meurtrier depuis le début de la pandémie aux Etats-Unis", a confirmé un rapport hebdomadaire du Projet de suivi du COVID.

Les hospitalisations ont également atteint un niveau record au cours du dernier mois de cette année difficile, le pays ayant enregistré dimanche son quatrième plus grand nombre d'hospitalisations avec plus de 118.720 patients atteints de COVID-



19 hospitalisés, selon le rapport.

Encouragés par l'arrivée sur le marché de deux vaccins,

Américains ont commencé à profiter de leurs vacances de Noël et du Nouvel An, ce qui devrait aggraver encore le risque

de contamination.

Les statistiques de l'Administration pour la sécurité des transports montrent que malgré les mises en garde émises par des experts de la santé et des Centres de contrôle et de prévention des maladies contre les déplacements, plus de 1,1 million de personnes ont été contrôlées dans les aéroports mercredi, la veille de Noël.

"Nous pourrions très bien assister à une poussée (...) du virus après les fêtes, a déclaré Anthony Fauci, expert américain de premier plan en maladies infectieuses, à la chaîne d'information CNN.

BRÉSIL

Plus de 7,5 millions de cas

Le Brésil a signalé 20.548 nouveaux cas de COVID-19 au cours des dernières 24 heures, portant ainsi le total national à 7.504.833, a annoncé lundi le ministère de la Santé. Durant la même période, le bilan des décès liés au COVID-19 est passé à 191.570 après la mort de 431 per-

sonnes, a ajouté le ministère. L'Etat de Sao Paulo, le plus peuplé du pays, a été le plus touché avec 1.427.752 cas et 45.902 décès.

La ville de Sao Paulo a annoncé au cours du week-end l'interdiction des activités non essentielles du 1er au 3 janvier pour éviter les concentrations

de foules pendant les vacances du Nouvel An. Le pays latino-américain compte le deuxième plus grand nombre de décès liés à la pandémie au monde après les Etats-Unis et se classe troisième en termes de cas d'infection derrière les Etats-Unis et l'Inde.

GRANDE-BRETAGNE

Le nombre de patients hospitalisés en Angleterre dépasse le pic d'avril

Le nombre de malades du nouveau coronavirus hospitalisés en Angleterre a dépassé le pic de la première vague et le nombre de contaminations a atteint un nouveau record, plongeant les soignants "au cœur de la tempête", selon un responsable des services de santé.

Lundi, 20.426 personnes étaient hospitalisées en Angleterre, touchées par cette maladie, contre 18.974 lors du pic de la première vague, le 12 avril.

Le nombre de personnes contaminées comptabilisées en une seule journée au Royaume-Uni a lui atteint 41.385, dépassant le seuil

des 40.000 pour la première fois, selon les chiffres officiels. Au total, plus de 2,3 millions de personnes ont été testées positives au Royaume-Uni, dont plus de 71.000 sont mortes. "Beaucoup d'entre nous ont perdu des membres de leur famille, des amis, des collègues et - à un moment de l'année où nous serions normalement en train de faire la fête - beaucoup de gens se sentent naturellement anxieux, frustrés et fatigués", a déclaré le directeur général du NHS England, Simon Stevens, dans une vidéo postée sur Twitter. "Et nous revoici au cœur de la tempête avec une

deuxième vague de coronavirus balayant l'Europe et ce pays", a-t-il ajouté. Les services hospitaliers sont "très très chargés", a témoigné mardi Matthew Kershaw, responsable d'un hôpital à Croydon, au sud de Londres, évoquant sur la BBC un "moment difficile". Le gouvernement britannique compte sur les vaccins pour se sortir de la crise. L'Autorité de réglementation sanitaire des médicaments (MHRA) doit donner dans les jours qui viennent son avis sur le vaccin mis au point par le laboratoire britannique AstraZeneca et l'université d'Oxford, après avoir autorisé celui de

Pfizer/BioNTech qui a été inoculé à plus de 600.000 personnes depuis le 8 décembre.

Simon Stevens a estimé "qu'à la fin du printemps", toutes les personnes vulnérables du pays auront été vaccinées. "Cela constitue peut-être la plus grande lueur d'espoir pour l'année à venir", a-t-il souligné. Mais les efforts de vaccinations devront être doublés à deux millions d'injections par semaine pour éviter une troisième vague de virus, selon les estimations de la London School of Hygiene and Tropical Medicine rapportées mardi par le quotidien The Telegraph.

INDE

L'Inde signale six cas de la nouvelle variante du Covid-19

Le ministère indien de la Santé a annoncé, mardi, la détection de six cas de la nouvelle variante du Covid-19, découverte pour la première fois au Royaume-Uni.

"Six personnes arrivées récemment du Royaume-Uni ont été testées positives à la nouvelle souche du coronavirus, dont trois cas ont été détectés à Bangalore (sud), deux à Hyderabad (sud) et un à Pune (ouest)", précise le ministère indien dans un communiqué. Toutes ces personnes ont été placées en isole-

ment dans des établissements de soins désignés par les gouvernements des Etats respectifs, fait savoir la même source, notant que leurs contacts étroits ont également été mis en quarantaine.

La semaine dernière, le gouvernement indien avait annoncé l'interdiction, du 22 au 31 décembre, des vols en provenance du Royaume-Uni.

Le gouvernement avait également ordonné aux passagers arrivant en Inde depuis le Royaume-Uni de

subir des tests RT-PCR "obligatoires".

Le ministère de l'Aviation civile a pris cette décision sur la base d'une recommandation du ministère de la Santé, qui a noté que la nouvelle souche du nouveau coronavirus est "beaucoup plus contagieuse que les autres variantes".

Selon un dernier bilan officiel, l'Inde compte plus de 10,2 millions de cas de Covid-19 dont 9,8 millions de guérisons et plus de 148.000 décès.

VACCINS

La monopolisation des vaccins pourrait aggraver la pandémie et ses dommages (études)

La monopolisation des vaccins par des pays riches est susceptible de prolonger la pandémie de Covid-19, entraînant davantage de dommages économiques et sociaux, selon des études récentes.

Laisser les pays à faible revenu à la traîne dans la distribution des vaccins pendant la pandémie entraînera davantage de difficultés économiques pour ces pays comme pour les économies développées, selon une enquête menée par le cabinet de conseil en risques politiques Eurasia Group.

Si les pays riches monopolisent les vaccins contre le COVID-19, cela pourrait entraîner deux fois plus de décès que s'ils les distribuaient de manière équitable, selon un rapport de l'université du Nord-Est, à Boston, aux Etats-Unis.

Les modèles d'une autre recherche ont montré que 61% des décès pourraient être évités si le vaccin était distribué à tous les pays proportionnellement à leur population, alors que seulement 33% des décès seraient évités si les pays à revenu élevé recevaient les vaccins en premier, selon le rapport.

OMS

"Il faut dès maintenant se préparer à pire qu'au Covid-19"

L'Organisation mondiale de la santé a prévenu lundi que malgré la sévérité de la pandémie de Covid-19, qui a tué plus de 1,7 million de personnes et en a infecté des dizaines de millions d'autres en un an, il était urgent de se préparer "à pire".

"C'est une sonnette d'alarme", a prévenu Michael Ryan, le responsable de l'OMS en charge des situations d'urgence lors de la dernière conférence de presse de l'année de l'organisation qui est en première ligne dans le combat contre la pire pandémie depuis 100 ans.

"Cette pandémie a été très sévère.

Elle s'est répandue à travers le monde très rapidement et elle a touché chaque coin de la planète, mais ce n'est pas nécessairement la pire", a mis en garde le médecin, qui dans sa carrière a eu à affronter sur le terrain des agents pathogènes parmi les plus mortels.

Tout en reconnaissant que le virus "se transmet très facilement et tue des gens (...) son taux de mortalité est relativement bas par rapport à d'autres maladies émergentes", il nous faut "nous préparer à l'avenir à quelque chose qui sera peut-être encore pire", a martelé le docteur Ryan.

Son collègue et conseiller auprès de l'OMS, Bruce Aylward, a enfoncé le clou, en estimant que malgré les exploits scientifiques réalisés dans la lutte contre le Covid-19, y compris la création de vaccins efficaces en un temps record, le monde était loin d'être préparé à combattre des futures pandémies.

"Nous sommes dans la deuxième et troisième vague de ce virus et nous ne sommes toujours pas prêts et capables de les gérer", a-t-il lancé lors de la conférence de presse.

Et d'insister: "même si nous sommes mieux préparés nous ne sommes pas totalement prêts pour (la pandémie) actuelle, et encore moins pour la prochaine".

Le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus a préféré voir le verre à moitié plein.

"En termes de prise de conscience, je pense que nous y sommes", a-t-il estimé, tout en soulignant que c'était le moment "d'être vraiment sérieux".

"Il va falloir plus d'ambition", a-t-il déclaré.

GROSSESSE ET FATIGUE À CHAQUE ÉTAPE, NOS CONSEILS

Siestes dans la matinée, soirées écourtées, réveils difficiles, la grossesse est souvent synonyme de fatigue. Par quoi est provoquée cette fatigue inhabituelle et comment y remédier ? Les conseils d'Anh-Chi Ton, sage-femme.

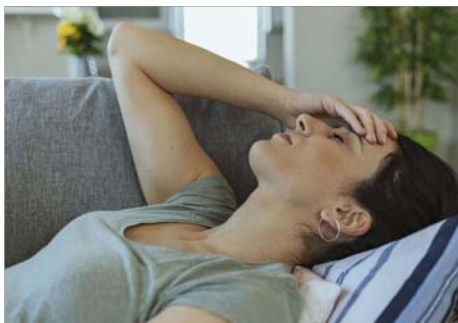
ENCENTE, POURQUOI SUIS-JE TOUT LE TEMPS FATIGUÉE ?

La fatigue est souvent l'un des premiers symptômes de la grossesse. Il s'agit d'un phénomène normal qui résulte de tous les bouleversements et modifications physiologiques du corps pour s'adapter à l'état de grossesse", rassure la sage-femme. Les hormones jouent évidemment un rôle central et sont en grande partie responsable de cette fatigue parfois pesante. "La progestérone est une hormone indispensable au bon déroulement de la grossesse. Elle a non seulement une action de détente des muscles mais aussi un effet sédatif bien connu", explique Anh-Chi Ton. Mais les oestrogènes ne sont pas en reste. "Les oestrogènes font augmenter le débit et la fréquence cardiaque et induisent plus de travail pour le cœur, ce qui explique que la femme enceinte puisse rapidement se sentir essoufflée", ajoute la spécialiste.

LA FATIGUE AU PREMIER TRIMESTRE DE GROSSESSE : LA DIFFICILE ADAPTATION DU CORPS

De nombreuses femmes enceintes en ont fait l'expérience. À peine le test de grossesse est-il positif qu'elles s'effondrent en rentrant du travail, s'endorment à zih et se réveillent le lendemain matin encore plus fatiguées que la veille. "Au premier trimestre, plusieurs facteurs peuvent expliquer la fatigue : la baisse de la tension artérielle, qui peut aussi causer des vertiges, les hypoglycémies, surtout si la future maman n'a pas d'appétit en raison des nausées, mais aussi l'angoisse et le stress du début de grossesse qui peuvent perturber le sommeil", détaille la sage-femme.

Dès le premier trimestre, il est primordial d'écouter son corps et ses besoins. "Il faut se reposer au maximum, veiller à avoir une alimentation équilibrée, faire des siestes le week-end et réduire un peu le rythme de son quotidien si on a tendance à



être hyperactive", recommande Anh-Chi Ton. Une supplémentation en vitamines et une prise en charge par l'acupuncture sont également possibles. Dans les cas extrêmes, ou si la future maman exerce une activité professionnelle fatigante, la prescription d'un arrêt de travail est envisageable.

LA FATIGUE AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE GROSSESSE : TOUT VA MEUX !

Le deuxième trimestre de la grossesse est généralement celui de l'épanouissement. Les petits maux des premières semaines disparaissent, le ventre s'arrondit. "Le corps s'est adapté aux fluctuations hormonales, il y a moins de chutes de tension et la future maman se sent physiquement beaucoup mieux", explique la sage-femme.

Certaines femmes enceintes seront néanmoins toujours aussi fatiguées, mais pour d'autres raisons. C'est en effet souvent à ce stade qu'une anémie peut être découverte et

nécessiter une supplémentation en fer. "Au second trimestre, la femme enceinte va commencer à avoir des douleurs lombaires, des tiraillements des ligaments et des envies fréquentes d'uriner. Autant de facteurs qui peuvent limiter ses mouvements mais aussi altérer son sommeil", remarque aussi Anh-Chi Ton. Plus encore qu'en début de grossesse, la future maman doit se reposer au maximum et ralentir le rythme. La pratique de la méditation, du yoga ou de la sophrologie peut l'aider à apaiser ses angoisses éphémères et à réduire le stress.

LA FATIGUE AU TROISIÈME TRIMESTRE DE GROSSESSE : PRENDRE DES FORCES AVANT LA RENCONTRE

Le troisième trimestre de la grossesse signe bien souvent le retour de la fatigue. Le fœtus puise dans les réserves de sa maman pour son développement et sa croissance. Le développement exponentiel du ventre com-

mence également à peser. "La femme enceinte se sent plus lourde, pas seulement en raison de la prise de poids mais aussi parce qu'elle peut avoir des œdèmes au niveau des jambes, ressentir une pesanteur dans le bassin", explique la sage-femme.

Autre problème majeur pour la femme enceinte au troisième trimestre : le sommeil. "Il devient difficile de trouver une position de sommeil confortable, le stress de l'accouchement devient plus présent, les envies d'uriner sont aussi plus nombreuses et les insomnies fréquentes", détaille Anh-Chi Ton. Dormir sur le côté droit ou le dos comprime la veine cave et peut entraîner des baisses de tension, mieux vaut donc se coucher sur le côté gauche afin de libérer la veine cave et de favoriser la circulation placentaire.

Plus encore qu'aux premier et deuxième trimestre, le troisième trimestre doit être autant que possible consacré au repos. Une fois en congé maternité, la femme enceinte ne doit pas hésiter à dormir en journée si elle en ressent le besoin, à faire du yoga ou des séances de piscine si cela la détend.

FATIGUE PENDANT LA GROSSESSE : QUAND DOIT-ON S'INGUÏÉRER ?

Comme nous l'avons vu, se sentir fatigué pendant la grossesse est absolument normal. Attention toutefois à ce que cette fatigue ne soit pas le signe d'une carence, d'une hypoglycémie ou d'un problème de santé sous-jacent. "Si les actes du quotidien demandent vraiment un effort surhumain, que la femme enceinte est très essoufflée en montant seulement quelques marches, il faut consulter", recommande la sage-femme. Il arrive également qu'une fatigue ou une lassitude extrême soit le signe d'une difficulté psychologique. Là encore il est primordial d'en parler à son entourage mais aussi à un spécialiste. Il suffit parfois d'un ou deux séances auprès d'un psychologue pour dénouer la situation.

SAIGNEMENTS PENDANT LA GROSSESSE : C'EST GRAVE OU PAS ?

Une femme enceinte sur 4 saigne au cours de sa grossesse. Rarement graves, ces saignements ont des causes différentes selon le moment de la grossesse où ils surviennent. Le point avec le Pr Dominique Luton, chef du service de gynécologie-obstétrique de l'hôpital Bichat, à Paris. Souffrir de saignements au cours de la grossesse n'est absolument pas exceptionnel puisque une femme enceinte sur 4 va avoir ce petit problème. Mais il faut malgré tout consulter rapidement, en particulier en début de grossesse, pour vérifier que celle-ci se déroule normalement. Si votre gynécologue-obstétricien n'est pas disponible, n'attendez-pas et rendez-vous chez votre généraliste.

LES SAIGNEMENTS EN DÉBUT DE GROSSESSE

En début de grossesse, les saignements peuvent être des événements bénins, généralement dus à une petite fragilité du col de l'utérus. Mais dans près de la moitié des cas, ils annoncent une fausse couche, le plus souvent liée à une anomalie chromosomique. Autres causes possibles :

Une grossesse extra-utérine (GEU) : les saignements sont alors noirs ou brunâtres. L'embryon s'est "installé" avant d'atteindre le nid utérin, le plus souvent dans une trompe. Cela se vérifie à l'échographie.

Une infection.

Une lésion du col non identifiée avant la grossesse.

Une môle : c'est-à-dire une grossesse sans em-

bryon qui finira par s'évacuer naturellement. LES SAIGNEMENTS EN COURS DE GROSSESSE Les saignements en cours de grossesse sont beaucoup moins fréquents. Ils peuvent indiquer un risque d'accouchement prématuré, une anomalie de l'insertion du placenta (bas inséré) ou recouvrant le col) ou encore une fragilité du col de l'utérus.

En fin de grossesse, on craint plutôt la mise en route de l'accouchement (début du travail) ou encore un placenta mal placé (prævia) qui a singulièrement compliqué l'accouchement parles voies naturelles. Dernière cause, beaucoup plus rare : une hémorragie rétroplacentaire que le médecin va traiter sans attendre.

DANS QUELS CAS UN TRAITEMENT EST NÉCESSAIRE ?

La plupart du temps, le gynécologue-obstétricien va surveiller la grossesse un peu plus attentivement. Mais parfois, une prise en charge est nécessaire :

Grossesse extra-utérine : on opère souvent en urgence afin de préserver la trompe ou, au moins, la fertilité. Mais si la grossesse est peu évoluée, le traitement peut être médicamenteux. Infection : on prescrit des antibiotiques. Menace d'accouchement prématuré : la future-maman est mise au repos avec des médicaments qui luttent contre les contractions. Une hospitalisation est possible si elle saigne beaucoup.

Grossesse : que faire contre le mal de dos ?

Avec le bébé qui grandit dans le ventre, le centre de gravité se déplace vers l'avant, on se cambre mais les abdos ne jouent plus bien leur rôle de maintien. Résultat : c'est tout le bas du dos qui compense. Ajoutés à cela les hormones qui entraînent un relâchement des ligaments et c'est tout le dos qui trinque.

ANTALGIQUES, OUI, MAIS...
Prudence avec l'automédication, certains médicaments peuvent aggraver le mal de dos habituellement contre le mal de dos sont contre-indiqués chez la femme enceinte. Il est possible de prendre du paracétamol en première intention, mais il est préférable de consulter pour une prescription d'antalgiques plus adaptée. Sachant toutefois que, comme pour tout mal de dos, les antalgiques ont leur limite : ils vont atténuer la douleur (mais ou moins efficacement), mais non traiter la cause des lombalgies. Or, dans la grossesse, on peut agir à ce niveau. « Pour commencer, il faut faire attention à son positionnement », insiste Nicolas Dutriaux, sage-femme. L'idée : se tenir le plus droit possible, en auto-grandissement, afin d'éviter d'accroître la cambrure du dos. Des exercices simples sont souvent montrés au cours des séances de préparation à la naissance. En position assise, on évite une cambrure excessive en plaçant ses pieds sur un repose-pied.

UNE CEINTURE ADAPTÉE
Un bon maintien peut aussi contribuer à soulager les douleurs. « Il existe des ceintures dites de grossesse, mais avant d'investir et si les douleurs restent modérées, une grande écharpe ou un foulard noué autour de la taille pourra déjà être d'une aide précieuse », conseille le spécialiste. Si les douleurs sont intenses, le médecin pourra prescrire quelques séances de kinésithérapie.

DU CÔTÉ DES MÉDICINES DOUCES
« L'ostéopathie peut être une ressource supplémentaire, bien que nous manquions de preuve scientifique pour montrer leur efficacité, estime Nicolas Dutriaux. L'acupuncture peut aussi être très efficace, notamment dans le cas de la migraine. » Les pratiques qui aident à se relaxer telles que la sophrologie, le yoga prénatal, le phytotonisme sont également bénéfiques, tout comme une activité physique adaptée à la grossesse, la natation et la marche notamment.

ATTENTION ÉGALEMENT
à la prise de poids : plus on prend de kilos, plus les muscles du dos sont sollicités. « Aux gestes du quotidien : on évite le port de charges lourdes, on plie les genoux pour se baisser. « A la position de sommeil : grossesses ou pas, mieux vaut fuser sur le côté gauche, avec un coussin d'allaitement sous la jambe.

POURQUOI A-T-ON DES ENVIES PENDANT LA GROSSESSE ?

Fraises, cornichons, moutarde, les envies des femmes enceintes intriguent et amusent. Pourquoi certaines futures mamans vont-elle les ressentir très fortement et d'autres non ? Comment expliquer ce phénomène mystérieux ? Les explications d'Anh-Chi Ton, sage-femme.

Il suffit de discuter avec une femme enceinte ou une maman pour mesurer l'ampleur du phénomène ! Internet regorge également de témoignages au sujet de ces envies de grossesse. Certaines ont envie d'un fast-food à 3h du matin, d'autres ne jurent que par les fruits rouges, d'autres encore vont se précipiter sur les cornichons, le vinaigre ou la moutarde. Les envies des femmes enceintes sont, comme les nausées ou les douleurs mammaires, l'un des symptômes les plus emblématiques de la grossesse. « Dans le cadre de ma pratique, j'ai vraiment entendu de tout, même des femmes qui révalent de choucroute ! », plaisante Anh-Chi Ton, sage-femme. Cette dernière a toutefois pu observer que bien souvent, ces envies ne correspondent pas à des aliments que les futures mamans appréciaient particulièrement avant d'être enceintes.

ENVIES DE GROSSESSE : QUAND LA SCIENCE BOTTE EN TOUCHE

Malheureusement hormonaux, qui influent sur le goût et l'odorat, pourraient jouer un rôle dans l'apparition de ces envies. Pourtant, rien, sur le plan scientifique, ne permet de les expliquer avec certitude. C'est le grand flou, on n'a pas vraiment de réponse à ce sujet !, annonce d'emblée la sage-femme. « Une des hypothèses serait que la femme a envie instinctivement des nutriments qui lui manquent pour son fœtus », ajoute-t-elle. Une future maman carencée en une



vitamine, ou anémisée, ira alors spontanément vers les aliments qui permettront à son organisme de rééquilibrer la balance. La sage-femme, qui pratique également l'acupuncture, précise qu'en médecine traditionnelle chinoise, les envies d'aliments peuvent être un symptôme de déséquilibre énergétique. « Chaque loge d'énergie est liée à un organe, liée à une émotion, une saveur et d'autres choses », explique-t-elle. « La loge rate est par exemple liée à l'émotion "l'humiliation", lorsqu'une personne va ressasser un conflit. Si l'énergie dans cette zone est faible, l'individu peut avoir envie de la saveur associée à cette loge, en l'occurrence celle du sucre »,

détaille la professionnelle. Un débat d'explication.

ENVIES DE GROSSESSE : ET SI C'ÉTAIT PSYCHOLOGIQUE ?

Les envies apparaissent rarement avant que la femme n'apprenne sa grossesse. Bien souvent, elles vont même commencer à se manifester seulement après le troisième mois, lorsque la grossesse a été annoncée à l'entourage et que le ventre commence tout doucement à s'arrondir. Des éléments qui indiquent que ces envies ont certainement des racines psychologiques. Exprimer une envie... c'est aussi demander de l'attention, être à l'écoute de son corps et de ses

émotions. L'attraction pour les aliments régressifs, liés à l'enfance, est aussi un vrai réconfort pour contrer l'anxiété liée à la grossesse et à l'accouchement.

TOUTES LES FEMMES ENCEINTEES ONT-ELLES DES ENVIES ?

L'envie de fraises ou de moutarde n'est pas systématique. Certaines femmes vont ressentir très fortement ces envies, d'autres pas du tout. Tout comme certaines femmes ont des nausées et d'autres pas, les futures mamans doivent se rassurer : ne pas avoir d'envie alimentaire particulière n'est en rien le signe d'un problème lié à la grossesse.

LES ENVIES DE GROSSESSE : Y CÉDER... MAIS SANS EXCÈS

S'il est normal, et totalement bénéfique, de ressentir des envies pendant la grossesse, il est important de garder le contrôle. « Il ne faut pas céder à toutes ses envies et rester raisonnable en se faisant plaisir sans excès », recommande Anh-Chi Ton.

Où au chocolat blanc, au hamburger ou à la mayonnaise de temps en temps, mais pas tous les jours. « Il ne faut pas manger pour deux mais deux fois mieux », rappelle la sage-femme qui recommande de consulter une diététicienne si le besoin s'en fait sentir.

Un bon compromis pour limiter la prise de poids consiste à réaliser soi-même ses recettes souvent très riches avec des produits plus sains. La grossesse est justement le moment idéal pour prendre soin de soi et apprendre à manger mieux.

REMONTÉES ACIDES : QUELS ALIMENTS ÉVITER PENDANT LA GROSSESSE ?

Aigreurs, brûlures d'estomac, remontées acides, le système digestif est mis à rude épreuve pendant la grossesse. Découvrez les conseils de Magali Le Mardeley, diététicienne, pour limiter ces petits maux. « Si tu as des remontées acides, c'est parce que ton bébé aura beaucoup de cheveu ! » Voilà l'un des lieux communs les plus emblématiques de la grossesse ! Cette explication n'est évidemment qu'un mythe et ces petits troubles gastriques ont bien d'autres origines. Pendant la grossesse, non seulement l'intestin appuie sur l'estomac mais les sécrétions gastriques sont également réduites de 40%, ce qui entraîne un ralentissement du transit, explique la diététicienne. On observe une diminution du tonus du cardia, qui est la porte d'entrée de l'estomac. Les aliments ingérés vont alors, sous l'effet de la compression, remonter vers l'œsophage qui n'est pas du tout fait pour accueillir ces sécrétions acides », ajoute-t-elle.

REMONTÉES ACIDES : LES RÈGLES HYGIÈNE-DIÉTÉTIQUES

« Les repas doivent être bien souvent tendance à manger trop vite, dans la précipitation, sans prendre le temps de

profiter réellement du repas. Un très mauvais calcul, d'autant plus pour les femmes enceintes dont le système digestif est très chahuté.

« Avant de se mettre à table, on prend le temps de se poser, de respirer. L'idéal est de consacrer quelques minutes par exemple pour lire un article ou faire quelques exercices de sophrologie », recommande Magali Le Mardeley. Cette dernière insiste sur la nécessité de manger assis, lentement, dans le calme et de bien mâcher. « Pour diminuer le volume de nourriture ingérée en une fois, on peut fractionner les repas en faisant par exemple trois repas et deux collations », ajoute-t-elle.

REMONTÉES ACIDES : LES ALIMENTS À ÉVITER PENDANT LA GROSSESSE

Les remontées acides ne sont pas systématiques pendant la grossesse et ne concernent pas toutes les futures mamans. « Il faut aussi garder à l'esprit que ces problèmes sont transitoires et liés au contexte du corps qui est plus ou moins apte à digérer certains aliments », rassure la diététicienne. « Pour réduire les douleurs et l'inconfort, certains aliments sont à éviter. Cette liste

est évidemment à adapter aux symptômes et à la sensibilité propres à chaque femme.

Liquides : les boissons gazeuses, les boissons sucrées, le jus d'orange, le jus de tomates

Fruits : agrumes, kiwis, ananas
Légumes : choux, oignons, poireaux, radis, salisifs, oseille, navets, concombres, chou-fleurs, artichauts, pois.

Viandes : les viandes grasses ou en sauce, l'échine de porc, l'entrecôte, la côtelette d'agneau

Poissons : les poissons gras comme le saumon doivent être consommés avec modération. Recommandé pendant la grossesse pour sa richesse en oméga 3 et Ω , le saumon peut être consommé par exemple en faisant deux petites portions plutôt qu'une grosse.

Épices
Fromages à pâte à moisissures
Les fruits oléagineux : cacahuètes, noix, amandes etc.

Mieux vaut également éviter les aliments frits, les plats industriels préparés, la charcuterie, le pain frais chaud, les pâtisseries.

BURKINA FASO Le parti au pouvoir remporte la présidence du Parlement

Alassane Bala Sakandé, du Mouvement du peuple pour le progrès (MPP, au pouvoir), a été réélu lundi président de l'Assemblée nationale du Burkina Faso avec 123 voix sur 127, deux abstentions et deux contre.

Directeur provincial de campagne du MPP au scrutin couplé du 22 novembre dernier, M. Sakandé était l'unique candidat à sa réélection. Le poste de chef de file de l'opposition est occupé par Eddie Wend-Venem Constance Hyacinthe Komboïgo, président du Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP, parti de l'ex-président Blaise Compaoré). Sa formation politique a obtenu 20 députés.

SOUDAN Mandats d'arrêt contre des paramilitaires après la mort d'un civil

Le procureur général du Soudan a émis lundi soir des mandats d'arrêt contre plusieurs responsables d'une force paramilitaire soudanaise soupçonnés d'avoir enlevé à Khartoum et torturé à mort un civil, une affaire qui avait provoqué une vive indignation.

Dans un communiqué publié par l'agence Sana, le bureau du procureur affirme que l'autopsie du corps de Bahaa Eddine Nouri montre qu'il a souffert de plusieurs blessures ayant conduit à sa mort.

Une procédure a été engagée pour "arrêter immédiatement et transférer devant le procureur tous les membres des Forces de soutien rapide impliqués dans l'arrestation puis dans la mort de Nouri afin qu'ils soient poursuivis" par la justice, est-il ajouté dans le communiqué.

Bahaa Eddine Nouri, âgé de 45 ans, membre du "comité de résistance" de son quartier, une association très active dans la dénonciation du régime de l'ex-président Omar el-Béchar, avait été enlevé le 16 décembre alors qu'il était attablé à une terrasse de café à Kalakla, un quartier du sud de Khartoum, par des hommes en civil circulant à bord d'une voiture sans plaques, selon la presse locale.

Son corps avait été retrouvé cinq jours plus tard à la morgue de l'hôpital d'Omdourman, grande ville qui fait face à Khartoum.

La famille avait refusé de l'enterrer après avoir découvert des traces de coups et de torture. Selon les premiers éléments de l'enquête, Baha Eddine Nouri est mort pendant son interrogatoire par les paramilitaires des Forces de soutien rapide, avait déclaré dans un premier temps le porte-parole du gouvernement, Fayçal Mohamed Saleh. Son décès avait provoqué une vague d'indignation.

Dimanche, dans un communiqué, l'Association professionnelle soudanaise, qui fut à l'initiative du vaste mouvement de protestation ayant mené à la destitution d'Omar el-Béchar, a donné 15 jours au gouvernement et aux Forces de soutien rapide pour "engager des actions contre les personnes ayant tué Bahaa Eddine Nouri, sinon la rue parlera". L'association a exigé la levée de l'immunité contre toutes les personnes ayant participé à l'enlèvement, aux tortures et à la mort de Nouri. Accusés d'avoir commis des atrocités durant la guerre au Darfour (2003-2019), les Forces de soutien rapide sont dirigées par le général Mohamed Hamdan Daglo, "numéro deux" du Conseil de souveraineté, plus haute instance exécutive du pays et formée après un accord entre civils et militaires à la suite de la chute de Béchar.

APS

LIBYE L'ONU organise une 2^{ème} réunion du Comité juridique du Forum pour le dialogue politique libyen

Le Comité juridique du Forum du dialogue politique libyen (FDPL) s'est réuni lundi pour la seconde fois.

"Les discussions de cette réunion ont porté sur les fondations législatives et juridiques nécessaires pour l'organisation d'élections nationales", a déclaré dans un message sur Twitter la Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL), ajoutant que cette réunion avait été favorisée par la représentante spéciale par intérim en Libye du secrétaire général des Nations unies, Stephanie Williams.

Au cours de cette réunion en ligne, le directeur de la Commission nationale supérieure des élections en Libye, Emad Al-Sayeh, a fait état des progrès de la Commission en termes de préparation technique, évoqué la nécessité d'organiser des élections, et présenté les

bases de la législation électorale qui doit être adoptée dans la période à venir, selon la MANUL.

Le Comité juridique, qui a débuté son travail la semaine dernière, se compose de 18 membres du FDPL, et a pour objectif d'assurer le suivi des discussions du comité constitutionnel, lequel se compose de membres de la Chambre des Représentants et du Conseil supérieur de l'Etat, pour formuler des recommandations à des fins d'assistance, selon la MANUL.

Au total 75 Libyens représentant tout le spectre social et politique de la société libyenne ont participé au FDPL, une instance soutenue par l'ONU qui s'est réunie du 7 au 15 novembre à



Tunis, capitale de la Tunisie, pour discuter d'une feuille de route politique afin de réaliser une paix durable dans la Libye ravagée par la guerre.

Les participants ont

convenu d'organiser des élections générales en Libye le 24 décembre 2021.

Ils ont également voté l'adoption du mécanisme visant à désigner l'autorité exécutive unifiée du pays.

MALI Trois soldats français tués

Trois soldats français ont été tués en opération au Mali lundi, lorsque leur véhicule blindé a été atteint par un engin explosif dans la région de Hombori (nord), a annoncé la présidence française.

Ces décès portent à 47 le nombre de soldats français tués depuis le début de l'engagement militaire au sol au Sahel en janvier 2013.

Le président Emmanuel Macron fait part dans un communiqué de sa "très grande émotion", tout en rappelant "la détermination de la France à poursuivre la lutte contre le terrorisme".

La France est présente au Sahel dans le cadre de l'opération Barkhane, qui engage plus de 5.000 militaires dans cette immense zone, confrontée

à des violences terroristes et une crise sécuritaire qui ont fait des milliers de morts civils et militaires ces dernières années.

D'abord cantonnés dans le nord du Mali à l'aube de leur essor dans les années 2010, les groupes terroristes opèrent désormais dans le centre du pays ainsi qu'au Burkina Faso et Niger voisins.

NIGER L'ONU se félicite du déroulement "pacifique" des élections présidentielle et législatives

Le Secrétaire général des Nations-Unies, Antonio Guterres, s'est félicité de la tenue des élections présidentielle et législatives du 27 décembre au Niger, tout en saluant le gouvernement et le peuple nigériens pour le déroulement "pacifique" de ces échéances.

M. Guterres "félicite en outre les forces de sécurité et de défense nigériennes pour leurs efforts visant à créer un environnement sûr le jour du scrutin", a indiqué lundi son porte-parole à New York.

Le chef de l'ONU a également appelé "tous les acteurs politiques et leurs partisans

à maintenir un environnement pacifique et à résoudre tout différend qui pourrait survenir grâce au dialogue et aux mécanismes juridiques établis".

"Le Secrétaire général réaffirme que l'ONU continue de soutenir le peuple et le gouvernement nigériens dans leurs efforts pour consolider davantage la démocratie et le développement durable dans le pays", a-t-il dit.

Le scrutin présidentiel de dimanche est considéré comme historique, en ce sens qu'il devrait permettre au Niger de vivre la première transition à travers les urnes

de son histoire. Quelque 25.978 bureaux de vote étaient mis en place pour permettre aux 7.446.556 électeurs d'élire le successeur du président sortant Mahamadou Issoufou.

Les résultats de cette présidentielle couplée aux législatives devraient, selon le code électoral du pays, être publiés au cours de la semaine.

Trente candidats étaient en lice pour la présidentielle.

Bazoum Mohamed, du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS, au pouvoir depuis 2011), part favori de ce scrutin. Les élections se sont dé-

roulées dans le calme en dépit du contexte sécuritaire difficile marqué notamment par deux attaques terroristes meurtrières à quelques jours des élections et ayant fait plusieurs morts.

Pour le président sortant Mahamadou Issoufou, "quel que soit le vainqueur, la victoire appartiendra au peuple nigérien. C'est un jour spécial pour le Niger qui va connaître pour la première fois de son histoire une alternance démocratique", a-t-il dit. Depuis 1960, le pays ouest-africain n'a jamais connu une transition pacifique à travers les urnes entre deux chefs d'Etat.

CENTRAFRIQUE Le Conseil de sécurité condamne les attaques contre la MINUSCA

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a condamné lundi les attaques lancées vendredi contre la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA).

Dans un communiqué, les membres du Conseil de sécurité ont condamné "dans les termes les plus forts" les attaques contre la mission des Nations Unies en République centrafricaine (RCA), qui ont entraîné la mort de trois casques bleus burundais

et blessé deux autres. Des "combattants armés" non identifiés ont lancé les attaques à Dekoa et près de Sibut, deux localités de la préfecture de Kemo, quelques heures après qu'une coalition rebelle eut violé une trêve unilatérale et réitéré ses appels à la suspension des élections générales prévues dimanche.

Les membres du Conseil de sécurité ont exprimé leurs plus sincères condoléances et sympathie aux familles des casques bleus tués, ainsi qu'au Bu-

rundi et à la MINUSCA, souhaitant aux blessés un prompt rétablissement. Ils ont également condamné "dans les termes les plus forts" toutes les attaques, provocations et incitations à la violence contre la MINUSCA par des groupes armés et d'autres auteurs.

Les membres du Conseil de sécurité ont, par ailleurs, réaffirmé leur plein appui à la MINUSCA et exprimé leur profonde gratitude aux pays fournisseurs de contingents et de policiers à la mission.

NORMALISATION AVEC L'ENTITÉ SIONISTE «La politique des régimes contre la volonté des peuples»

L'année 2020 restera longtemps dans les mémoires comme celle de la normalisation entre des États arabes et l'entité sioniste en dépit d'une contestation populaire parfois étouffée dans la violence.

En moins de cinq mois, quatre pays arabes, les Emirats arabes unis (EAU), le Bahreïn, le Soudan et le Maroc, ont annoncé leur volonté d'entretenir des relations diplomatiques officielles avec l'entité sioniste qui poursuit pourtant sa politique expansionniste dans les territoires palestiniens occupés.

Le 15 septembre 2020, les Emirats arabes unis (EAU) et Bahreïn, encouragés par le président américain sortant, Donald Trump, signaient avec Israël des "traités de paix" baptisés "Accords d'Abraham".

Le troisième pays à opter pour la normalisation sera le Soudan.

Mais ce sera Trump qui en fera l'annonce, en premier, le 23 octobre dernier.

Le président américain annoncera, moins de deux mois plus tard, le 10 décembre courant, la normalisation des relations entre le Maroc et Israël.

La normalisation, une question de troc

Donald Trump qui a engagé une course contre la montre à l'approche de l'élection présidentielle américaine voulait terminer, ce qu'il espérait être son premier mandat, sur une victoire sur le plan externe.

Pour s'assurer d'atteindre cet objectif, il n'a pas hésité à faire miroiter des avantages pour pousser des pays arabes vers la normalisation.

En contrepartie de l'accord de normalisation en-



tre le régime marocain et Israël, Trump a reconnu la prétendue souveraineté marocaine sur le Sahara occidental.

Un véritable "troc" conclu en contradiction avec le Droit international qui garantit au peuple sahraoui son droit à l'autodétermination.

Le 14 décembre courant, Trump a déclaré que le Soudan ne figurait plus sur la liste américaine des États soutenant le terrorisme, ce qui implique la levée du blocus économique imposé à ce pays depuis 27 ans.

Dans le cas spécifique des Emirats arabes unis, la signature du "traité de paix" a été suivie par la vente d'armes américaines de pointe à ce pays dont des chasseurs furtifs F-35, chose qui aurait été inimaginable quelques mois plus tôt, selon le New York Times.

Bahreïn cherchait, quant à lui, des garanties supplémentaires en ma-

tière de sécurité dans un contexte marqué par des tensions entre les monarchies du Golfe et l'Iran.

Une normalisation rejetée par la rue arabe

La normalisation des relations entre les quatre États arabes et Israël semble être le seul fait des régimes et non des peuples qui n'ont pas hésité à exprimer leur rejet du rapprochement avec l'entité sioniste au détriment du peuple palestinien.

À Bahreïn, des manifestations ont été organisées dès l'annonce de la nouvelle. Entre septembre et octobre, plusieurs actions de protestation ont été organisées dans ce pays. Aux Emirats, c'est surtout la Ligue émiratis pour la résistance contre la normalisation qui a multiplié les actions pour dénoncer l'accord signé avec Israël.

En octobre, les rues du Soudan ont été occupées par des manifestants qui ont joint à leurs revendic-

ations politiques du moment, leur refus de la normalisation avec les israéliens.

Au Maroc, les manifestants ont battu le pavé dès le 12 décembre courant, deux jours après l'annonce faite par Trump.

Plusieurs marches ont été organisées dans le pays en dépit de la répression policière.

Les Marocains sont également sortis en septembre dernier en réaction à la signature des "accords d'Abraham".

L'initiative de paix arabe bafouée

En 2002, lors du sommet de la Ligue des États arabes à Beyrouth, l'Arabie saoudite avait proposé l'Initiative de paix arabe qui prévoyait la normalisation des relations avec Israël sous certaines conditions dont principalement la création d'un État palestinien "indépendant" et "souverain" sur les territoires palestiniens occupés.

En 2020, des pays membres de la Ligue arabe ont fini par faire le choix de la normalisation sans les conditions de la Ligue.

Paradoxalement, des États non membres de la Ligue arabe et, parfois, très éloignés de la région, se sont dits favorables à la création d'un État palestinien et à la restitution des territoires occupés illégalement par Israël, considérant qu'il s'agissait de préalables incontournables à l'instauration de la paix dans la région.

COLOMBIE

Odebrecht condamné à 50 millions de dollars d'amende

Le groupe brésilien de travaux publics Odebrecht a été condamné à une amende équivalente à environ 50 millions de dollars pour une affaire de corruption dans la construction d'une route en Colombie, a annoncé lundi une autorité de régulation de ce pays.

Odebrecht, qui a récemment changé son nom pour Novonor, a été sanctionné pour atteinte à la libre concurrence dans l'adjudication des travaux de la deuxième partie de la Route du soleil, qui relie le centre et le nord du pays sur 523 km.

Le groupe brésilien devra payer une amende de 175 milliards de pesos, a précisé dans un communiqué la Surintendance de l'industrie et du commerce (SIC), chargée de veiller notamment à la bonne exécution des marchés et au respect de la concurrence.

Selon cette agence, Odebrecht et ses associés colombiens, Corficolombiana et Episol, "ont détourné des fonds d'exécution du contrat" pour payer l'équivalent de 6,5 millions de dollars en pots-de-vin à Gabriel García, fonctionnaire du gouvernement qui les a favorisés dans l'attribution des travaux.

Ces faits entre dans le "cadre de corruption organisé par Odebrecht au niveau mondial durant plus d'une décennie et qui a abouti au paiement de centaines de millions de dollars de pots-de-vin dans différents pays", a ajouté la SIC.

L'enquête s'est basée sur l'accord conclu entre le groupe brésilien, qui a admis sa culpabilité, et le Département de la Justice des États-Unis en 2016 ainsi que sur les aveux de Gabriel García, qui purge une peine de cinq ans d'assignation à domicile.

Trois responsables d'Odebrecht, Luiz Bueno, Luiz Mameri et Yesid Arocha, ont en outre été condamnés à des amendes d'un total d'environ 900.000 dollars pour "avoir collaboré" à cette affaire de corruption, selon la SIC. Odebrecht, fondé en 1944, a déjà été condamné dans plusieurs pays, notamment aux États-Unis où la justice lui a ordonné de payer une amende de 2,6 milliards de dollars aux gouvernements brésilien, américain et suisse.

RUSSIE - BULGARIE

Espionnage : Moscou expulse un diplomate bulgare en mesure de représailles

La Russie a annoncé lundi qu'elle allait expulser un diplomate bulgare en représailles d'une mesure similaire prise en décembre par Sofia contre un responsable russe, dans une affaire d'espionnage.

"Le 28 décembre, l'ambassadeur de Bulgarie A. Krystin a été convoqué au ministère russe des Affaires étrangères, où il a reçu une note déclarant persona non grata un attaché militaire adjoint de l'ambassade bulgare à Moscou", a indiqué la diplomatie russe, dans un communiqué. Le ministère russe précise que le responsable bulgare a 72 heures pour quitter la Russie.

Il s'agit d'une mesure de rétorsion prise contre la "décision infondée" de la Bulgarie d'expulser mi-décembre l'attaché militaire russe à Sofia, poursuit la diplomatie russe.

Sofia avait expulsé ce diplomate russe après l'ouverture d'une enquête à son encontre pour l'espionnage des troupes américaines stationnées en Bulgarie, pays membre de l'Otan.

Selon le parquet bulgare, le diplomate recueillait depuis 2017 des informations militaires à l'intention du service de renseignement militaire russe.

Les États-Unis exploitent trois bases militaires en Bulgarie sur lesquelles des exercices ont lieu régulièrement. L'annonce avait été faite à l'issue d'une visite en Bulgarie du commandant de l'état-major des opérations spéciales de l'Otan, venu discuter de la participation future des forces spéciales bulgares dans des missions de l'Alliance.

Après cette expulsion, l'ambassade des États-Unis avait félicité "les efforts de la Bulgarie pour protéger sa souveraineté". Membre de l'Otan depuis 2004 et de l'UE depuis 2007, Sofia entretient traditionnellement des relations économiques étroites avec la Russie.

À partir d'octobre 2019, plusieurs affaires d'espionnage ont cependant refroidi les relations entre les deux pays.

Quatre autres diplomates russes et un assistant technique ont été depuis expulsés.

USA

Une manifestation en baroud d'honneur pour les partisans de Trump le 6 janvier

Le président américain Donald Trump a enjoint à ses partisans de se rassembler à Washington le 6 janvier, dans un ultime effort visant à mettre la pression sur le Congrès pour ne pas certifier la victoire de Joe Biden à l'élection présidentielle.

Des milliers de militants sont attendus dans la capitale américaine à cette date dans le but d'apporter leur soutien au président sortant et ses accusations -- sans preuves -- de fraudes électorales "massives" à l'élection présidentielle du 3 novembre.

Parmi eux, des groupes violents comme la milice d'extrême-droite "Proud Boys" devraient à nouveau défiler dans les rues de Washington après une manifestation similaire le 12 décembre, qui avait dégénéré.

Plusieurs personnes avaient été poignardées et des dizaines d'autres

arrêtées. Donald Trump a tweeté à deux reprises ce week-end pour inciter ses partisans à prendre part au rassemblement, qualifiant l'élection du 3 novembre de "plus grosse ARNAQUE dans l'histoire de notre nation".

"On se voit à Washington, le 6 janvier. Ne manquez pas ça", a-t-il également invité dimanche.

Le président espère que les manifestants puissent mettre la pression sur le Congrès pour renverser sa défaite dans les urnes.

Le 6 janvier, le vice-président Mike Pence doit mener une session au Congrès pour certifier les votes du collège électoral de chaque État américain.

Joe Biden a remporté les voix de 306 grands électeurs, tandis que Donald Trump en a remporté 232. Lors de cette session conjointe entre la Chambre des représentants

et le Sénat, le vice-président ouvrira et lira les certificats annonçant les décomptes des grands électeurs de chaque État avant de déclarer un vainqueur.

La procédure devrait être, comme à l'accoutumée, une formalité. Mais Donald Trump et ses partisans tentent désormais de mettre la pression sur Mike Pence pour qu'il rejette les certifications électorales des États pro-Biden, un pouvoir que ne possède pas le vice-président, selon des experts en droit.

Faute d'éléments tangibles pour étayer les accusations de "fraudes massives", la cinquantaine de plaintes déposées par les alliés de Donald Trump à travers les États-Unis ont quasiment toutes été rejetées par les tribunaux, ou abandonnées.

COMMUNICATION-TAMAZIGHT Le projet de création d'un quotidien public en tamazight toujours d'actualité (Assad)

Le Secrétaire général du Haut commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, a assuré lundi à Ain Témouchent que le projet de création d'un quotidien public en langue amazighe est toujours d'actualité, soulignant qu'il y a "un réel engagement pour concrétiser ce projet".

M. Assad a indiqué, en marge de sa visite de travail dans la wilaya, que le HCA a proposé au ministère de la Communication de créer un quotidien en langue amazighe, affirmant qu'il "existe un réel engagement pour concrétiser ce projet". Il a expliqué que "le projet a pris un peu de temps, mais cela est nécessaire pour aboutir à un projet mature, afin qu'on puisse garantir sa distribution et d'avoir un lectorat".

"Les consultations se poursuivent sur le mode de création d'un quotidien, soit sous format papier ou électronique", a-t-il ajouté.

Le SG du HCA a valorisé les initiatives de création de journaux en langue amazighe menées dans plusieurs wilayas du pays, soulignant qu'un travail est en cours pour passer à un projet d'un quotidien public en langue amazighe.

Le responsable a ajouté que la première étape du HCA est de former des journalistes en tamazight, faisant savoir qu'un premier pas a été fait et ce en collaboration avec l'agence Algérie Presse Service (APS) pour la formation

depuis 2016 d'une équipe de traducteurs, qui a acquis une expérience lui permettant d'encadrer le premier journal public en langue amazighe. Des sessions de formation de journalistes en langue amazighe se poursuivent à Alger, ainsi qu'en marge des rencontres organisées par le HCA, au cours desquelles des espaces de formation sont dédiés aux journalistes, a-t-il relevé. Le HCA a également comme "stratégie la généralisation de l'amazighité sur les ondes de la radio, dont la présence (amazighité) est actuellement enregistrée dans 27 stations radio, la dernière en date étant la radio de Béchar", a expliqué M. Si El Hachemi Assad. Et d'ajouter : "La formation a également touché des journalistes de la télévision publique algérienne grâce à un



accord de partenariat signé avec le Haut commissariat à l'amazighité en janvier 2019 et la formation continue des journalistes exerçant en langue amazighe". Le SG du HCA a mis en exergue l'importance de "l'accompagnement dans l'élaboration d'une encyclopédie de termes uniformisés de la langue amazighe", notant qu'"il est nécessaire d'avoir des termes obéissant à des normes spécifiques et en adéquation avec la formation du journaliste à l'usage des technologies modernes".

APS

HISTOIRE - TLEMCEM Présentation d'un recueil poétique révolutionnaire dans la région des Beni Snouss

Le dernier ouvrage, un recueil de poésie populaire révolutionnaire de la région de Beni Snouss (wilaya de Tlemcen), a été publié par Ibrahim El Hilali chercheur au Centre d'études andalouses de Tlemcen. Lors d'une rencontre de présentation, lundi au Centre d'interprétation du costume traditionnel algérien implanté dans l'enceinte historique d'El Mechouar, à laquelle ont pris part de nombreux poètes et, notamment, ceux spécialisés en poésie populaire, l'auteur du recueil a situé les objectifs scientifiques et historiques l'ayant conduit à l'écriture de cette œuvre. "La poésie populaire dans la région de Beni Snouss s'est toujours inspirée de la réalité vécue et, notamment, de la guerre de libération nationale, afin de montrer l'attachement indéfectible de la population à la cause nationale et à la Révolution". Le chercheur a déclaré, par ailleurs, que la poésie populaire est une création et un mode

culturel oral qui s'intègre parfaitement dans la culture populaire préservant la mémoire populaire qui retrace la réalité du vécu avec toutes ses douleurs et ses joies. "En dépit des tentatives du colon d'effacer les constantes de l'identité algérienne, la poésie populaire algérienne et, particulièrement, celle révolutionnaire, a été écrite en langue arabe et a sauvé l'âme musulmane du peuple algérien et l'essence de la personnalité algérienne", a-t-il souligné. Conscient de l'importance de la poésie populaire comme étant un moyen efficace dans l'écriture de l'histoire de la guerre de libération nationale, El Hilali met en exergue certains poèmes et chants populaires relatant avec détails telle bataille ou évènement personnel révolutionnaire connue ou inconnue, a-t-il ajouté. L'auteur a réalisé un travail de longue haleine puisqu'il a sillonné tous les villages de la vallée des Beni Snouss en

cueillant auprès de personnes âgées le maximum de poèmes, adages et chants populaires avec des approches méthodologiques scientifiques les authentifiant auprès d'anciens moudjahidines de la région. Pour sa part, la conservatrice du patrimoine du centre précité, Malika Belhadj, a affirmé que "ce travail apporte beaucoup d'éclairage sur des faits, des personnalités et des batailles durant la Révolution nationale. Il permet non seulement de découvrir le patrimoine immatériel de cette région, mais constitue aussi une matière importante pour les historiens", a-t-elle déclaré. L'auteur du recueil qui tombe sur 121 pages, est né en 1983 dans le village de Beni Achir à Beni Snouss (Tlemcen). Docteur en littérature populaire, il travaille comme enseignant chercheur au Centre d'études andalouses relevant du Centre national de recherche en préhistoire, anthropologie et histoire (CNRPAH).

PUBLICITÉ

République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya de Guelma

Direction de l'Administration Locale

Service des budgets et du patrimoine

Bureau des budgets

NIF : 097524019051131

N° : 65 /DAL/2020

Mise en demeure n° 01

La SARL NSA EQUIPEMENTS, sis 32 Rue Lazzouni Mohamed - Douéra Alger, Titulaire du marché n° 01 daté du 26/02/2020, relatif à l'opération

« Acquisition de 04 Camions Hydro-cureurs Combinés 8M3 » ;

Et compte tenu de l'ordre de service n° 01 de démarrage de livraison des camions objet du marché, inscrit sous le n° 17/2020 du 26/02/2020 notifié à l'entreprise en date du 26/02/2020, et suite au retard enregistré dans l'exécution du contenu du marché, et considérant le dépassement des délais contractuels, une mise en demeure est adressée à la société pour accélérer la livraison dans un délai maximum de Quinze (15) jours à compter de la date de parution de la présente mise en demeure dans la presse nationale ou BOMOP.

Faute par l'entreprise de satisfaire à ses obligations, il lui sera fait application des mesures coercitives prévues par la réglementation et les clauses du marché.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE GHARDAÏA
DAIRA DE GUERRARA
COMMUNE DE GUERRARA
BUDGET DE LA COMMUNE
NIF : 098447065138710

Le président de la commune de Guerrara wilaya de GHARDAÏA lance un avis d'appel d'offres avec exigence des capacités minimales Troisième Fois N°: 05/2020 concernant le :

PROJET : ALLIMENTATION SCOLAIRE POUR DES ECOLES PRIMAIRES DE L'ANNE SCOLAIRE 2020/2021
LOT :02 Les Légumes et les Fruits

Les Soumissionnaires Intéressés par cet avis peuvent retirer le cahier des charges au près de Direction des intérêts techniques service équipement Bureau des marchés publics de la commune Guerrara Contre Paiement de 4.000.00 DA chez le trésorier communal et secteur sanitaire de Guerrara.

Les offres, doivent comporter : un dossier de candidature, une offre technique, et une offre financière.

DOSSIER DE CANDIDATURE :

- Déclaration de candidature (selon le modèle ci-joint) signé, visé et daté.
- Déclaration de probité signé (selon le modèle ci-joint), visé et daté.
- Les statuts pour les sociétés.
- Copie de registre de commerce comprise le code d'activité demandée pour chaque lot.
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Copie de référence bancaire.
- Liste des moyens matériel avec pièces de justificatives demandées dans le cahier des charges.
- Copie des bilans de l'année (2017.2018.2019) visé par les services des impôts.
- Ordre de versement (prix des documents).
- Les modèles de l'engagements prévus dans le cahier de charges signé visé et datée

Offre technique :

- Déclaration à souscrire (selon le modèle ci-joint) signé visé et daté.
- Le mémoire technique (selon le modèle ci-joint) signé, visé et date.
- Le cahier des charge signe, visé et date.

Offre financière :

- Lettre de soumission (selon le modèle ci-joint) signée visé et datée.
- Bordereau des prix unitaires (selon le modèle ci-joint) signé et visé.
- Devis Quantitatif et Estimatif (selon le modèle ci-joint) signé et visé.

OBSERVATION IMPORTANTS :

- Permer a tout soumissionnaire assistent dans tout les lots a cause d'obtenir un seul lot au plus .
- Les documents présentés par le soumissionnaire doivent être paraphés.
- Liste de matériels donné concernant pour chaque lot doit être indépendante et chaque vraisemblance de matériel entre les lots elle soit non acceptable et non compté et l'évaluation des offres pour chaque lot doit être suivent le classement de 01.02.03.04
- Les dossier de candidature, offre technique et offre financière sont insérés dans des enveloppes séparés et cachetés indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offre.
- Ainsi que la mention (dossier candidature) [offre technique] [offre financière] selon le cas ces enveloppes sont mises dans un autre enveloppe cachetée et Anonyme comportant la mention suivante :

* ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture de plis et d'évaluation de offre* -

A monsieur le p/APC de la commune de Guerrara

APPEL D'OFFRES AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES DU Troisième Fois N°: 05/2020
ALLIMENTATION SCOLAIRE POUR DES ECOLES PRIMAIRES DE L'ANNE SCOLAIRE 2020/2021
LOT :02 Les Légumes et les Fruits

Toutes les offres devront être déposées le dernier jour de la date limitée du dépôt des offres de 08:00 à 10:00 au secrétariat générale de la commune de Guerrara.

La durée de préparation des offres est fixée à 10 jours à part Ir de premier parution du présent avis dans le BOMOP ou les journaux nationaux.

- L'ouverture des plis sera lieu le dernier jour de dépôt des offres à 10h30 a séance publique au Siège de l'apc de Guerrara, les soumissionnaires sont invités à assister.

- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours plus la durée de préparation des offres à compter de la date d'ouverture des plis.

ETATS UNIS

Biden appelle à moderniser les défenses américaines contre les cyberattaques

Le président élu des Etats-Unis, Joe Biden a appelé lundi à moderniser les forces militaires américaines pour contrer la menace d'attaques dans le cyber-espace à la suite d'un piratage massif de plusieurs agences gouvernementales qui a été découvert au début du mois.

"Nous devons être capables d'innover et de repenser nos défenses contre les menaces croissantes dans de nouveaux domaines comme le cyber-espace", a déclaré Biden lors d'une conférence de presse à la suite d'un briefing des responsables du renseignement et de la défense sur les questions de sécurité nationale.



Biden a notamment souligné la nécessité de relever les défis posés par la Russie et la Chine, notant qu'il serait impératif de "moderniser nos priorités de défense pour mieux dissuader les agressions à l'avenir, plutôt que de continuer à surinvestir dans les systèmes existants conçus pour faire face aux menaces du passé".

Le président élu a cité en particulier le piratage récemment découvert de la société informatique SolarWinds, attribué par le ren-

seignement américain à des pirates russes, tout en appelant à des changements dans les efforts de défense nationale.

L'incident, en cours depuis mars mais signalé pour la première fois par la presse plus tôt ce mois-ci, est rapidement devenu l'un des pires cyber-incidents de l'histoire des Etats-Unis après que SolarWinds eut révélé qu'environ 18.000 de ses clients avaient été compromis à la suite de mises à jour logicielles piratées.

Les clients de SolarWinds comprennent la majorité des agences fédérales et des grandes entreprises américaines du Fortune 500, avec des groupes tels que le Département du Trésor, le Département de l'énergie et son Administration nationale de la sécurité nucléaire, ainsi que le Département d'Etat. Biden a décrit la semaine dernière l'incident comme une "attaque" qui constituait un "risque grave pour notre sécurité nationale".

APPLICATION TIKTOK

Washington fait appel d'une décision de justice empêchant l'interdiction de l'application

Le gouvernement américain a fait appel lundi d'une décision de justice empêchant le ministère du Commerce d'imposer à TikTok des restrictions, qui auraient abouti à l'interdiction du réseau social aux Etats-Unis.

Washington indique dans un document judiciaire succinct interjeter appel, sans donner davantage d'informations.

Le 7 décembre, le juge Carl Nichols d'un tribunal de Washington avait suspendu un décret de l'administration Trump visant à bannir sur le sol américain TikTok, propriété du groupe chinois ByteDance, pour des raisons de sécurité nationale. Le magistrat avait jugé cette tentative "arbitraire et capricieuse".

Ce décret avait été pris en août dans le cadre de plusieurs lois sur l'urgence nationale afin de réclamer des mesures contre la populaire plateforme de vidéos courtes, qui revendique 100 millions d'utilisateurs aux Etats-Unis.

Le texte fait notamment état de "menaces sur la sécurité nationale" des Etats-Unis et s'alarme du fait que les données personnelles des utilisateurs de TikTok puissent être utilisées par Pékin. ByteDance rejette ces accusations d'espionnage au profit du gouvernement chinois, mais l'administration Trump exige qu'elle fasse passer sous pavillon américain les actifs de TikTok aux Etats-Unis. Toujours sur le front judiciaire, une audience est prévue en février devant une cour d'appel américaine sur une autre dé-

cision d'une juge d'instance rendue le 30 octobre dernier. Saisie par trois créateurs de contenus TikTok, la juge Wendy Beetlestone, en Pennsylvanie (est) avait ordonné à l'administration américaine de ne pas empêcher d'autres entreprises de fournir des services essentiels à la plateforme, comme l'hébergement en ligne.

La bataille judiciaire entre TikTok et l'administration Trump est tentaculaire: en septembre, le même juge Nichols avait déjà infligé un cuisant revers au ministère du Commerce en bloquant un arrêté visant à forcer Apple et Google à retirer TikTok de leurs plateformes de téléchargement d'applications mobiles. Un procès en appel sur cette dernière affaire a eu lieu mi-décembre à Washington. La décision a été mise en délibéré.

L'administration Trump et ByteDance, qui mènent des discussions en parallèle, ne sont pas parvenus à un accord dans le délai imposé par le gouvernement début décembre, mais ont convenu de poursuivre les négociations. Tout accord que conclura ByteDance sera aussi soumis à l'approbation de Pékin, qui impose des restrictions sur les exportations de technologies développées par des entreprises chinoises.

Le fameux algorithme de TikTok, qui permet d'afficher les contenus les plus susceptibles d'intéresser les utilisateurs en fonction de leurs goûts, est au centre de toutes les attentions.

APS

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya d'ALGER
Circonscription administrative de BARAKI
Commune de BARAKI
Direction de l'urbanisme et de l'équipement
N° : 898 /D.E.U/2020.

Mise en demeure N°03

Mr le gérant de l'entreprise ETB/TCE GUERNOUTI Loubna demeurent à : PINS MARITIMES ROUTE NATIONALE N°24 LOT 01 GROUPE 54 MOHAMADIA

Est mis en demeure à cause :

- Abondant total du chantier
- absence des moyens humain et matériel

Relative au projet travaux de réalisation d'une annexe administrative à ménasria BARAKI dans un délai de 48 heures à compter de la date de l'apparition du présent avis dans la presse.

Faute de quoi, il lui sera fait application des mesures nécessaires en vigueur.

DK NEWS

Anep : 2016021831 du 30/12/2020

ولاية:المدية.

دائرة:بني سليمان.

بلدية : بني سليمان.

إعلان

بني السيد : رئيس المجلس الشعبي البلدي لبلدية بني سليمان , إلى كافة المواطنين بأنه تنفيذًا لقرار السيد: والي ولاية المدية رقم : 1971 بتاريخ : 2020 /12/10 انه سيشرع في فتح تحقيق علني حول الملائمة أو عدم الملائمة لتركيبة خزان اكسيجين ببلدية بني سليمان .
لفائدة: المؤسسة العمومية الاستشفائية.
ولهذا فعلى أي شخص له اعتراضات أو ملاحظات التقرب من مكتب مصلحة العمران للبلدية حيث تم فتح سجل لهذا الغرض وهذا في مدة أقصاها 15 يوما بعد أسبوع من تاريخ نشر هذا الإعلان في جريدتين يوميتين وطنيتين.

DK NEWS

Anep : 2016021812 du 30/12/2020

Programme de la soirée

TF1 21:15

Les visiteurs : la Révolution



Après avoir bu la potion du mage, Godefroy et Jacquouille se trouvent coincés en 1793. Retenus prisonniers dans les geôles du Comité de salut public, ils parviennent à s'échapper en provoquant une révolte. Pendant ce temps, Adélaïde et Gonzague de Montmirail tentent de prendre la fuite discrètement. Rencontrant Godefroy avant de partir, Adélaïde le prend pour Hubert, son cousin autrichien chez qui elle espère trouver refuge.

france 2 21:05

N'oubliez pas les enfants



Louison, Lola, Amélia, Morgan, Grégoire, Séréna, Lou et Kenza, âgés de 10 à 13 ans, vont tenter de retrouver les paroles pour remporter les cadeaux de leurs rêves. Les maestros en herbe joueront comme les grands, en suivant les mêmes règles que les émissions quotidiennes. Quatre duels opposant chacun deux candidats se succéderont au cours de la soirée. En finale, le vainqueur de chaque face-à-face tentera de franchir les paliers pour gagner les cinq présents qu'il a lui-même préalablement choisis. Des plus grands tubes du moment aux classiques de la chanson française, les enfants chanteurs devraient en avoir pour leur talent.

france 3 20:55

Heidi



La petite Heidi vient de perdre ses parents. Pour ne pas la placer dans un orphelinat, sa tante la confie à son grand-père, un personnage solitaire et bourru qui vit avec ses chèvres dans les alpages suisses. Au départ, les relations sont difficiles entre l'espiègle enfant venue de la ville et son ombrageux aïeul. Heidi fait bientôt la connaissance du petit Peter, berger comme son grand-père. Ils deviennent d'inséparables amis.

CANAL+ 20:05

Cold Blood Legacy : la mémoire du sang



De nos jours, dans les montagnes enneigées de l'Etat de Washington, Melody fait une chute spectaculaire alors qu'elle sillonnait la région à grande vitesse en moto-neige. La jeune femme, blessée à la jambe, parvient à rejoindre la cabane isolée où vit reclus Henry, un célèbre tueur à gages, résolu depuis longtemps à s'éloigner de son milieu. L'homme se souvient alors de son existence, dix mois plus tôt, à New York, quand il était chargé, contre d'importantes sommes d'argent, d'éliminer des cibles très protégées

6 20:35

Le meilleur pâtissier



Après treize semaines de concours, cette saison du «Meilleur Pâtissier» touche à sa fin pour nos trois finalistes à l'occasion d'une soirée placée sous le signe du cinéma. Le défi de Cyril Lignac consistera à préparer le gâteau du générique de l'émission : un entremets au glaçage chocolat, recouvert de framboises. Lors du dernier face-à-face, les candidats devront réaliser en gâteau un chef-d'œuvre du 7e art sous les yeux de François Perret, désigné en 2019 Meilleur chef pâtissier de restaurant du monde. Qui remportera le trophée et l'édition de son propre livre de recettes ?

Jeux

Samourai-Sudoku n°2622

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

Horizontalement :

- Ouvrage qui fait pleurer puis rire
- Très cohérent - Pronom pour eux
- Brûlé tout pour améliorer - German-drées
- Finaude - Parfum maritime
- Difficile à avaler - Enlaidir
- Faiseur d'histoires extraordinaires - Gamin - Saint qui fait danser
- Etat pour abats
- Finale - Il a un poisson rigolo
- Éliminèrent - Bride
- Éclaircirez le sous-bois

Verticalement :

- Guérisseur
- Très kitsch - Feuilletés
- Bons morceaux de moëlle
- Avalée sans précautions - Pouffera
- Gouffre - Exprimer sans parler
- Union économique - Stimulent
- Place de Novembre - Guide de mine
- Personnel - Oeuvre lyrique
- Chaîne de Crête - Bien parti
- Serez en désaccord
- Point dans le bleu - Possédé - A la mode
- Diminuer le pavillon

«Le bonheur est contagieux, entourez-vous de visages heureux»

Dominique Glocheux



Mots croisés n°2622

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												

HANDBALL / COUPE D'AFRIQUE DES VAINQUEURS DE COUPES
Le tournoi se déroulera du 20 au 29 mai à Alger (FAHB)

La 36e édition de la Coupe d'Afrique des vainqueurs de coupes de handball (messieurs), reportée à 2021 à cause de la pandémie de Coronavirus (Covid-19), se déroulera du 20 au 29 mai à Alger, a annoncé lundi la Fédération algérienne de handball (FAHB).

Prévue initialement du 31 mars au 9 avril 2021, la FAHB avait demandé à la Confédération africaine de la discipline (CAHB), en novembre dernier, de décaler le tournoi de deux mois en raison de la situation sanitaire liée à la pandémie de Covid-19.

Le tournoi avait été reporté une première fois en raison de la pandémie de Covid-19, en mars dernier, avant d'être annulé par la CAHB.

L'Algérie s'était vu réattribuer l'organisation de cette compétition par l'instance continentale. La formation tunisienne de l'ES Sahel avait remporté la dernière édition disputée en avril 2019 à Oujda (Maroc) au détriment d'Al Ahly du Caire (28-24).

HAND/ MONDIAL-2021 (PRÉPARATION)
Défaite de l'Algérie devant la Pologne 21-24

La sélection algérienne de handball messieurs s'est inclinée lundi devant son homologue polonaise sur le score de 24-21 (mi-temps : 11-11), dans le cadre du tournoi amical préparatoire qui se déroule à Jastrzebie-Zdroj (Pologne), en vue du Mondial-2021 en Egypte (13-31 janvier).

Lors de la 1ère journée du tournoi, disputée dimanche, l'Algérie avait été battue par la Russie sur le score de 24 à 30.

Le Sept algérien, à pied d'œuvre depuis dix jours en Pologne, pour son premier stage précompétitif, s'est imposé face à la Pologne (26-23), avant de s'incliner devant le même adversaire (24-26), pour ses deux premiers matchs amicaux disputés les 21 et 22 décembre.

Les joueurs du sélectionneur Alain Portes effectueront un ultime stage précompétitif à Manama (Bahreïn) à partir du 6 janvier, avec au menu deux matchs amicaux face à la sélection locale les 8 et 10 janvier.

Le départ pour le Caire se fera à partir de Manama le 11 janvier. Au Mondial-2021, l'Algérie fait partie du groupe F aux côtés du Maroc, du Portugal et de l'Islande. Les Algériens débiteront le tournoi en tre le Maroc le 14 janvier avant d'affronter respectivement l'Islande (16 janvier) puis le Portugal (18 janvier).

ATHLÉTISME
Plus de 60% des tests anti-dopage réalisés en 2020 (IAAF)

L'Unité d'intégrité de l'athlétisme (AIU), l'entité indépendante chargée par la Fédération Internationale d'athlétisme de mener son programme de lutte contre le dopage, a révélé avoir réalisé en 2020 plus de 60 % des tests anti-dopage, prévus dans son plan initial, malgré une crise sanitaire qui a réduit la saison internationale de la discipline à une peau de chagrin.

"L'AIU a confirmé avoir été capable de surmonter les contraintes logistiques et les difficultés de déplacement un peu partout dans le monde pour mener à bien sa mission", a indiqué l'entité indépendante.

Depuis le mois de juin dernier, l'AIU a effectué 252 tests en compétition, à l'occasion de 28 rendez-vous nationaux ou internationaux sur les cinq continents. Par ailleurs, l'AIU a expliqué avoir décidé de ne pas modifier son classement des pays pour l'année 2021, ajoutant que les fédérations nationales du Maroc, Bahreïn, de Biélorussie, d'Ethiopie, du Kenya, du Nigéria et d'Ukraine restent dans la catégorie A, où figurent les pays dits à risques en termes de dopage dans l'athlétisme.

APS

CHAMPIONNAT NATIONAL MILITAIRE DE CROSS-COUNTRY
Domination des athlètes de la Garde républicaine et de la 1^{ère} région militaire

Les coureurs de la Garde républicaine et ceux de la 1er région militaire, ont dominé les épreuves du Championnat national militaire de cross-country (messieurs), disputées lundi au terrain de golf du complexe olympique Mohamed-Boudiaf (Alger), avec la participation de 155 athlètes représentant les différents commandements et régions militaires.



Dans l'épreuve de 5 km, c'est Ali Grine du Commandement de la Gendarmerie nationale qui a remporté la course devant Ilyas Belkhir (CF défense aérienne du territoire) et Hamza Hadlaoui (Garde républicaine), alors que le classement par équipes a été dominé par l'équipe de la Garde républicaine.

Je dédie cette victoire au Commandement de la Garde républicaine qui m'a donné tous les moyens pour gagner cette course. C'était une course difficile après neuf mois d'arrêt à cause de la pandémie de Covid-19, mais j'ai

réussi à m'imposer malgré le vent qui a perturbé les coureurs durant le parcours", a déclaré Grine à l'APS. Dans la deuxième épreuve inscrite au programme, à savoir, le 10 km, Ramdan Ouarghi (1er région militaire) a conservé son titre en devançant Khireddine Bouroua (C Forces terrestres) et Youcef Addouch (2e RM). Le classement par équipes a été dominé par les coureurs de la 1ere RM.

"C'était une course difficile et tactique, qui arrive après de long mois d'arrêt. Cette victoire vient récompenser les sacrifices

durant la préparation", a déclaré Ouarghi.

"Cette course constitue une étape dans ma préparation en vue du Championnat d'Afrique, qui se poursuivra par plusieurs stages", a-t-il ajouté.

Dans son allocution de clôture, l'inspecteur des sports militaires, le colonel Rabah Bakhoucha, a assuré que cette compétition a permis "l'émergence de nouveaux champions appelés à renforcer les rangs des sélections nationales militaires de cross-country lors des prochains rendez-vous internationaux". "Je félicite toutes les équipes médail-

lées lors ces épreuves et j'encourage les autres formations à fournir plus d'efforts lors des prochaines compétitions pour monter sur le podium", a-t-il ajouté.

Equipes participantes :

- 1ere région militaire.
- 2e région militaire.
- 3e région militaire.
- 4e région militaire.
- 5e région militaire.
- 6e région militaire.
- 1er bataillon blindé.
- 8e bataillon blindé.
- 12e division d'infanterie mécanisée.
- 40e division d'infanterie mécanisée.
- Commandement des forces terrestres.
- Commandement des forces aériennes.
- Commandement des forces navales.
- Commandement de la garde républicaine.
- Commandement de la gendarmerie nationale.
- Commandement des forces de défense aérienne du territoire.
- Direction administration et services communs du MDN.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE BOXE
Mourad Meziane retourne à la DTN

Mourad Meziane a été nommé directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne de boxe (FAB), en remplacement de Brahim Bedjaoui, a-t-on appris lundi auprès de l'intéressé. "Cette décision a été prise par le ministère de la Jeunesse et des Sports qui a étudié mon parcours suite à l'arrêt ayant mis fin à mes fonctions de DTN, signé le 18 décembre 2019.

Une année après, je retrouve mon poste", a déclaré à l'APS Mourad

Meziane. "Mon objectif consiste à continuer le travail avec les sélections nationales qui préparent les championnats arabes seniors au Koweït, les JO-2020 de Tokyo ainsi que les Jeux méditerranéens-2022 d'Oran", a-t-il ajouté.

De son côté, Brahim Bedjaoui, entraîneur de la sélection militaire de boxe, occupe désormais le poste de directeur des équipes nationales (DEN), selon la même source. En poste depuis 2009, Mourad Meziane

a laissé son empreinte à la direction technique nationale en réalisant un travail en profondeur avec l'apport des staffs techniques successifs avec à la clé, plusieurs titres et médailles au niveau africain et sur la scène mondiale. Plusieurs rendez-vous internationaux x sont inscrits au programme de la sélection algérienne de boxe (seniors) dont le plus important reste les Jeux olympiques de Tokyo, prévus du 23 juillet au 8 août 2021.

JUDO
La fédération internationale dévoile les lauréats des Awards 2019-2020

La Fédération internationale de judo (FIJ) a annoncé sur son site les lauréats des Awards de la saison 2019-2020, marquée par un arrêt presque total de toutes ses activités depuis mars dernier en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19).

Le prix "d'excellence" en coaching 2019-2020 est revenu à Kosei Inoue, ancien judoka japonais considéré comme l'un des meilleurs de l'histoire récente.

Il a été à trois reprises champion du monde (1999, 2001, 2003), avant de remporter l'or des Jeux Olympiques de Sydney en 2000 dans la catégorie des

moins de 100 kg. Il devient à partir de 2012 sélectionneur de l'équipe nationale du Japon. Pour le prix de "Judoka féminine de 2019-2020", il est revenu à Daria Bilodid.

L'Ukrainienne de 20 ans détient un titre européen remporté à Varsovie en 2017.

Aux Mondiaux de 2018, Bilodid (-48 kg) est devenue la plus jeune championne du monde de l'histoire du judo devant la Japonaise Ryoko Tani.

Elle a à son palmarès deux titres mondiaux (1 junior et 1 senior), deux autres européens et plusieurs tournois de Grand Slam. Le Géorgien

Chkhvimiani Lukhumi (27 ans) s'est adjugé, pour sa part, le titre de "Judoka masculin 2019-2020", grâce à ses trois titres dans sa catégorie (-60 kg) durant l'année 2019 (Mondiaux de Tokyo, championnats européens à Minsk et jeux européens à Minsk).

Le prix "d'Etoile montante 2019-2020" des Awards de la Fédération internationale de judo est revenu au Géorgien Tato Grigalashvili, tandis que le prix "de Judo pour la paix 2019-2020" a été attribué à la Fédération afghane et celui de "Projet de parrainage de la fédération nationale 2019-

2020" a été donné à la Fédération allemande de judo qui essaie de connecter les gens via le judo.

L'athlète argentin Paula Pareto a été récipiendaire du prix "de Héros communautaire 2019-2020" pour "être un modèle sur et hors du tatami", en particulier en cette période de pandémie.

Enfin, l'Institut Reacao au Brésil a obtenu le prix de "Judo pour enfants 2019-2020" pour avoir "réussi à offrir une vie meilleure à des milliers d'enfants durant de nombreuses années au Brésil, notamment dans les favelas de Rio de Janeiro", selon la même source.

LIGUE DES CHAMPIONS (2E TOUR PRÉLIMINAIRE - ALLER) MCA - CSS (2-0)

Le "Doyen" assure et rassure en attendant la manche de Sfax

Le MC Alger a pris une option pour la qualification à la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football, en dominant lundi soir avec autorité les Tunisiens du CS Sfax (2-0), au stade olympique du 5-Juillet, pour le compte du 2e tour préliminaire (aller).

Sous une pluie battante, le Mouloudia entamé sur de bonnes bases en monopolisant le ballon, mais sans pour autant constituer un danger sur la cage du portier tunisien Dahmen. En l'absence de deux joueurs clés : le milieu offensif Abdelmoumen Djabou, testé positif au Covid-19, et le défenseur Miloud Rebiaï, blessé, le "Doyen" n'a réussi à se procurer aucune occasion notable lors des vingt premières minutes, face à une équipe sfaxienne, très bien positionnée sur le terrain. Il a fallu attendre la 28e minute de jeu pour assister à l'ouverture du score côté algérois. Le buteur maison Samy Frioui a surgi tel un diable pour pousser le ballon au fond des filets, après un tir de Bensaha, mal intercepté par le portier du CSS. Désormais plus libérés, les coéquipiers d'Abderrahmane Bourdim ont mis le pied sur l'accélérateur, en procédant par un jeu rapide à une touche de balle, ce qui leur a permis de faire le break à la 35e, toujours grâce à Frioui, en reprenant de la tête un coup franc bien botté sur le côté gauche par le maître à jouer Bourdim. Les joueurs de l'ancien international tunisien Anis Boudjelbane, surpris par la tournure des événements, n'ont pas pu réagir, face à une défense mou-



lourdienne qui a bien veillé au grain. Après la pause, le CSS est revenu avec des intentions plus offensives, mais toujours sans pour autant inquiéter le portier algérois Ahmed Boutaga, rarement sollicité durant ce match. Afin d'apporter un plus à un compartiment offensif inexistant, l'entraîneur tunisien a procédé par trois changements en l'espace de douze minutes, dont celui du milieu offensif algérien Zakaria Mansouri, arrivé durant l'intersaison en provenance du MC Oran.

L'autre joueur algérien du CSS Sabri Cheraïtia a joué l'intégralité de la rencontre. Le Mouloudia avait la possibilité de donner plus d'ampleur à sa victoire,

n'était le penalty raté en fin de match (89e) par Frioui.

Le Algérois ont reculé d'un cran dans cette deuxième période, mais ont réussi à préserver leur précieuse victoire jusqu'au sifflet final de l'arbitre marocain Samir El-Kezzaz.

Le milieu offensif moulouéen Bourdim, victime d'une contracture musculaire derrière la cuisse, a cédé sa place à dix minutes

de la fin. La seconde manche se jouera mercredi 6 janvier prochain au stade Tayeb M'hiri de Sfax (15h00). L'autre représentant algérien dans cette prestigieuse compétition, le CR Belouizdad, a pratiquement assuré sa qualification pour la phase de poules, en atomisant samedi les Kényans de Gor Mahia (6-0), au stade du 5-Juillet.

Les équipes alignées :

MCA : Boutaga, Heddad, Saâdou, Allati (Hachoud, 90e+2), Brahimi (Lamara, 90e+2), Harrag, Isla, Bourdim (Addadi, 80e), Bensaha (Benaldjia, 90e+2), Belkheir (Abdelhafid, 75e), Frioui

CSS : Dahmen, Zammouri, Jouini, M. Ben Ali, Cheraïtia, Camara, Sokari (Moncer, 57e), Karoui, Soulah (Mansouri, 69e), Chawat (Eduwo, 86e), H. Ben Ali (Harzi, 57e).

LIGUE 1 - NA HUSSEÏN-DEY

Merzekane : «Leknaoui a toute notre confiance»



Le directeur sportif du NA Hussein-Dey (Ligue 1 algérienne de football) Chaâbane Merzekane, a indiqué mardi que l'entraîneur de l'équipe Nadir Leknaoui, jouissait de la "confiance totale" de la direction, alors que le Nasria n'a toujours pas gagné depuis le début de l'exercice.

"Leknaoui est toujours en place et jouit de la confiance totale de la di-

rection. Changer pour changer n'aura certainement aucune utilité. Nous avons un bon groupe, mais des circonstances atténuantes n'ont pas permis au club de réaliser de bons résultats. Nous sommes certes déçus, mais je suis confiant que ça va finir par s'arranger.

Leknaoui et son staff sont là pour trouver des solutions", a déclaré Merzekane à l'APS. Le NAHD a complètement raté son entame de saison, en engrangeant trois petits points seulement sur quinze possibles. Les coéquipiers de Faouzi Yaya restent sur deux défaites de rang dans deux derbies algérois : face au CR Belouizdad (2-1) et à l'USM Alger (3-0).

"L'équipe aurait pu mieux faire, mais nous avons été toujours confrontés à des situations imprévues liées à des cas positifs au Covid-19.

L'entraîneur ne s'est jamais retrouvé en possession de l'ensemble de son effectif, chose qui a rendu sa

mission de composer une équipe compétitive et conquérante très difficile.

Nous sommes l'un des clubs qui a été le plus touché par la pandémie, mais nous devons faire face et s'adapter", a-t-il ajouté.

Pour pouvoir "protéger" les joueurs contre le risque de contamination, Merzekane a affirmé que "l'équipe entre à partir de ce mardi en stage bloqué, afin d'éviter aux joueurs d'être en contact direct avec d'autres personnes et évite ainsi des contaminations au sein du groupe".

Le Nasria, désormais dos au mur, est appelé à relever la tête vendredi prochain, à l'occasion de la réception du leader l'ES Sétif (14h30), en mise à jour de la 5e journée du championnat.

"Je préfère affronter une équipe de l'Entente qui a tendance à ouvrir le jeu, qu'une équipe qui vient juste pour défendre. Nous avons déjà battu l'ESS la saison dernière, nous avons les moyens de faire de même vendredi. Je m'attends à une bonne réaction des joueurs pour décrocher le premier succès de la saison", a-t-il conclu.

Au terme de la 6e journée, le NAHD pointe à la 18e place au classement avec 3 points, à une longueur d'avance seulement sur le CABB Arreridj et l'USM Bel-Abbès, qui ferment la

BENFICA LISBONNE

Seferovic et Joao Ferreira positifs au Covid-19

L'attaquant international suisse Haris Seferovic et le défenseur portugais Joao Ferreira du Benfica Lisbonne ont été testés positifs au Covid-19, a annoncé lundi soir le club lisboète de football. L'international helvète et l'espoir portugais ont été testés positifs "lors des plus récents tests de dépistage au Covid-19 réalisés", indique le communiqué publié sur le site du club.

Depuis le début de la semaine dernière, cinq joueurs de l'effectif professionnel du Benfica ont été testés positifs au Covid-19, dont le milieu de terrain et international portugais Pizzi.

Pizzi n'avait pas pu jouer mercredi face au FC Porto lors de la Supercoupe du Portugal, remportée par l'équipe du nord du pays (2-0).

Le directeur général du club lisboète, Tiago Pinto, avait également été infecté par le virus la semaine dernière. Le Benfica Lisbonne, actuel troisième du championnat portugais, reçoit ce mardi Portimonense pour le compte de la 11e journée.

Le Paris SG officialise le départ de son entraîneur Thomas Tuchel

Le Paris SG (Ligue 1 française de football) a officialisé mardi, via un communiqué, le départ de son entraîneur, l'Allemand Thomas Tuchel, en poste depuis juillet 2018, sans nommer toutefois son successeur qui devrait être l'Argentin Mauricio Pochettino.

"Après une analyse approfondie de sa situation sportive, le Paris Saint-Germain a pris la décision de mettre un terme au contrat de Thomas Tuchel", a indiqué le club champion de France et vice-champion d'Europe.

Le départ surprise de Tuchel avait été annoncé par la presse le 24 décembre dernier. Le départ surprise de Tuchel avait été annoncé par la presse le 24 décembre dernier, quelques heures seulement après une probante victoire (4-0 contre Strasbourg) en Ligue 1. Le technicien allemand, dont le contrat expirait en juin prochain, a payé le prix de sa mésaventure persistante avec le directeur sportif du PSG, Leonardo, et des déclarations dans lesquelles il critiquait notamment la politique de recrutement de son club, pourtant l'un des plus actifs et dé-pensiers d'Europe.

"Je voudrais remercier Thomas Tuchel et son staff pour tout ce qu'ils ont apporté au club, a souligné le président du PSG Nasser Al-Khelaïfi, cité dans le communiqué.

Thomas a mis beaucoup d'énergie et de passion dans son travail, et nous nous souviendrons bien entendu des bons moments partagés ensemble. Je lui souhaite le meilleur pour son avenir".

Tuchel, 47 ans, a conclu ses deux saisons et demie à Paris avec un bilan de 95 victoires, 12 nuls et 20 défaites.

Il a offert au club parisien deux titres de champion de France (2019, 2020), une Coupe de France (2020), une Coupe de la Ligue (2020) et deux Trophées des champions (2018, 2019).

Il est surtout celui qui a conduit le Paris SG, en août dernier, jusqu'à la première finale de Ligue des champions de son histoire.

Selon la presse allemande, Tuchel devrait toucher six millions d'euros en guise d'indemnité de licenciement et pourrait rebondir rapidement en Angleterre.

Son successeur devrait être nommé rapidement, puisque la reprise de l'entraînement après la trêve hivernale au Paris SG est fixé au 3 janvier.

Il s'agira de Pochettino, ancien joueur du club parisien qui a notamment mené Tottenham en finale de la Ligue des champions en 2019, avant d'être licencié quelques mois plus tard.

LIGUE 2 / CR TÉMOUCHENT Le président Talbi déplore l'état "critique" du stade Mbarek-Boussif

Le président du CR Témouchent, Houari Talbi, a déploré mardi l'état "critique" dans lequel se trouve le stade communal Mbarek-Boussif, lieu de domiciliation de son équipe qui vient d'accéder en Ligue 2.



"Malgré les travaux de rénovation qu'a subis le stade communal Mbarek-Boussif il y a de cela une année, son état s'est nettement détérioré et plusieurs carences sont relevées au niveau de ses différentes structures, rendant les chances de son homologation en vue de la nouvelle saison très minimes", a indiqué à l'APS le patron du CRT qui a été réélu pour un nouveau mandat au début de la semaine passée.

Une commission spécialisée de la Ligue de football professionnel tranchera prochainement l'homologation du stade en question.

Outre ce problème de taille, la formation de l'Ouest du pays est confrontée également à une crise financière aiguë ayant contraint les joueurs à enclencher une grève

ouverte depuis lundi. Cette situation irrite au plus haut point Houari Talbi, selon ses dires, rappelant qu'il n'a pas cessé de "tirer la sonnette d'alarme" depuis la saison passée, mais en vain.

"Nous tablons cette fois-ci sur les assurances que nous venons d'avoir de la part des autorités locales qui ont promis de nous débloquer une subvention dans les prochains jours. C'est d'ailleurs sur la base de ces assurances que les joueurs ont accepté de reprendre les entraînements dans les prochaines heures", a-t-il encore expliqué.

Il a, en outre, poursuivi qu'il était dans l'obligation de revoir ses ambitions à la baisse, lui qui prétendait jouer les premiers rôles lors de la prochaine édition du championnat de deuxième palier, dont le

coup d'envoi a été fixé au 12 février. "Evidemment, face à tous ces problèmes de différentes natures, nous ne pouvons que tabler sur le maintien et éviter ainsi de faire partie des quatre équipes de notre groupe qui descendront en division inférieure", a-t-il souhaité.

Les 36 clubs qui activeront en Ligue 2 lors du nouvel exercice ont été répartis sur trois groupes de 12 formations chacun (Centre-Ouest-Est). Les leaders des trois groupes se disputeront, lors d'un mini-tournoi, deux tickets donnant accès à la Ligue 1 en fin de saison, alors que les quatre derniers de chaque poule rétrograderont en troisième palier, selon le nouveau système de compétition adopté lundi par le bureau exécutif de la Fédération algérienne de la discipline.

LIGUE 2

Le président de la JSM Tiaret renonce à sa démission

Le président de la JSM Tiaret, Sofiane Boumediene, a renoncé à sa démission qu'il avait annoncée il y a quelques semaines, après avoir reçu des garanties des autorités locales pour aider le club à régler ses problèmes financiers, a-t-on appris mardi auprès de la direction de cette formation de l'Ouest.

Une réunion a été tenue la veille et a regroupé les membres du bureau exécutif au terme de laquelle, il a été décidé de reprendre service par le président Sofiane Boumediene et ses assistants, surtout après l'accord trouvé avec certains créanciers pour rééchelonner leurs dettes, a précisé la même source.

En revenant à de meilleurs sentiments, le patron d'Ezzerga permet ainsi à son équipe de lancer ses préparatifs d'intersaison, puisque la reprise des entraînements a été programmée pour le début

de la semaine prochaine, assure-t-on encore.

Huitième du groupe Ouest de la division nationale amateur à l'issue de l'exercice passé interrompu à la 24e journée pour lutter contre le Coronavirus, la JSM Tiaret a accédé en Ligue deux profitant du changement du système pyramidal de la compétition. Les 36 clubs qui activeront en Ligue 2 lors du nouvel exercice ont été répartis sur trois groupes de 12 formations chacun (Centre-Ouest-Est). Les leaders de chaque groupe disputeront, dans un mini-tournoi, deux tickets donnant accès à la Ligue 1 en fin de saison, alors que les quatre derniers de chaque poule rétrograderont en troisième palier, selon le nouveau système de compétition adopté lundi par le bureau fédéral de la FAF.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
WILAYA DE TAMANRASSET

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert Avec des exigences de capacité minimales N: /2020

La Direction de la Jeunesse et des Sports de la Wilaya de Tamanrasset annonce un appel d'offres national ouvert pour :

PROJET:

Achèvement d'une salle Spécialisé à silefen

Conditions de qualification:

Le soumissionnaire qui obtient la qualification et classification dans le domaine bâtiment (principal ou secondaire) avec une qualification de 03 ou plus.

L'offre sera annulée s'il dépasse le délai administrative.

Les entreprises qualifiées dans le domaine bâtiment (principal ou secondaire avec une qualification de 03 ou plus et intéressées par le présent appel d'offre devront retirer le dossier auprès de la Direction de la Jeunesse et des Sports de la Wilaya de Tamanrasset (Bureau d'investissement) contre paiement d'une somme non remboursable de (500,00 DA) au profit de compte trésorerie n 007.201.

Les offres accompagnées des pièces ci-dessous indiquées dans le cahier des charges doivent être déposées au direction de la Jeunesse et des Sports de la wilaya de Tamanrasset (Secrétariat).

Et présentées en trois enveloppes comportant le dossier de candidature (A), l'offre technique (B) et l'offre financière (C) sont insérées dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que la mention « dossier de candidature », « l'offre technique », « l'offre financière ».

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme comportant la mention:

A monsieur/ Le Directeur de la Jeunesse et des Sports de la wilaya de Tamanrasset

Avis d'Appel d'offre national ouvert Avec des exigences de capacité minimales

N°: /2020

PROJET:

Achèvement d'une salle Spécialisée à silefen

«à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres» Les offres accompagnées des pièces suivantes :

A- Le dossier de candidature contient :

- une déclaration de candidature ;
- une déclaration de probité ;
- les statuts pour les sociétés ;
- délégation de la signature
- Qualification et Classification ;
- Liste de matériel;
- Liste du personnel déclaré à la CNAS-
- Attestations des travaux réalisés.

B- L'offre technique contient :

- une déclaration à souscrire
- tous documents permettant d'évaluer l'offre technique
- le présent cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

C- L'offre financière contient :

- la lettre de soumission;
- le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le détail quantitatif et estimatif (DQE) ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF);
- le sous-détail des prix unitaires (SDPU)
- le devis descriptif et estimatif détaillé (DDED).

Ces pièces devront être valides.

La durée de préparation des offres est fixée pour **(10) Jours**, à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou dans la presse nationale.

Le dépôt des offres est fixé pour le dernier jour de durée de préparation des offres à **(10H00)**.

L'ouverture des plis sera le même jour à partir de **(10H00)** en séance publique, et en présence de soumissionnaires. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

ORIGI PISTÉ PAR L'INTER

A la recherche d'une doublure pour Romelu Lukaku, l'Inter Milan regarde du côté de Liverpool. Selon le Corriere dello Sport, Antonio Conte apprécie beaucoup l'attaquant des Reds, Divock Origi (25 ans, 2 apparitions en Premier League cette saison). Barré par Roberto Firmino et Diogo Jota sur les bords de la Mersey, l'international belge ne sera pas retenu par son club. Les Nerazzuri ne sont pas seuls sur les rangs puisque Wolverhampton, Newcastle, Brighton, Aston Villa ou encore Schalke 04 s'intéressent aussi à l'ancien Lillois. L'Inter travaille sur d'autres pistes en parallèle, notamment celle menant à Gervinho (Parme).



RONALDO ÉLU «JOUEUR DU SIÈCLE» AUX GLOBE SOCCER AWARDS

Cristiano Ronaldo n'en finit plus de recevoir des récompenses. Élu, il ya peu par Sky Sport, comme meilleure recrue de l'histoire de la Premier League, il a reçu dimanche dernier, à Dubaï, le trophée de joueur du siècle.

Le numéro 7 de la Juventus Turin est l'un des meilleurs joueurs de l'histoire du football. À 35 ans, il continue de briller au plus haut niveau, avec son club et sa sélection, et reçoit toujours de plus en plus d'éloges.

Dimanche dernier, à Dubaï, avait lieu la cérémonie des Globe Soccer Awards. Lors de cet événement, le Portugais s'est vu attribuer le trophée de meilleur joueur du XXI^e siècle. Il devance Lionel Messi et Ronaldinho dans les votes.

Voilà Cristiano Ronaldo remporter ce titre n'a pas choqué grand monde. La superstar portugaise a tout gagné dans chaque grand club où il a évolué. Le quintuple Ballon d'Or a brillé à Manchester United, au Real Madrid et désormais à la Juve.

En 2016, il a mené son pays jusqu'à la victoire lors de l'Euro 2016, en France. Un titre de plus ajouté au palmarès du natif de madère.

DEPAY VISÉ PAR LA JUVE

A l'approche du mercato, plusieurs formations européennes vont suivre de près le dossier Memphis Depay. En fin de contrat dans six mois, l'attaquant de l'OL intéresserait notamment la Juventus. Les Turinois ne seraient pas contre un transfert cet hiver.

Courtsé par le FC Barcelone, Memphis Depay le serait également par la Juventus Turin. D'après le quotidien La Stampa, Andrea Pirlo veut mettre la main sur un attaquant pour épauler Cristiano Ronaldo. Selon le média italien, les Turinois aimeraient recruter le capitaine de l'Olympique lyonnais dès cet hiver, en profitant de sa situation contractuelle. Le Néerlandais est en fin de contrat dans six mois, et l'OL pourrait accepter de céder son joueur avant qu'il ne soit libre de s'engager où il le souhaite.

Toujours selon les informations du journal transalpin, les bonnes relations entre les deux clubs constitueraient un plus en cas de négociations. Federico Bernardeschi pourrait être inclus dans un éventuel échange avec l'avant-centre.

TOTTENHAM SE POSITIONNE SUR SERGIO RAMOS

José Mourinho veut travailler avec le joueur madrilène. Alors que son contrat se termine en juin prochain, Sergio Ramos n'a toujours pas prolongé avec le Real Madrid. Si la presse ibérique annonce depuis plusieurs semaines un accord imminent entre les deux parties, l'international espagnol peut dès le 1^{er} janvier négocier avec n'importe quel club.

Dans le viseur de plusieurs formations pour la saison prochaine, le joueur madrilène disposerait d'une nouvelle touche du côté de l'Angleterre.

En effet selon les dernières informations du London Evening Standard, Tottenham se serait positionnée sur lui. José Mourinho connaît bien le joueur pour l'avoir eu sous ordres chez les Merengues. Il envisagerait de le recruter avec à la clé un contrat de deux ans.



JOEL MATIP DE NOUVEAU BLESSÉ

Taillier de la défense de Liverpool depuis quelques saisons, Joel Matip n'est pas épargné par les blessures. Face à West Bromwich Albion ce dimanche, l'international sénégalais a été victime d'un pépin physique titulaire contre les Baggies, Matip n'aura disputé que 58 minutes. La faute à une blessure musculaire. Le Lion Indomptable a dû céder sa place au jeune Rhys Williams. Pour le moment, aucune information n'a été dévoilée concernant la blessure de Joel Matip. Il va certainement faire des analyses afin de connaître la gravité de ce pépin physique. Il rejoint donc ses compères de la défense Virgil Van Dijk et Joe Gomez à l'infirmerie.

La destination d'Isco enfin connue ?

L'international espagnol aurait choisi sa future destination. Alors qu'il voulait dans un premier temps rejoindre la Juventus Turin cet hiver, le milieu de terrain Isco va être retenu par ses dirigeants qui souhaitent le conserver jusqu'en juin prochain. Son contrat jusqu'en 2022, l'international espagnol sera autorisé à partir seulement à l'issue de la saison.

Concernant son avenir, il aurait déjà choisi sa future destination comme nous le révèle le quotidien AS. En effet, le Madrilène aurait décidé de prendre la direction du FC Séville. En s'engageant avec le club andalou, il y retrouverait un entraîneur qu'il connaît très bien, Julien Lopetegui.

Concernant l'indemnité de transfert, le joueur de 28 ans pourrait tout de même coûter une certaine somme. En effet, les Merengues accepteraient de vendre leur joueur en échange d'une somme comprise en 15 et 20 millions d'euros.

ENERGIE- 2020

L'Algérie, un rôle pivot au sein de l'Opep+ pour rééquilibrer le marché pétrolier

L'Algérie a joué, en 2020, un rôle pivot dans le rapprochement des visions au sein de l'Opep et ses alliés (Opep+) afin de parvenir à une action commune visant à rééquilibrer le marché pétrolier qui a connu, durant l'année qui s'achève, une chute drastique de la demande et des prix suite à la pandémie du Covid-19.

Ce rôle a été assuré notamment à travers la présidence par l'Algérie en 2020 de quatre organisations énergétiques internationales et régionales, à savoir l'OPEP, l'Organisation des Etats arabes exportateurs de pétrole, l'Organisation des Etats africains exportateurs de pétrole et l'Organisation des Etats exportateurs de gaz.

L'Algérie a, dans ce cadre, mené des efforts considérables pour réduire la production et rééquilibrer le marché pétrolier depuis le début de la crise en mars dernier à travers des discussions marathonniennes avec tous les acteurs concernés. Ces efforts ont été menés dans le cadre de la Déclaration de coopération (Doc) signée le 10 décembre 2016, suite aux discussions qui avaient eu lieu pendant la 170^{ème} réunion extraordinaire de la Conférence ministérielle de l'Opep, tenue à Alger en septembre 2016.

La guerre des prix déclenchée en 2014 avait trouvé son terme avec le Consensus d'Alger, qui a été confirmé en novembre 2016 dans la réunion tenue à Vienne, souligne l'expert pétrolier inter-

national, Mourad Preure. "Le Consensus d'Alger, qui regroupe des pays représentant 90% des réserves mondiales et 50% de la production, a été un puissant signal envoyé au marché qui a retrouvé une orientation haussière", a-t-il déclaré à l'APS. Pour M. Preure le "Consensus d'Alger a montré sa robustesse, consacrant pour les producteurs une ligne de défense des prix absolument indispensable dans les conditions présentes". Quatre ans après, l'Opep s'est retrouvée face à une nouvelle crise du marché pétrolier provoquée notamment par les restrictions mises en place à travers le monde pour enrayer la propagation du coronavirus. Pour faire face à la chute des prix, l'Algérie a maintenu son attachement au dialogue entre l'Opep et ses alliés, et ce malgré l'échec de la réunion du 6 mars dernier, suivie par le déclenchement d'une guerre des prix.

La poursuite des concertations a permis d'aboutir, en avril, à un accord qualifié d'historique portant sur une baisse massive de la production s'étalant sur deux ans. Alors que les producteurs de l'Opep+ s'ap prétaient à augmen-



ter leur production début 2021, il fallait encore agir face à la seconde vague de la Covid-19 et c'est dans ce cadre qu'il a été décidé de reconsidérer l'augmentation prévue de 1,9 Mbj et de la réduire de 500 000 b/j. Cette décision et les engagements pris depuis avril ont permis de rétablir progressivement les prix qui ont dépassé 50 dollars le baril en début décembre après avoir chuté à 19 dollars en avril dernier.

Pour M. Preure "le rôle de l'OPEP a été éminemment positif et a contribué grandement à sta-

biliser le marché dans des conditions extrêmes".

Sonatrach maintient la dynamique de partenariat

Au niveau interne, l'Algérie a été affectée par la crise mondiale engendrée par la propagation du coronavirus, enregistrant un recul sensible de ses revenus issus des exportations des hydrocarbures, qui ont atteint 14,6 milliards de dollars fin septembre dernier. Face à cette situation, plusieurs mesures ont été déci-

dées à travers les différentes réunions du Conseil des ministres. Sur le plan opérationnel, Sonatrach a ainsi mis un plan d'action pour faire face à cette situation et qui s'articule autour de plusieurs points, dont la révision à la baisse du programme d'investissement et du budget d'exploitation de l'année 2020 de 35% et de 13% respectivement. En 2020, le groupe est aussi resté en contact permanent avec ses clients, à travers la signature de plusieurs accords, lui permettant de préserver ses parts de marché dans un contexte particulier.

Parmi ces accords, celui signé avec le groupe français Total, renouvelant, pour une durée de 3 années supplémentaires, leur partenariat dans le domaine du gaz naturel liquéfié (GNL). Sonatrach a également signé avec son partenaire historique, l'Italien ENI, plusieurs accords de coopération dans le secteur du gaz, un mémorandum d'entente portant sur les possibilités d'investissement dans l'exploration et la production d'hydrocarbures, et un accord renforçant le partenariat dans le bassin de Berkine.

JUSTICE

Affaire de pillage d'un foncier touristique à Skikda : 12 ans de prison ferme requis contre Ouyahia et Ghoul

Le procureur de la République, près le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a requis, mardi, à une peine de 12 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un (1) million DA contre les anciens Premier ministre et ministre des Travaux publics, respectivement Ahmed Ouyahia et Amar Ghoul, et une peine de 10 ans de prison ferme assortie d'une amende du même montant contre l'ancien ministre des Travaux publics, Abdelghani Zaalane, poursuivis dans une affaire de corruption dans le secteur touristique à Skikda.

Une peine de 10 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un (1) million DA a également été requise par le procureur de

la République contre l'ancien wali de Skikda, Mohamed Bouderbali poursuivi dans une affaire de dilapidation de deniers publics et pour octroi d'indus avantages, consistant en une assiette foncière, en faveur de l'homme d'affaires, Ahmed Ben Fasih.

Le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed a requis aussi une peine de 8 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un (1) million DA contre l'ancien wali de Skikda, Fawzi Ben Hocine et l'homme d'affaires, Ahmed Ben Fasih, et 7 ans de prison ferme et une amende d'un (1) million DA contre Derfouf Hadjri, ancien wali de Skikda.

Le procureur de la République a également requis une peine de 6 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un (1) million de DA contre les directeurs des Domaines de Skikda, Dehimi Cherif, Amara Rachid, Khelfaoui Nassereddine et Seif-Eddine Ben Fasih (fils de l'homme d'affaires Mohamed Ben Fasih) et l'ancien directeur des domaines au ministère des Finances, Himour Mohamed. Une peine de 5 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un (1) million de DA a été requise contre Merabet Laidi, ancien directeur du port de Skikda, Haba Fayçal, ancien directeur de l'industrie de Skikda et Kamel Aliouane, ancien cadre. Le procès de l'affaire de détournement

du foncier à Skikda avait débuté lundi, dans laquelle sont poursuivis pour abus de fonction, octroi d'indus privilégiés et dilapidation de deniers publics, l'homme d'affaires Mohamed Ben Fasih et l'ancien Premier ministre Ahmed Ouyahia, ainsi que les anciens ministres des Transports et des Travaux publics Amar Ghoul et Abdelghani Zaalane, nombre d'anciens wallis de Skikda et plusieurs cadres des Directions exécutives de la même wilaya.

Le procès avait débuté par l'audition des accusés dans l'affaire de corruption, dont Ahmed Ouyahia, auditionné par visioconférence depuis l'établissement pénitentiaire de Abadla à Bechar.

Corruption : 04 ans de prison ferme contre l'ancien wali d'Alger Abdelkader Zoukh

Le tribunal de première instance de Tipasa a condamné, mardi, à 4 ans de prison ferme, l'ancien wali d'Alger, Abdelkader Zoukh poursuivi dans des affaires de corruption, à savoir l'octroi d'indus avantages et abus de fonction en faveur de Ali Haddad.

Une amende d'un million de dinars algériens a été prononcée, par le même tribunal, contre Abdelkader Zoukh, déjà condamné à la prison ferme dans deux autres affaires et interdit de postuler à un poste de responsabilité au sein de l'Etat ou à un poste politique pendant 3 ans après l'expiration de sa peine.

Lors de l'audience du 8 décembre, le parquet avait requis une peine de 10 ans de prison ferme, assortie d'une amende d'un million pour "abus de fonction et oc-

troi d'indus privilégiés en faveur d'Ali Haddad qui a comparu en tant que témoin.

Les faits reprochés à l'ex-wali d'Alger ont causé d'énormes pertes en termes de foncier agricole, industriel et touristique ainsi qu'au Trésor public, en témoignent les enquêtes menées par l'Inspection générale des finances, qui font état d'infractions flagrantes à la Loi et aux dispositions légales réglementant les domaines de l'Etat, dans neuf dossiers d'investissement dans des projets "fictifs" non réalisés par Ali Haddad.

Lors de ce procès, le juge a interrogé Zoukh sur les privilèges "douteux" octroyés à Ali Haddad, en tant que personne morale, ou propriétaire d'un groupe de travaux publics et d'autres entre-

prises d'investissement, notamment ceux concernant des assiettes foncières situées à Alger, des privilèges indûment octroyés à travers la délivrance de contrats de concession en infraction avec la Loi, selon l'expertise de l'Inspection générale des finances. Il s'agit, entre autres, d'une assiette de plus de 39.300 m2 dans la zone de Oued Semar, pour la création d'un complexe industriel, dans une région initialement destinée à abriter un jardin public, ce qui est en infraction totale avec la loi sur l'affectation des assiettes foncières.

Selon le juge, l'octroi de ce foncier s'est fait après l'aval du Conseil national de l'investissement (CNI), au moment où le wali d'Alger a établi une décision de transformation de la nature du

projet (d'un projet de complexe industriel à un projet de loisirs), ainsi qu'un contrat de concession sans se référer au CNI, ce qui est considéré comme une entorse à la Loi, car le foncier en question constituait auparavant une base de vie, dont Ali Haddad s'est emparé sans autorisation.

En fin de compte, le projet en question a été transformé en une usine de production de bitume avec un parking pour engins de travaux publics. Cette affectation a causé une perte de 1,33 milliards de DA à la commune d'El Harrach.

D'autres assiettes foncières ont été, également, indûment octroyées à Ali Haddad au niveau des communes de Hussein Dey, Ain Benian, et Dar El Beida, notamment, une assiette de plus de 16.000 m2 à Hussein Dey et l'ac-

parement par Ali Haddad de plusieurs terrains agricoles d'une superficie totale de 30.000 m2 pour la réalisation d'un complexe sportif au profit du club de football USMA. La défense de l'accusé a interjeté appel du jugement près la Cour de Tipasa.

Le tribunal de Tipasa avait condamné l'ex wali d'Alger dans deux autres affaires de corruption distinctes, à une peine de 5 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million de DA, dans l'affaire d'octroi de privilèges à la famille de Abdelghani Hamel, et à 4 ans de prison ferme, assortie d'une amende d'un million de DA dans une autre affaire similaire relative à la famille Mahieddine Tahkout, avec confiscation de tous ses biens et ordre de sa mise en détention durant l'audience.